

TOM THOMAS

---

*L'écologie du sapeur  
camember*

---

ALBATROZ

*Collection Textes Térébenthine*  
*103. Tom Thomas, L'écologie du sapeur Camember*

*ISBN 2-909560-23-6*  
*ISSN 1159-540X*

*Albatroz*  
*Boîte Postale 404*  
*75969 Paris Cedex 20*

*Paris, 1992. Imprimerie spéciale*

---

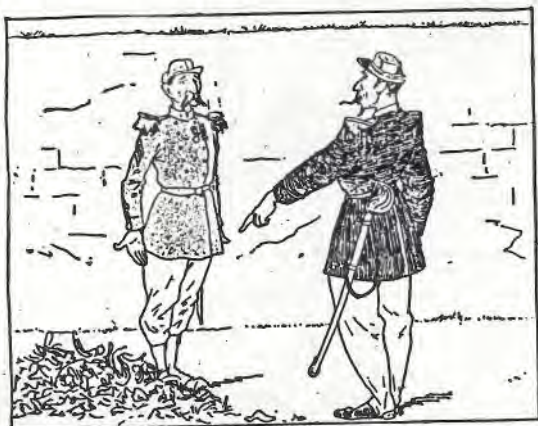
TOM THOMAS

*L'écologie  
du sapeur  
Camember*



ALBATROZ

On ne pense pas à tout.



L'adjudant-major interpelle le sergent Bitur : « Signifie, sergent, ce tas d'ordures dans la cour de la caserne? Si dans une heure ça n'est pas enlevé, je vous ferai savoir comment je m'appelle! »



Bitur fait venir Camember : « Sapeur, lui dit-il, je vous imprime l'ordre de creuser un trou pour à seule fin d'y mettre ces ordures et autres, si non je vous ferai-z-un peu voir comment j's'appelle! »



Camember qui ne tient pas à savoir comment s'appelle le sergent Bitur, a creusé un trou et y a délicatement déposé les ordures. Puis il demeure perplexe : « Oui, se dit-il, mais, maintenant, la terre du trou,.. ouisque j'vas la fourror? »



« Sergent! interroge Camember, et la terre du trou? — Que vous êtes donc plus hermétiquement bouché qu'une bouteille de limonade, sapeur! Creusez un autre trou!.. — C'est vrai! » approuve Camember.



Camember creuse donc un deuxième trou et y dépose la terre du premier, puis il redouble de perplexité: « Oui, mais la terre de ce deuxième trou, se redit-il... qu'est-ce que j'en vas faire? »



« Sergent! réitère Camember,... où vas-tu la mettre celle-ci? — S'pèce de double mulet cornu! m'ferez quatre jours pour n'avoir pas creusé le deuxième trou assez grand pour pouvoir y mettre sa terre avec celle du premier trou. »

## INTRODUCTION

De nombreuses raisons concourent à ce que l'écologie occupe aujourd'hui le devant de la scène, et à ce que, pour la première fois de leur histoire, les activités des hommes semblent avoir atteint une limite par les menaces qu'elles font peser sur la vie elle-même.

De Hiroshima à Tchernobyl, la croyance séculaire au progrès par la science en a pris un coup. De Bhopal à Seveso, l'industrialisation n'est plus la panacée du développement de la civilisation. La science se met, paraît-il, à l'autocritique en constatant les dégâts de l'industrialisation dont elle a été un instrument. Ce sont ses satellites qui, analysant l'atmosphère, ont permis de constater les malheurs faits à la couche d'ozone, l'accumulation de CO<sup>2</sup> et autres gaz responsables de l'effet de serre. Et sur terre l'urbanisation démesurée, le tourisme bétonnant, et même l'agriculture, autrefois jardinage aujourd'hui polluée de ses engrais, ont contribué à l'essor du mouvement politique des Verts.

Ce mouvement a d'autant plus d'échos qu'il correspond à des préoccupations des classes dirigeantes elles-mêmes. Les maux écologiques les menacent aussi directement comme ils menacent le mode de production dont elles sont les gérantes et les principales bénéficiaires. Il leur faut donc apporter une réponse. Elles n'ont donc pas tardé à imaginer, avec de plus en plus d'enthousiasme, que le développement d'un "capitalisme vert" pourrait constituer un vecteur de relance du processus de valorisation du capital durement ralenti par la crise actuelle.

Le mot écologie recoupe bien des aspirations vagues, des mécontentements divers, des frustrations floues, autant que de réels problèmes. Ceux-ci sont eux-mêmes très disparates. On y mélange les dangers et les peurs du nucléaire, la critique du "productivisme", les maux de l'urbanisation et des loisirs de masse, la protection, érigée en nécessité vitale, de tel animal ou de tel végétal, les scandales des pollutions en tous genres. Mais au nom de quoi, de qui, de quelle

conception de l'homme, de la vie, on n'en sait trop rien. Il nous faudra donc tenter de l'éclaircir. Pour y parvenir, sans pour autant nous perdre dans toutes les nuances du mouvement écologique, nous tenterons de répondre à la question de fond qui leur est commune, et à laquelle aucune d'entre-elles n'apporte de réponse : quelle conception des rapports des hommes et de la nature apparaît dominante dans le mouvement écologique ?

Ce mouvement a eu le mérite de contribuer puissamment à mettre en lumière le constat des dégâts. Mais nous verrons qu'il en reste à une analyse superficielle de leurs origines et ne peut donc pas envisager les solutions adéquates. Nous verrons que le rôle des Verts actuels est surtout d'aiguillonner le capitalisme pour qu'il prenne mieux en compte qu'il ne le fait spontanément la reproduction de ses conditions d'existence et de développement. Cela au nom de la science et de l'intérêt général promu au rang de boussoles, ou plutôt de nouveaux fétiches, de l'humanité.

En fait le capitalisme génère de lui même la défense de cet intérêt général, qui n'est que le sien. Nombreuses sont ses institutions qui lui fournissent de ce point de vue toutes sortes d'avis, notamment dans le domaine de l'écologie. Les bilans abondent, comme celui-ci établi en 1988 par le Worldwatch Institute of Washington :

*"...l'aggravation du trou antarctique de la couche protectrice d'ozone qui pourrait donner le signal d'une détérioration globale planétaire; l'accélération de la déforestation (11 millions d'hectares de forêts disparaissent tous les ans sous les tropiques, 31 millions endommagés dans les pays industriels); 26 milliards de tonnes de terre arable perdues annuellement par l'érosion; 6 millions d'hectares supplémentaires de désert chaque année; des milliers de lacs tués biologiquement dans les pays du Nord industriel et plusieurs autres milliers en cours de destruction; disparition annuelle de plusieurs milliers d'espèces animales et végétales - à ce rythme, un cinquième de l'ensemble des espèces aura disparu dans vingt ans; élévation moyenne de la température de 1,5 à 4,5 degrés d'ici à l'an 2050, élévation probable du niveau des mers entre 1,4 et 2,2 mètres d'ici à 2100." (1)*

Le sommet de RIO, en Juin 1992, sera la poursuite des efforts que font les classes dirigeantes mondiales pour tenter d'imposer des conduites écologiques contre leurs différents intérêts privés et nationaux immédiats. Tous ceux qui exercent la fonction de capitalistes, c'est à dire



d'organiser l'accumulation des richesses du côté du capital, ont conscience de la nécessité de freiner les excès qui menacent la survie du système lui-même, d'éviter la catastrophe d'une mort annoncée par leurs propres experts.

Mais pour pouvoir vraiment résoudre un problème il faut d'abord en cerner les causes. C'est donc sur ce point de départ fondamental que cet ouvrage sera centré. Nous verrons alors que la confusion, commune à ces experts et aux Verts, est de séparer la question des rapports des hommes à la nature de celle des rapports des hommes entre eux. Il y aurait l'Homme et la Nature, s'influençant l'un et l'autre comme deux mondes extérieurs.

Cette séparation est tout à fait réelle, et est effectivement à la base des problèmes écologiques. Mais l'erreur est de la considérer comme naturelle et éternelle alors qu'elle a une origine sociale et historique : les rapports de production capitalistes qui privent la masse des prolétaires de la maîtrise des conditions de leurs activités, laquelle est justement celle, aussi, de leurs rapports à leur environnement, qui n'est pas seulement la nature, mais aussi les autres.

Si on conçoit cette séparation des hommes et de la nature comme un fait naturel, on ne peut effectivement que tenter d'en corriger autoritairement les excès. C'est, nous le verrons, la solution des Verts, toutes tendances confondues. Mais alors on renonce à éradiquer le mal à la racine, il ne peut que renaître, sans cesse plus fort.

Si au contraire cette séparation est comprise dans sa réalité concrète et historique de produit d'un système particulier de rapports sociaux, le capitalisme, alors tous les espoirs de solutionner le problème sont permis, car on peut tout autre chose : les bouleverser et ainsi, en coupant les racines, supprimer vraiment tous les fruits indésirables.

Précisons, pour éviter tout malentendu, que quand il est question de capitalisme, cela recouvre aussi bien les systèmes de l'Ouest que ceux qui ont existé à l'Est sous l'appellation de communisme (2).

La seule différence qui paraît opposer écologistes et capitalistes traditionnels est que les premiers critiquent les seconds, à juste titre d'ailleurs, de tout subordonner à l'accroissement sans fin de la production, de ne considérer la nature que comme un coffre-fort à piller sans vergogne. Pour les écologistes il faut respecter ce monde extérieur dont nous dépendons, maintenir les saints équilibres des "éco-systèmes". L'industrie et les techniques ont assez montré leur force destructrice quand, mises entre les mains de ces dangereux prédateurs que sont, selon eux, les hommes, elles décuplent leurs moyens de nuire. D'où la critique qui leur est faite par les "productivistes" d'être, eux, des attardés de la civilisation.

Nous verrons que cette différence qui, poussée à l'extrême serait entre productivistes à tout va et adeptes d'un rousseauisme pastoral, n'a rien d'essentiel. Plus ou moins d'exploitation de la nature est certes une question, mais pas la question de fond.

Certes les problèmes écologiques semblent, au premier abord, ne concerner que les rapports des hommes à la nature, et non ceux entre les hommes. C'est ce qui explique qu'il est facile à l'écologisme de séparer ces deux questions. Cela explique également que ce soient les couches moyennes qui forment le gros des troupes du mouvement politique des Verts. Car, de par leur situation intermédiaire, elles ne se sentent ni capitalistes ni prolétaires, peu concernées par les rapports de classe mais justement, en tant "qu'au milieu", représentantes de l'intérêt général, de la rationalité scientifique (elles ont de l'éducation !).

La présentation des problèmes écologiques comme étant issus des contradictions entre l'Homme en général et la Nature en général leur convient donc parfaitement. C'est en effet les présenter comme relevant de l'intérêt général (qui se couvre souvent du cache-sexe de "la science") et non des rapports de classe. Nous verrons que c'est faux, et aussi combien est mythique la notion d'intérêt général, comme irrecevable la prétention de la science à pouvoir dicter des conduites.

Mais si la classe ouvrière n'est pas impliquée, aujourd'hui, en apparence, dans le mouvement écologique, cela ne signifie pas que les rapports sociaux, les rapports de classe, n'ont pas à voir avec les problèmes qu'il soulève. Il est vrai que sa situation, dans la

production ou au chômage, la pousse à s'intéresser spontanément aux questions salariales et au développement de l'industrie dont dépend son emploi dans le système actuel. Préoccupation à laquelle les écologistes se soucient fort peu de répondre, alors même qu'ils parlent de réduire la production (les plus radicaux parlent de compenser la diminution du temps de travail par un abaissement des salaires de façon hautement irréaliste), ce qui n'est pas la meilleure façon d'intéresser les prolétaires, chômeurs ou actifs, à leurs thèses.

Mais il est vrai aussi que le prolétariat (j'emploie ce terme à escient, car je ne suis pas de ceux qui proclament sa disparition, mais c'est une autre histoire), aborde les questions écologiques à sa façon, qui, pour être très loin de la rationalité scientifique des professeurs n'en est pas moins autrement efficace. Par exemple la "révolte des banlieues" est, par ses liens avec le problème des villes, une lutte dont les problèmes écologiques sont loins d'être absents, même si les écologistes en étaient, eux, absents, si on veut bien se souvenir que la ville, la séparation villes/campagnes, est la première expression de la coupure des hommes d'avec la nature. Mais il faudrait alors convenir qu'elle exprime tout autant un rapport social entre les hommes, la division du travail, et traiter dès lors comme les deux faces d'une même médaille les rapports hommes/nature et entre les hommes.

Mais c'est justement cela que ne veulent pas voir ni les "productivistes", ni les "anti", s'il faut caractériser ainsi les Verts. C'est cette incompréhension qui les relie, les seconds ne souhaitant, en conséquence, que corriger les excès suicidaires des premiers. Mais aider le Moloch à se réformer et, ainsi, à se développer, ne peut aboutir qu'à des excès encore plus graves. Nous verrons que les Verts, en définitive, n'apportent pas la solution mais, au contraire, les moyens d'aggraver les problèmes.

Cette thèse est, certes, originale, par ces temps d'écophilie généralisée, mais nullement provocatrice.

## CHAPITRE I

### HOMMES ET NATURE

#### 1.1. EXTERIORITE DE LEURS RAPPORTS CHEZ LES ECOLOGISTES

Les écologistes n'ignorent pas en général qu'il n'existe pas de nature vierge, que les hommes ont depuis longtemps transformé la nature, qu'elle est partout humanisée. Mais pour eux il y a l'un et l'autre, l'Homme et la Nature qui l'entourne et dans laquelle il puise comme dans un trésor, dualité dont les deux termes sont séparés comme l'âme et le corps chez les chrétiens.

D'un côté l'Homme semble, pour eux, pourvu de certaines caractéristiques immuables : c'est un prédateur qui puise à pleines mains dans la nature (3). La seule différence historique serait qu'autrefois ses capacités scientifiques et techniques le laissaient quasi inoffensif, ne lui permettant pas de trop troubler l'ordre de la Nature, alors qu'aujourd'hui la puissance de ses moyens techniques le rend dangereux. Il y a toujours le même Homme prédateur, mais il dispose de la bombe atomique au lieu de l'arc. Et, circonstance aggravante, les humains ont pullulé, telle une nuée de sauterelles s'abattant sur les cultures.

En face la Nature est vue comme un système autorégulant ses équilibres immuables, formée d'une multitude d'éléments chimiques réagissant les uns sur les autres en des cycles continus et toujours renouvelés, de telle sorte que si on modifie un élément, c'est tout le système qui est perturbé. Aussi l'Homme ne peut se permettre de modifier ce système, mais seulement s'y soumettre, sauf à disparaître avec lui.

Ce raisonnement a évidemment sa part de vérité. Oxygène, eau, plantes, animaux etc... tout dépend de tout à travers des chaînes d'échanges et de transformations complexes, et les hommes dépendent de cet environnement qui a ses lois, ses rythmes. Des

limites semblent bien en passe d'être atteintes aujourd'hui, au delà desquelles la vie humaine est menacée dans son ensemble (et non plus seulement pour certaines catégories touchées par les famines, les guerres et autres désastres tout aussi écologiques qui n'ont jamais tant ému les écologistes que la couche d'ozone ou l'effet de serre !).

Les forces scientifiques et techniques acquises renforcent cette idée d'une extériorité de l'Homme à la Nature puisque celui-ci semble pouvoir la façonner à sa guise comme un objet, au lieu qu'il lui était autrefois soumis, la respectant jusqu'au point de faire des dieux de ses manifestations.

Certes les hommes ont eu une évolution qui leur est propre et les distinguent des autres éléments de la nature. Mais ils ont et ont toujours été un de ces éléments, partie intégrante de la nature. Si bien que toute transformation de l'un est aussi modification de l'autre. Et la nature s'est toujours transformée, depuis le "Big Bang" des origines, si "Big Bang" et origine il y a eus, ainsi que les formes de la vie, lesquelles ont, entre autres, produit l'Homo Sapiens. A l'intérieur de cette histoire de la nature, de la vie, il y a l'histoire des hommes. Ce qui la distingue de celle des autres éléments vivants de la nature, c'est que les hommes produisent suivant un projet, pour satisfaire des besoins, qui se modifient au fur et à mesure de l'élévation de leurs capacités productives. La spécificité de l'homme dans la nature est d'abord dans son activité. C'est de sa perte, de son aliénation, que viendront tous ses problèmes avec la nature. Là est la clef des maux écologiques actuels.

Cette particularité n'entraîne cependant aucune extériorité de l'homme à la nature, pas plus que la particularité qu'a l'oiseau de voler ou le poisson de vivre sous l'eau n'en font des éléments extérieurs à la nature. Elle fait seulement que les hommes ont la capacité de jouer un rôle actif dans la transformation de la nature, et d'eux mêmes, là où les autres espèces vivantes sont passives, seulement instinctives.

Dans cette activité les hommes collaborent nécessairement entre eux. Ils s'organisent pour produire (et se produire). Les sciences et les techniques ne sont qu'un facteur de leur organisation productive. Et chacun sait qu'elles n'ont aucun pouvoir par elles-mêmes. C'est

aux hommes qui les utilisent qu'il faut toujours revenir, en se posant la question du pourquoi ils le font de telle ou telle façon, pourquoi ils produisent ceci ou celà, ont tels besoins ?

Aussi lorsqu'E.MORIN, un des multiples et interchangeables Penseurs médiatisés, nous dit : *"L'homme doit cesser d'agir comme un Gengis Khan de la banlieue solaire et se considérer, non pas comme le berger de la planète, mais comme le copilote de la nature"* (4), on ne peut que rester pantois devant le vide de la formule. A chaque mot une sottise. Qui est "l'homme" ? Pourquoi se comporte-t-il ainsi ? Pourquoi ne serait-il pas berger ? S'il se comporte ainsi il y a des causes objectives, quelles autres raisons feraient qu'il se comporte autrement ( "doit" n'engendre jamais rien ) ? Et qui sont les "copilotes" ? Les hommes ont-ils jamais piloté la nature ? La nature s'est-elle jamais pilotée elle-même ?

Reprenons. Depuis les origines les destructions ont toujours été le propre des organismes vivants : toutes les formes de vie modifient leur milieu et contribuent à en créer un nouveau. Qu'est-ce donc que le respect de l'équilibre sacro-saint des écologistes, sachant qu'il n'y en a jamais eu d'immuable mais que le développement des formes de la vie sur terre n'est qu'un mouvement perpétuel fait de successions de destructions suivies de nouveaux équilibres toujours différents ? Faut-il considérer que l'existence de la moindre race animale, de la moindre forêt, du moindre espace aquatique est indispensable à l'homme ? Que sa survie dépend de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées ou du lynx dans les Vosges ? Qui décrètera le "bon" équilibre démographie-ressources ? Ou encore que telle architecture, tel urbanisme est une plaie pour le paysage ? Jusqu'à quel point consommer telle énergie ? Autant de questions auxquelles l'écologie ne peut apporter, seule, de réponse, pas plus qu'aucun scientifique ou expert, sauf à prétendre décider et régenter "Le Meilleur des Mondes".

Car c'est des besoins dont les hommes ressentent la nécessité que dépendent les réponses à ces questions. Et ceux-ci résultent du mode de production en vigueur, pas des admonestations de la science ou d'une quelconque idéologie, ni de considérations sur la nature humaine et les contraintes à lui imposer. Qu'est-ce qui produit ces besoins, pourquoi ceux-là, par quels autres peut-on les remplacer et comment, voilà les questions qu'il faut traiter et relier à ces autres : pourquoi ces activités là, ces productions, ces comportements, ces rapports à la nature ?

Mais, de par sa conception dualiste des rapports Homme-Nature,

l'écologie s'est en général interdit de traiter les problèmes ainsi. Cela d'ailleurs dès ses origines, s'étant d'abord constituée comme science naturelle (selon la vieille conception qui isole les sciences de la nature, prétendues sciences exactes, des sciences de l'homme), se voulant même synthèse de toutes les sciences de la nature. Face au courant scientifique-productiviste qui a si largement dominé le 19<sup>ème</sup> siècle (la science peut le progrès sans fin et dominer la nature), l'écologie s'affirme d'abord comme un courant scientifique-naturaliste (la science c'est connaître les lois immuables de la nature pour que l'homme, ce vermisseau (3), s'y soumette). Aux échecs monstrueux de la science-productiviste (Hiroshima, Tchernobyl, en étant les symboles), il faudrait substituer la "modestie" de l'écologie. Mais c'est faire à la science trop d'honneur et trop d'indignité à la fois. En effet cette prétention qu'elle déterminerait la pratique des hommes est illusoire autant que dangereuse.

Illusoire car la science n'agit pas, mais les hommes placés dans certaines conditions et circonstances. Dans le domaine des rapports hommes/nature les représentations (ou idéologies) qui déterminent les comportements humains ont leurs origines dans des situations concrètes, dans des rapports sociaux, dans les conditions où les hommes exercent collectivement leurs activités productives. Et si ces activités s'exercent effectivement dans certaines conditions naturelles qu'il leur faut connaître, dont ils doivent tenir compte, elles modifient aussi ces conditions. Le problème n'est donc pas de conserver des équilibres immuables, mais de maîtriser ces modifications, donc ces activités. C'est une évidence très banale que l'environnement de l'homme moderne n'a rien à voir avec celui de l'homme primitif, pas plus que celui-ci avec celui-là. Il n'y a ni mal ni bien à cette situation, mais, entre ces deux mondes tout aussi différents que naturels, il y a des milliers d'années d'activités humaines. Elles seules sont en cause, non la science qui n'en est qu'un moyen.

Dangereuse, car qui pense que la science détermine et doit déterminer les comportements humains, et non les hommes eux-mêmes avec toute leur subjectivité, sera, au pire, un tyran, au mieux un despote "éclairé" imposant sa volonté contre celle, issue de leur propre activité pratique, des autres individus.

Cette conception de la science comme force apte à résoudre les problèmes écologiques étant fort présente chez les Verts, il n'est

pas inutile de faire une parenthèse pour en résumer, très brièvement, l'historique.

## 1.2. L'ÉCOLOGIE COMME SCIENCE (5)

Le terme d'écologie est né chez des scientifiques bien avant d'être repris par un mouvement politique. Ceux-ci, biologistes, chimistes, astro-physiciens, ne s'intéressèrent jamais à la question cruciale du pourquoi telle activité humaine, tel rapport à la nature. Ils ont répertorié, classifié les éléments de la nature, puis ont étudié leurs rapports, leurs interactions, comme ceux d'une vaste mécanique. Ils en sont restés à des constats.

Avec son "système de la nature" LINNE établit le premier l'idée de rapports d'interdépendances et d'échanges réciproques entre les hommes et la nature. Mais ils les voit comme situés dans le cadre immuable d'une nature immuable.

MALTHUS introduisit la question des rapports entre démographie et ressources avec son célèbre postulat du développement nécessairement plus rapide de la première sur les secondes. Mais il s'inscrit toujours dans la théorie de l'équilibre (rétabli en l'occurrence par les famines, épidémies, guerres).

Le chimiste allemand LIEBIG montre notamment comment le végétal fournit l'animal en oxygène et nourriture et comment, réciproquement, l'animal restitue aux plantes l'engrais nécessaire.

Avec DARWIN intervient la notion novatrice d'évolution. Dès lors l'équilibre est posé comme le résultat d'un mouvement. Mais pour lui le facteur de ce mouvement est la sélection naturelle dans la lutte pour la vie. Ce qui n'est, comme le remarque justement son contemporain ENGELS, " *que la transposition pure et simple, du domaine social à la nature vivante, de la doctrine de HOBBS : la guerre de tous contre tous, et de la thèse de la concurrence chère aux économistes bourgeois, associée à la théorie malthusienne de la population*". Or, poursuit ENGELS, cette lutte pour la vie est déjà



un non-sens pour la société humaine, car les hommes luttent aussi pour de toutes autres choses : "...pour des jouissances, non plus seulement pour des moyens d'existence, mais pour des moyens de développement, pour des moyens de développement produits socialement" (6).

Et la société capitaliste en produit toujours plus, de manière démesurée, tout en privant les masses de leur jouissance. *"Quel sens ont donc tous les discours sur la lutte pour la vie" ?* (qui sont, dans la version moderne freudienne, instincts d'agressivité, pulsions de mort). Le moteur de l'histoire, il suffit de la lire, est bien plutôt la lutte des classes pour se libérer des travaux contraignants et conquérir les jouissances, ce qui est tout autre chose. Les théories de DARWIN sur l'évolution des espèces restent donc entachées de naturalisme, fondées sur l'idée d'une nature humaine purement animale, égoïste, qui est projetée comme loi d'évolution de toutes les espèces.

La lutte de tous contre tous (darwinisme social) donne soi-disant la sélection naturelle des meilleurs aussi bien chez les hommes que chez n'importe quel animal. Ce naturalisme évacue toute analyse des rapports entre les hommes comme déterminant leurs rapports à la nature dans l'organisation collective de leurs activités, au profit de cette soi-disant loi de la lutte éternelle généralisée. Est ainsi nié que les échanges entre tous les éléments vivants de la nature sont à la fois lutte et harmonie. La lutte crée un équilibre, qui engendre de nouvelles luttes et une autre harmonie etc... Est aussi nié le rôle actif de la subjectivité, la volonté, la conscience des hommes. DARWIN a le mérite de montrer qu'il y a mouvement, mais il n'en saisit pas les causes, notamment en ce qui concerne les rapports hommes/nature.

Finalement différents concepts sont ainsi élaborés qui permettent à HAECKEL, en 1866, de définir pour la première fois l'écologie comme science des rapports et relations réciproques des organismes vivants entre eux et avec le monde extérieur. En 1913 est créée la "British Ecological Society" qui, face aux effets de l'industrialisation qui commencent à inquiéter le monde savant, cherche à y trouver des remèdes.

En 1935 TANSLEY avance le concept "d'éco-système" qui fera fortune et qui correspond aux rapports réciproques, aussi bien des organismes vivants que des facteurs physiques, qui fondent un

équilibre dans une zone donnée (par exemple : des marais, une forêt tropicale etc...). La modification d'un seul des éléments de ce complexe bouleverse et détruit la "chaîne de vie" qui constitue cet éco-système. La préservation des éco-systèmes deviendra l'un des cheval de bataille des écologistes. Mais aucun n'a jamais été permanent, et il s'en forme toujours d'autres.

Le russe VERNADSKY élargit le concept d'éco-système à celui de biosphère qui élargit, à l'échelle de la planète, cette notion d'interdépendance et d'équilibre de tous les éléments.

A partir de là, LOVELOCK développe l'hypothèse GAIA, selon laquelle cette planète serait, en tant que tout, un être vivant. Ses éléments en seraient la biosphère terrestre, l'atmosphère, les océans, la terre. Tout cet ensemble (comme le sang, les os, la chair etc...pour l'être humain) se comporterait comme tout être vivant, réagissant de lui même afin de maintenir et recréer sans cesse les conditions de sa survie. Ainsi si l'homme altère un élément de GAIA, par exemple la couche d'ozone, il entraînerait de sa part des réactions qui l'en chasseraient, comme un mauvais microbe l'est par les anti-corps que secrète l'organisme.

Ce très bref résumé de l'histoire de la science écologique est sans doute, comme tout résumé, caricatural, mais il permet deux observations.

1\*) Il y a toujours l'Homme, genre immuable, d'un côté, et la Nature de l'autre. Même s'ils sont compris comme entretenant des rapports, ceux-ci sont ceux d'une dualité. Dans celle-ci tantôt la Nature suit les lois humaines d'une époque donnée (sélection naturelle, lutte pour la vie), tantôt, l'époque étant au pessimisme quant au progrès, l'Homme n'est plus qu'une parcelle insignifiante dans la vaste Nature. La conception naturaliste domine finalement toujours, malgré les dénégations éventuelles, sous une forme ou sous une autre. Son essence est qu'elle ignore totalement les hommes concrets et ce qui est le cœur de leurs rapports avec le reste de la nature, dont ils font partie : leurs activités, moyens de production et organisation sociale selon laquelle ils l'exercent, et la maîtrise, la conscience, qu'ils en ont ou pas.

2\*) Il y a tendance à une globalisation de plus en plus grande : éco-système, biosphère, Gaïa... peut-être demain l'Univers ! Notre survie semble dépendre d'équilibres dont l'ampleur est toujours plus loin des

individus concrets, hors de leur portée et, pour tout dire, effrayants. Cette conception très totalitaire, alors même que l'intelligentsia contemporaine prétend fustiger le totalitarisme, tient en partie aux moyens d'investigations modernes qui, tels les satellites, permettent de saisir des données au niveau mondial et contribuent à concentrer la science en quelques mains. Mais plus profondément il faut la relier à la mondialisation du capitalisme, qui entraîne, notamment, ces deux conséquences : la mondialisation des problèmes écologiques dont ce système est la cause, et la séparation corrélative toujours plus grande entre le pôle des experts (du côté du capital) et celui des masses, des producteurs dans leurs activités concrètes, dont la science s'éloigne toujours plus.

Que tous les éléments vivants forment un ensemble dans lequel chacun est en interaction avec tous dans une chaîne d'échanges réciproques, d'interdépendances complexes, cela est un apport novateur important et indéniable de l'écologie, à l'encontre d'une conception techno-scientiste selon laquelle les hommes domineraient la nature selon leur bon vouloir.

Mais, en ignorant le rôle spécifique des hommes suivant les caractéristiques sociales de leur époque, cette globalisation version écologiste reste elle-même dans une démarche techno-scientiste, au bout de laquelle un club de Messieurs Propre dirigerait le développement planétaire. Elle se place en effet uniquement dans une perspective d'évolution techno-biologique qui aurait atteint ses limites : trop de développement technique dans un monde biologiquement fini.

Il y a globalisation parce qu'on parle de système, ce qui est à la mode. Mais cette notion de système ici mise en forme implique de prétendre que tout est naturel, objectif, mesurable. Elle néglige l'essentiel : le subjectif chez l'homme, ses activités concrètes, organisées dans certains rapports sociaux, qui sont de l'ordre du qualitatif et du conscient. Elle néglige que ce sont ces rapports qui déterminent la façon dont les hommes se représentent leurs activités (par exemple aujourd'hui dans la valeur, quantité de temps, argent), et donc dont ils se comportent. Elle ne peut donc répondre à la question de fond : pourquoi les hommes agissent ainsi, dans l'indifférence et l'irresponsabilité vis à vis de la nature.

L'écologie n'est pas criticable parce qu'elle globalise, mais parce qu'elle réduit l'ensemble des formes de la vie à des engrenages, dont l'interdépendance serait celle d'un système mécanique. Mais voilà, les rapports hommes/nature ne sont pas de ce type. L'homme n'est pas

seulement un élément, un rouage parmi d'autres de l'immense système de la biosphère ou de l'Univers. Ce n'est pas parcequ'ils n'ont pas d'âme que les hommes peuvent être réduits à l'état d'objet.

Ce totalitarisme écologique à justification scientifique est lourd de menaces totalitaires sur le plan politique. Il conduira en effet facilement, malgré les dénégations vertueuses et professions de foi démocratique de certains de ses tenants, à la nécessité d'une instance technocratique participant, au nom et du point de vue de l'écologie, au nouvel ordre mondial que le capitalisme tente aujourd'hui d'instaurer et dictant à tous leurs conduites au nom de la science, au nom du Bien. Ceci n'étant en rien incompatible avec l'existence de différentes luttes écologiques locales sur des terrains mineurs comme le TGV, telle autoroute, telle décharge ou carrière etc...entre lesquelles l'autorité arbitrera en passant les compromis qui ne mineront pas l'Ordre d'ensemble.

Contre l'aspect tout à fait réducteur et dangereux de ces conceptions, il nous faut maintenant rappeler que la nature a une histoire, qui est aussi celle des hommes, et que celle-ci relève de la lutte pour organiser et maîtriser la production, conquérir la libération d'avoir à se tuer à la tâche pour vivre.

## **1.3 LA NATURE A UNE HISTOIRE**

### **1.3.1. Le changement est perpétuel**

Ce n'est aujourd'hui qu'une banalité de dire que, depuis ses origines, la Terre s'est sans cesse transformée. La nature est en mouvement perpétuel. Les équilibres n'y sont que momentanés, et, en leur sein le mouvement existe qui prépare d'autres bouleversements, d'autres équilibres.

En fait il n'y a rien de moins respectueux de la nature que la nature elle-même. Sans cesse les climats, l'atmosphère, le régime des eaux etc...se sont modifiés. Elle a opéré, sans intervention des hommes, avant même qu'ils n'existent, l'extermination de milliers

d'espèces vivantes, tant végétales qu'animales, dont les fossiles ou les squelettes reconstitués peuplent les musées d'histoire naturelle. Par exemple il y eut, à la fin de l'ère secondaire, vers moins 65 millions d'années, destruction massive d'environ un tiers des espèces animales alors existantes. Les spécialistes recensent des destructions plus importantes encore aux alentours de moins 350 millions d'années, comme de moins 235, de moins 195, de moins 37, et on sait, plus récemment, celle des mammoths et autres gros mammifères à la fin de la dernière grande glaciation. Ils n'en savent pas encore les raisons. Peut être des éruptions volcaniques qui auraient provoqué une modification des climats et de l'atmosphère expliquent le massacre des dinosaures. Encore aujourd'hui les volcans rejettent des tonnes de cochonneries, telles que gaz carbonique, soufre, métaux toxiques etc... Les vents et les pluies érodent. Bref la nature n'est pas "propre". Elle pollue et détruit aussi.

Sans ces destructions l'homme n'existerait d'ailleurs pas. Car elles ont eu pour conséquence bénéfique de permettre de faire place à des espèces qui ont pu prendre la place des précédentes, dans une nature différente.

Donc la nature a une histoire, elle n'est pas un ensemble d'éco-systèmes permanents. Ce qui est vrai c'est que ses rythmes d'évolutions sont lents, et différents suivant les domaines. Par exemple il faut compter environ :

- 500 ans pour former la forêt tropicale,
- 500 millions d'années pour former les combustibles fossiles,
- 2 milliards d'années pour former la couche d'ozone.

Ces temps de constitution ou de reconstitution d'éléments qui peuvent être indispensables à la vie humaine ne correspondent évidemment pas à la rapidité avec laquelle l'homme peut aujourd'hui les détruire.

Ainsi l'atmosphère est en changement perpétuel. Par exemple, sous l'effet de l'activité photosynthétique des êtres vivants (énergie solaire), les végétaux absorbent du carbone et rejettent de l'oxygène. Mais depuis l'industrialisation, il y a environ deux siècles, la production de gaz carbonique devient plus rapide et massive à

cause de l'usage intensif des combustibles fossiles, ce qui entraîne une restitution du carbone beaucoup trop brutale par rapport aux capacités de la nature de l'emmagasiner par le moyen de l'énergie solaire.

Il y a donc effectivement lieu de s'interroger sur les conséquences des activités humaines, de savoir en quoi elles modifient l'environnement. Mais dire cela n'amène nullement à la conclusion qu'il faut préserver "la nature" - Laquelle ? A quel stade de son évolution ? Et comme si la nature portait par elle-même une quelconque exigence de préservation !

Par exemple, faut-il s'interdire de modifier les espèces végétales, donc les saints équilibres des "éco-systèmes" ? Dans leur croisade pour les préserver, les écologistes mettent en avant la conservation de la diversité des richesses biologiques. Fort bien. Mais si, par exemple, les ressources de la génétique végétale n'avaient pas été utilisées pour sélectionner des espèces, créer des variétés nouvelles beaucoup plus productives et prenant nécessairement la place d'autres, peut-être "naturelles" mais à faibles rendements, la croissance de la production alimentaire aurait été inférieure à la croissance démographique dans la plupart des régions du monde. Et alors la pression de la faim sur la déforestation aurait été accrue, avec les problèmes écologiques que cela aurait comporté. Par exemple on a estimé qu'en Inde il faudrait défricher 40 millions d'hectares supplémentaires pour que le niveau actuel de la production agricole soit obtenu avec les rendements de 1965. Dans ce cas, renoncer à faire évoluer les espèces, préserver les "éco-systèmes" pour le seul fait qu'ils existent, aboutirait à des destructions biologiques encore plus grandes.

En réalité, ce dont il s'agit, c'est non pas d'équilibres immuables (et qui ne l'ont jamais été), mais de transformations perpétuelles. Donc le problème est de maîtriser, autant que faire se peut, les rapports entre les hommes et leur environnement au sein d'une nature elle-même en mouvement. Ou, autrement dit, de maîtriser l'évolution des rapports entre les conditions et les formes de la vie au sein de la nature de telle sorte de perfectionner la seule chose qui puisse nous tenir à coeur : la liberté humaine. Et si celle-ci passe par la destruction de tel ou tel élément de la nature qui ne lui est pas indispensable, pourquoi pas ?

### **1.3.2. Les hommes et la nature.**

Il faut donc en revenir aux hommes. Il n'y a guère, et ce depuis longtemps, de paysages, de territoires, de cours d'eau, et même d'espèces animales et végétales, qui n'aient pas été plus ou moins façonnés, modifiés, par les travaux des hommes. La nature est aujourd'hui toute humanisée, ce qui fait parler à certains d'un monde "fini". Comme si nous en avions fini de découvrir, créer, transformer

Il est dans la nature de l'homme de transformer la nature. Et si l'écologie est le respect de la nature, alors l'homme est certainement anti-écologique par nature. Ce qui n'est pas reprendre la thèse, fautive, de la nature humaine égoïste, prédatrice, mais est dire que la seule nature humaine qu'on puisse constater est que les hommes se transforment sans cesse en transformant la nature. Qu'il n'y a donc aucun caractère immuable dans le comportement des hommes vis à vis d'elle.

La médiation entre les hommes et la nature est dans leur mouvement, leurs activités. Par leurs actes les hommes se transforment, c'est pourquoi HEGEL disait que la médiation est le moment du "meurs" et du "deviens". Le problème de l'écologie n'est pas autre chose que celui de ces rapports de transformation hommes-nature, de leur maîtrise ou de leur non maîtrise. Il n'y a ni Homme ni Nature en général. Mais des hommes concrets, éléments de la nature, ensemble unis dans un mouvement de transformations réciproques.

Le problème écologique n'a pas pour origine une quelconque pulsion prédatrice naturelle que les progrès techniques auraient rendue aujourd'hui redoutable. Et si on peut observer que dès les origines les hommes ont causé des dégâts à leur environnement, c'est plutôt qu'ils ne maîtrisaient pas les conséquences de leurs actes, leurs rapports à la nature. Ce qui, en passant, infirme la thèse que la technique, le "trop" d'industrialisation, serait la cause profonde des dégâts écologiques : tout ce qu'on peut dire c'est que les moyens de production performants non maîtrisés aggravent les conséquences de cette non maîtrise.

Ainsi très tôt, dès qu'il a appris le feu, l'homme s'en servi pour traquer le gibier, et d'immenses incendies ravagèrent les forêts bien plus qu'aujourd'hui. La chasse élimina de nombreuses espèces animales dès le paléolithique. L'élevage et l'agriculture remplacèrent ensuite la chasse, et permirent de nourrir 100 fois plus de personnes sur un même territoire, mais éliminèrent nombre d'espèces végétales et animales bien avant l'industrialisation. Les régions du Moyen Orient, autrefois très riches sur le plan agricole (le "Croissant Fertile" de l'Eden) ont été désertifiées par une culture trop intensive favorisant l'érosion des sols (comme aujourd'hui le Sahel).

Bref si l'homme primitif n'a pas été, contrairement à la légende du "Bon Sauvage", fort respectueux de la nature, cela n'a rien à voir avec sa soi-disant nature prédatrice, ni encore moins, bien évidemment, avec la science ou la technique. Il a développé sa richesse comme ses besoins sans en maîtriser toutes les conséquences. Et aujourd'hui, nos connaissances étant centuplées, la question est toujours posée semble-t-il. C'est donc du côté des rapports hommes/nature qu'il nous faut chercher

Le noeud de ces rapports est évidemment la production. Par là il faut entendre non seulement les actes par lesquels les hommes produisent, mais aussi, comme ceux-ci sont toujours le fait de groupes d'hommes plus ou moins importants, les rapports entre les individus dans l'exercice collectif de ces actes, ce qu'on appelle les rapports sociaux de production. Ces deux aspects de la production sont indissociables dans toute société humaine.

*K.MARX dit à juste titre que "toute production est appropriation de la nature par l'individu au sein d'une forme sociale déterminée par le truchement de celle-ci." (7).*

Les primitifs vivaient en symbiose avec la nature. Ils chassaient, pêchaient, cueillaient, avec des instruments simples, prolongement d'eux mêmes. Ici on voit que l'unité hommes/nature est celle des hommes avec leurs conditions d'existence : la médiation des instruments ne s'oppose pas à leurs utilisateurs, et ne rend pas obscure leurs relations avec la nature. Les hommes sont maîtres de leurs outils, et non l'inverse. Ceux-ci les relient donc à la nature en toute transparence.



ENGELS montrait judicieusement qu'un fragment quelconque de la nature étranger à l'homme, une pierre par exemple, devenait humain sitôt qu'il prolongeait la main de l'homme en devenant outil. Mais, approprié par un patron, un ingénieur, une bureaucratie, l'outil devient quelque chose d'étranger, dont tous ces pouvoirs se servent pour le contraindre, l'exploiter. L'activité étant, nous l'avons rappelé, la médiation entre les hommes et la nature, si l'outil, qui en est le moyen, est prolongement de l'homme, s'il en est maître, il est aussi maître de cette médiation, uni donc à la nature.

C'est, dit très justement MARX, une situation où l'appropriation est effective : *"La propriété ne signifie... originellement rien d'autre que le comportement de l'homme vis à vis des conditions naturelles de la production comme lui appartenant, comme siennes, données en même temps que sa propre existence. L'homme se comporte vis à vis d'elles comme vis à vis de présuppositions naturelles de l'homme qui sont en quelque sorte le prolongement de son corps."* (7).

Tel est le contenu de ce que MARX appelle la propriété. Elle n'est pas du domaine juridique, mais un rapport maîtrisé de l'individu à la nature parce que celui-ci maîtrise, dans et par la collectivité, les moyens et conditions de la production. Dans les "conditions naturelles" dont il parle, il y a la nature et, en son sein, la communauté des hommes. La propriété désigne donc la situation, le rôle, le comportement de l'individu à l'égard de la nature, celle-ci incluant tous les individus. Etre propriétaire, c'est vivre l'unité de soi-même avec ses conditions d'existence, les maîtriser, et par là vivre l'appartenance à la nature, c'est à dire à la communauté des hommes dans la nature. Pour l'homme l'appartenance à la nature passe par l'appartenance à la communauté, familiale, puis tribale, puis sociétale. Les formes sociales de celle-ci, plus ou moins transparentes ou opaques, participent donc à la relation hommes/nature.

Ainsi le travail, l'activité productive, sont aussi bien, si l'individu en est maître, l'appropriation de l'environnement que l'appartenance responsable à la communauté des hommes. Et nous verrons combien cette conception est vraie lorsque nous établirons le lien entre, d'une part la dégradation, l'opacification, des rapports hommes/nature et, d'autre part, la dégradation, l'opacification concomitante des rapports des hommes entre eux. C'est à dire

encore, quand le travail perdra son existence concrète de médiation transparente, devenant travail abstrait, se cristallisant en travail mort dans les machines et le capital, dominant l'homme, hostile à lui. Tout ceci étant le processus par lequel, justement, l'individu perd l'appropriation des moyens de production.

Dès l'origine la médiation de l'outil introduit une séparation dans le rapport hommes/nature. Celle-ci est le support de la réflexion, de la pensée. Sans cette médiation il n'y aurait, comme chez l'animal, que l'instinct. Avec elle il y a la manifestation consciente du projet poursuivi, à travers le moyen choisi, pensé, d'y parvenir. C'est, on le sait, ce qui distingue l'homme de l'animal.

L'outil intervient donc comme lien, médiation, spécifique aux hommes dans leurs rapports à la nature. Par les transformations de cette médiation, non seulement ils transforment aussi leurs activités et leurs besoins, ce qu'ils sont, mais encore leur pensée, leur représentation du monde, ce qu'ils imaginent faire et être.

En effet, plus l'outil s'améliore et plus s'élèvent aussi les projets, qui sont les rapports pensés des hommes à la nature, l'idée qu'ils s'en font fondée sur la connaissance qu'ils en ont de par leur pratique antérieure. L'outil, lien matériel des hommes à la nature, influe donc sur la détermination de la pensée, lien conscient qui, en retour, modifie l'outil. Outil et pensée sont ainsi le support spécifique de l'activité des hommes dans la production de leur vie. Ou, autrement dit, cette médiation spécifique qu'est l'outil est étroitement liée à cette autre qu'est la représentation du monde que se font les hommes. Il en résulte, pour en revenir à notre propos, que parler des rapports hommes/nature sans parler de ces médiations, du rapport qu'ont les hommes avec les conditions de leur activité (leurs liens avec leurs outils et les autres hommes au sein d'une société déterminée), comme le font les écologistes, c'est parler pour ne rien dire.

Par exemple chez les primitifs l'appropriation de la médiation entraîne la symbiose hommes/nature. Mais du fait de la rusticité des outils, et donc de la médiation, cette humanisation de la nature prenait, dans la représentation, la forme, tout aussi rustique, que les hommes la peuplaient de dieux, censés agir comme les hommes, mais aussi beaucoup plus puissants qu'eux puisque les éléments naturels de l'environnement étaient beaucoup plus puissants que les

hommes et leurs outils. A médiation pauvre, limitée, correspond une représentation fantasmagorique, comblant en quelque sorte par l'imaginaire la faiblesse des liens hommes/nature et le vide correspondant.

Puis la représentation évolue vers ses formes actuelles, qui sont paradoxales : plus s'accroît la puissance des outils et, parallèlement celle de la science, de la connaissance des lois de la nature, et moins les hommes semblent capables de rapports harmonieux, transparents, maîtrisés, avec elle aussi bien qu'entre eux.

Le mouvement est, à grands traits, le suivant. La pensée, qui existe donc dès l'origine avec l'outil comme médiation, a une vie autonome. Elle permet la formation de nouveaux projets, expression de nouveaux besoins, en fonction des améliorations qu'elle apporte aux outils, au fur et à mesure de l'expérience accumulée. Les besoins, et les outils moyens de les satisfaire, s'enrichissant et se complexifiant mutuellement, là est le moteur du développement humain.

Mais dans la mesure où, et notamment avec les rapports sociaux de l'échange marchand, puis capitaliste, cette complexification des outils s'accompagne d'une extrême division du travail caractérisée, in fine, par l'accaparement des techniques et de la science par la minorité des puissances intellectuelles de la production (c'est à dire le pôle capitaliste), les producteurs directs perdent toute appropriation des conditions de la production : leur médiation au monde semble disparaître, l'opacité s'établit dans les rapports hommes/nature comme dans les rapports humains. Ce ne sont plus des dieux qui semblent décider de la marche du monde. Mais c'est tout comme : ce sont des forces obscures, nouveaux fétiches des temps modernes qui ont noms concurrence, argent, prix, salaire, et bien d'autres, comme écologie, qui revêtent d'une apparence scientifique des phénomènes dont ils cachent en réalité soigneusement le contenu.

Aux origines il y a transparence dans la mesure où la représentation est directement celle de l'acte productif, qui est direct, maîtrisé, concret. Elle est celle du rapport avec la nature, directement pour ce qu'il est alors. Plus croît la division du travail, plus la représentation devient opaque. Elle n'est plus universelle mais

parcellaire, plus communautaire mais particulière, plus la représentation de l'acte productif lui-même dans la totalité et l'immédiateté de son résultat, mais de tout autre chose : les activités des hommes se représentent sous ces formes métamorphosées de la médiation que sont, dans le monde capitaliste, les prix, l'intérêt, le profit, le salaire etc...

Pour ne pas alourdir ici l'exposé, ce point, essentiel pour saisir au fond la cause de l'opacité des rapports hommes/nature des temps modernes, fait l'objet de l'annexe ajoutée à la fin de cet ouvrage. On y verra rappelé que c'est avec l'échange marchand que les produits perdent leur qualité de produits d'actes humains concrets répondant directement à des besoins humains (ou valeurs d'usage), pour devenir marchandises (ou valeurs d'échange), abstractions, quantités de travail abstrait, argent. Non seulement les produits, mais le travail aussi n'est plus reconnu socialement comme une activité concrète, mais valeur d'échange, salaire. Et dès lors les hommes se représentent leurs rapports et le monde à travers ces catégories fétiches telles que prix, salaire, intérêt etc...qui sont les nouvelles médiations fondant leur pensée et leurs comportements alors même qu'elles ne reflètent pas leurs actes concrets, leurs rapports profonds(8). A partir de là il n'y a plus d'autre considération possible que la valorisation, l'accumulation : la nature, les hommes, la vie, tout est nécessairement indifférent.

Avec le capitalisme développé s'accroît l'écart intellectuels-manuels. Les ouvriers, notamment, y sont dépossédés totalement de la maîtrise des machines et de l'organisation productive. Le pôle capitaliste des machines et des puissances intellectuelles les domine. L'outil n'est plus prolongement de l'homme, mais l'homme de l'outil. Le processus est donc que les hommes perdent la maîtrise de la médiation réelle, en même temps qu'ils s'instaurent, pour la remplacer, des médiations fétiches. Quand la médiation échappe ainsi à leur contrôle, c'est aussitôt vers un monde hostile et inhumain que les hommes sont entraînés, par une démarche qu'ils croient la leur, bien qu'elle leur échappe, tant elle semble inscrite dans les faits, naturelle.

L'écologie porte sur les rapports hommes/nature, et celui-ci n'y a rien compris qui ne comprend pas que leur maîtrise est l'appropriation par les hommes des conditions de leurs activités qui

en sont la médiation.

L'animal, comme la plante, s'adapte au milieu tel qu'il est, ou meurt si le terrain ne lui est pas propice. L'homme le transforme pour s'y adapter. Quand il lui apparaît qu'il ne participe pas à sa transformation, qu'il échoue à ce mouvement dans lequel seul il se construit, il existe, il ne vit pas comme homme, mais comme animal. Il est dominé, il subit, il s'adapte ou meurt tout comme l'animal après être déjà mort comme homme.

Que l'échange marchand et la représentation du travail par la valeur d'échange aient fait disparaître la production comme acte répondant seulement à des besoins humains, cela se voit immédiatement dans les nouveaux rapports qui s'établissent sur cette base avec la nature. Par exemple si ce sont des cataclysmes qui ont fait disparaître les dinosaures, dans les temps modernes l'extermination des bisons ou des bébés phoques n'a qu'une cause : leur peau n'est plus que valeur d'échange, argent. Seul le règne de ce rapport social déterminé explique ces massacres. Nullement l'industrialisation, le "productivisme", même si le fusil en a été l'instrument.

De même la disparition des forêts par le feu des hommes primitifs ne s'explique pas, malgré les apparences, comme celle de l'Amazonie aujourd'hui : alors le feu était la seule méthode connue (et incontrôlée) pour satisfaire aux besoins de la chasse et de l'agriculture. Aujourd'hui les besoins de nourriture pourraient être satisfaits bien autrement. Ce ne sont pas d'abord les besoins mais les profits (et leur corollaire la misère des paysans brésiliens) qui détruisent la forêt Amazonienne. Causes qui ont à voir avec les rapports sociaux spécifiques du monde contemporain beaucoup plus qu'avec une "nature humaine" ou avec le "productivisme" en soi. Nous y reviendrons en examinant d'un oeil critique les explications des écologistes sur les causes des problèmes écologiques.

Mais avant d'en arriver là, il faut donner le cadre du problème : le constat des désastres, qui est le fonds de commerce des écologistes, et qui sont, certes, bien réels.

## 1.4. LE CONSTAT DES RAVAGES

Entre le 16<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle l'Europe passe des rapports féodaux au capitalisme. Et d'un développement économique relativement lent à une croissance rapide. Celle-ci pose notamment le problème des ressources en énergie : on ne connaît alors que le bois, mais il s'épuise rapidement. Il y a une véritable crise du bois, et s'il y avait eu à l'époque des écologistes, ils auraient à coup sûr prédit la catastrophe par épuisement des ressources face à une explosion industrielle et démographique concomitantes. Mais cette situation de crise a poussé à la recherche d'énergie de remplacement (9). L'usage du charbon permit de surmonter cette crise d'approvisionnement, et de sauver des millions d'hectares de forêts. Mais s'ouvre aussi avec lui l'ère de la grande industrie et de la pollution à grande échelle. D'où nouveaux besoins, nouvelles productions et nouvelle surexploitation du bois, pour le papier, les chemins de fer, la construction etc...

Le capitalisme a été une période d'immenses développements des forces productives et de la production. Et aussi une période où le rythme des ravages écologiques devint sans commune mesure avec celui d'autrefois ( d'où l'idée simple, et simpliste, que la cause de ces ravages est le "productivisme", nous en reparlerons).

En un siècle environ 28% des terres arables dans le monde ont été détruites par des méthodes de défrichement et de cultures (notamment monocultures) intensives et brutales supprimant les protections contre l'érosion (voir le film *Les Raisins de la Colère*). De vastes zones ont été désertifiées, tandis que le cycle des échanges carbone-oxygène était perturbé. En brûlant bois, charbon, pétrole, gaz, de façon inconsidérée, les hommes renvoient dans l'atmosphère sous forme de gaz carbonique le carbone antérieurement fossilisé. Avec l'accumulation d'autres gaz encore plus dangereux, tels que le méthane ou les chloro-fluorocarbures (les CFC destructeurs d'ozone), il se produit un phénomène "d'effet de serre", ces gaz faisant que l'atmosphère retient une plus grande partie du rayonnement solaire qu'elle reçoit, d'où réchauffement.

Il faut rappeler que ce phénomène d'effet de serre dont on

parle tant est tout à fait naturel : sans lui la température moyenne à la surface du globe ne serait que de moins 18 °Celsius. Ce dont on parle, en réalité, c'est d'une accentuation de ce phénomène (encore qu'au Moyen Age la température était de un à deux degrés supérieure à celle d'aujourd'hui). Le gaz carbonique a ainsi augmenté de +30% depuis 1850 (+0,5% par an actuellement), le méthane de 115% (+1% par an actuellement). De ce fait il se pourrait que, par fonte des glaces et dilatation du volume des eaux, le niveau des mers monte de 0,50 à 1 mètre d'ici 2030-2050, l'atmosphère s'étant réchauffée d'environ 3°. De quoi envoyer de vastes deltas surpeuplés (Bangladesh, Nil etc...).

S'ajoutent aussi les préoccupations que posent les dégagements de soufre, lors des combustions d'énergies fossiles, qui accroissent l'acidité des eaux, d'où destructions de forêts et de plancton marin, lequel produit l'essentiel de l'oxygène (les océans ont piégé 90% de carbone présent sur la planète et parviennent à absorber jusqu'à 35% de celui émis sous forme de gaz carbonique par les combustions).

On connaît aussi les inquiétudes causées par le trou polaire dans la couche d'ozone en altitude (les CFC seraient coupables) qui protège la terre des rayons ultra-violet émis par le soleil.

Le 19<sup>ème</sup> siècle est aussi une époque charnière pour le rejet d'autres produits polluants. On a pu le mesurer pour différents métaux grâce à l'analyse des couches de la calotte glacière. Cela donne, par exemple ce genre d'évolution :

*"Le plomb a commencé à être utilisé 2500 ans avant J.C. Des études opérées pour déceler le taux de plomb dans les couches de neige qui se sont accumulées à la surface de l'inlandsis groenlandais montrent que la proportion de plomb que l'on y trouve commença à croître du fait de l'homme dès l'an 800 avant J.C. En 1750, avant la révolution industrielle, il s'élevait à 25 fois le taux naturel estimé à 0,0004 microgramme par kilogramme de neige.*

*Si, là encore, on peut faire remonter relativement loin dans le passé la pollution métallurgique par l'humanité, pollution qui s'ajoute - en la multipliant - à la pollution naturelle, il faut souligner que ce n'est que très récemment que cette pollution, en l'occurrence la*

dissémination du plomb, est devenue inquiétante. En 1940, le taux de plomb retrouvé dans l'inlandsis était 175 fois supérieur à son taux naturel. Une accélération des rejets de plomb, due surtout à la généralisation de l'automobile et à l'évolution dans la technologie des moteurs, portait en 1966 le taux à 500 fois le taux naturel. Et la croissance des rejets de plomb n'était pas terminée. ("La guerre sociale", n° 5).

Nous ne multiplierons pas les exemples, que la presse rapporte de plus en plus sous la pression du mouvement écologique. Le constat des désastres écologiques est perçu aujourd'hui comme une certitude. A vrai dire il faudrait plutôt parler de menaces, car bien de ce qui en est dit n'est pas vraiment scientifiquement fondé. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas nouveau : les futurologues négligent qu'on ignore bien des facteurs et imprévus. On connaît l'anecdote de celui qui, au 19<sup>ème</sup> siècle, avait calculé que les rues de Londres seraient recouvertes d'un mètre de crottin de cheval en 1950 si on ne limitait pas l'extension prévisible des transports urbains, alors mus par des chevaux. On ne les a pas limités : il n'y a plus de crottin, mais il y a le smog des fumées et des gaz d'automobiles.

Gérard MEGIE (11) indique que les conséquences des émissions de CO<sup>2</sup> et de la dégradation de la couche d'ozone ne sont pas réellement connues. Il ironise sur les affirmations des scientifiques qui affirmaient dur comme fer que l'avion Concorde détruirait la couche d'ozone alors qu'aujourd'hui ils disent qu'il l'augmente. Il rappelle que déterminer dans quelle mesure les gaz qui provoquent l'effet de serre sont d'origine naturelle ou humaine n'est possible qu'avec une marge d'erreur de 50 à 100 %.

En fait la complexité des réactions des éléments entre eux est telle qu'on ne sait rien de sûr quant aux évolutions à venir. La science ne peut qu'émettre des probabilités invitant à la prudence. C'est le "*principe de prudence*" que l'O.C.D.E. définit ainsi en 1991 : "*L'absence de certitude scientifique ne doit pas servir de prétexte pour ajourner des mesures visant à prévenir une dégradation de l'environnement.*" Mieux vaut sans doute prévenir tant qu'il n'est pas trop tard. Mais alors cela renvoie justement à la question essentielle : la meilleure prévention ne peut être que celle qu'exercent ceux-la même qui agissent, elle ne peut être, donc, que la maîtrise par ceux-la des conditions de leurs activités dont dépend celle de leurs



rapports avec la nature.

## 1.5. LE PROBLEME, C'EST LA SOLUTION

Le 19<sup>ème</sup> siècle c'est le développement massif de l'industrialisation, l'explosion démographique, l'urbanisation incensée. Les écologistes en déduisent que ces phénomènes sont les causes évidentes des désastres écologiques : il faudrait donc les stopper, prôner, comme il y a quelques années l'ont fait les experts du "Club de Rome", une "croissance zéro", ou à tout le moins très ralentie.

Ce n'est pourtant pas si simple, et, de toute façon, on ne peut arrêter le mouvement de transformation des hommes et de la nature, qui est la vie même. D'ailleurs ce qui se passe avec l'industrialisation, c'est que les hommes semblent devenus incapables d'en maîtriser les conséquences sur l'environnement, allant jusqu'à risquer de ne plus pouvoir y vivre. Mais la question est donc d'où vient cet aveuglement ? S'il n'y a plus de pilote dans l'avion, est-ce l'avion le seul responsable (et retournons à la bicyclette) ?

Autrefois les sentiments de dépendance de l'homme devant la nature étaient de soumission fataliste devant sa mystérieuse puissance, ses déchainements meurtriers comme sa fécondité miraculeuse. On la peuplait de dieux et on les invoquait. Aujourd'hui la source du mal serait que l'homme se serait pris pour un dieu omniscient, alors qu'il ne serait qu'un apprenti sorcier, par nature inconscient, égoïste, prédateur, bref une espèce nuisible, un "minable rajoutis", que seuls quelques sages pourraient sauver.

*"L'idéologie aujourd'hui dominante, celle d'un monde ne jurant que par la compétitivité et la rentabilité, renvoie à l'affrontement de lutteurs aux yeux bandés, cherchant à s'abattre mutuellement à coups de massue et détruisant au passage tout ce qui les entoure."(11).* Cette plainte désabusée sur l'aveuglement des contemporains est très courante aujourd'hui de la part des "élites" jugeant l'ignorance qui les entoure, sans bien sûr voir combien ils le sont eux-mêmes.

S'en prendre ainsi à une soi-disant nature humaine, à la

bêtise qu'autrui aurait chevillée au corps, s'est s'interdire de ne rien changer, sinon par la voie, toujours inefficace en fin de compte, de la dictature éclairée des scientifiques ou autres élites proclamées.

Or cette soumission à "*la compétitivité et la rentabilité*" n'est que le produit de rapports sociaux spécifiques, qu'exprime la valeur d'échange, qui sont fondés sur l'expropriation des hommes de leurs conditions d'existence, de leurs liens avec la nature, comme nous l'avons indiqué précédemment. C'est pourquoi, en anticipant ici sur les conclusions, nous dirons que la solution des problèmes écologiques n'est pas dans la dictature au nom de la science qu'on nous prépare, le paralytique guidant l'aveugle, mais dans la suppression de l'aveuglement. Laquelle est dans la maîtrise et la transparence de la médiation (moyens de production et organisation sociale)

Mais les écologistes sont loins de poser le problème ainsi. Pour eux la séparation hommes/nature est une donnée que l'industrialisation a aggravée en donnant aux hommes des moyens supplémentaires de nuisance. Ils ne voient pas que ce que l'industrialisation a surtout apporté de ce point de vue, c'est un énorme accroissement de la division sociale du travail qui est la cause fondamentale de l'aggravation des séparations des hommes d'avec l'environnement. D'ailleurs la première manifestation de cette division accrue du travail a bien été la coupure, corrélativement accrue, des villes d'avec les campagnes, qui inscrit physiquement la séparation hommes/nature. Sans remettre en cause toutes les divisions du travail capitalistes, on ne fera donc pas le moindre petit pas vers la résolution des problèmes écologiques, car on produira alors toujours un monde qui échappe aux hommes, dans la réalité comme dans les représentations fantasmagoriques, abstraites, qu'ils s'en feront. Un monde qui domine les hommes non pas seulement par ses mystères comme autrefois, mais comme un monstre qu'ils créent tous les jours comme malgré eux.

Nous allons donc explorer cette piste qui fait du bouleversement des rapports de production la clef du changement du rapport des hommes à la nature. Nous examinerons, pour commencer, en quoi est limitée, et finalement inefficace, la position des écologistes qui consiste à faire de la production massive la source de tous les maux, et prétend la maîtriser tout en en conservant

les représentations (valeur, prix, salaire etc...) et leurs fondements (la division capitaliste du travail) qui, justement, sont les causes même de l'aveuglement. Mais mettre des lunettes à un aveugle ne le fera jamais voir.

## CHAPITRE II

### LES LIMITES DE L'ANALYSE DES ECOLOGISTES

Les écologistes ne sont évidemment pas un mouvement uni et unique quant à l'analyse des causes de la crise écologique. Toutefois il est facile d'observer que deux thèmes essentiels reviennent chez eux régulièrement.

1°) La démographie galopante. Avec une population qui sera, d'ici un siècle, d'environ 10 milliards d'habitants, la planète sera saturée (corollaire : le Sud surpeuplé déferlera quoiqu'on fasse vers le Nord), et on devra demander à la nature plus qu'elle ne peut donner.

2°) L'industrialisation excessive, la multiplication des produits de consommation plus ou moins inutiles, objectifs auxquels on sacrifie toutes autres considérations telles que préservation de l'environnement et gestion économe des ressources non renouvelables.

Bref, de même que certains idéologues proclament la fin de l'histoire, d'autres nous assurent que nous sommes arrivés à la limite du développement humain. Chacun des recoins de la planète étant désormais connu et exploité, l'humanité ne peut plus compter sur des territoires à conquérir pour son expansion, ni imaginer tirer plus de ceux qu'elle exploite déjà trop. *"Voici le temps du monde fini"* proclame-t-on depuis VALÉRY, et d'une gestion parcimonieuse de ses ressources limitées.

Boulimie démographique, boulimie des producteurs, boulimie des consommateurs. Chacun n'agissant que selon ses instincts et intérêts immédiats, il est temps de faire prévaloir l'intérêt général sur de tels intérêts particuliers qui, aveugles, sapent eux-mêmes leurs bases. Les écologistes seraient justement les représentants de cet intérêt général bien compris correspondant à ce temps arrivé du "monde fini".

Les faits sont exacts, les problèmes sont réels. Mais l'explication est assez courte, et, nous le verrons, les remèdes proposés du coup inefficaces.

## **2.1. DE LA DEMOGRAPHIE**

Il n'est pas question de traiter ici des questions démographiques dans toute leur complexité. Mais uniquement sous cet angle qui nous intéresse maintenant : s'il y a bien un rapport entre misère et dégradations (des hommes comme de leur environnement, cela va ensemble justement), il n'y a rien de nécessaire, d'automatique, entre forte démographie et misère, ni donc avec les problèmes écologiques qu'on associe volontiers au premier phénomène plutôt qu'au second dont ils relèvent pourtant.

Et d'ailleurs qu'est-ce qu'une forte démographie ? Cela peut-il se réduire à aligner des chiffres ? Six milliards d'hommes en l'an 2000 est-ce trop ou pas assez ? Peu importe que ce chiffre soit maintenant revu à la baisse, la question n'a pas de sens ainsi posée. Elle commence à être plus pertinente si on dit : sur ces six, cinq souffriront de pauvreté. La démographie n'est un problème que par rapport à la pauvreté ou à la richesse. La Hollande a une densité de population plus forte que bien des pays pauvres dont la démographie pose, dit-on, problème, et n'a, pas plus que le Japon, de ressources naturelles particulièrement exceptionnelles (300 habitants au km<sup>2</sup> en Hollande ou au Japon, 15 au Brésil, 25 en Cote d'Ivoire etc...). Ce qu'on entend en fait tout d'abord par forte démographie, ce sont la misère, les villes pleines de chômeurs, les épidémies et les famines.

MALTHUS avait déjà cru, il y a deux siècles, pouvoir établir une loi catastrophe de l'accroissement plus rapide (il disait géométrique) de la population sur celui (arithmétique) de la richesse. Loi qui s'est avérée totalement fautive : dans bien des pays, et bien souvent, la population s'est accrue moins vite que la production, et la main d'œuvre a souvent manqué. Et aujourd'hui encore, ce ne sont pas toujours les pays les plus prolifiques qui ont les taux de croissance économiques les plus bas. Il n'y a pas de corrélation entre l'amélioration du produit national par habitant et la démographie.

Aujourd'hui on nous dit que les ressources seraient insuffisantes pour une population trop nombreuse (d'où épuisement des sols, surexploitation des ressources). Et, en même temps les U.S.A., l'Europe, décident de mettre en friche des millions d'hectares pour cause de surproduction agricole, croulent sous les stocks de beurre, de viande, de céréales, consacrent d'autres millions d'hectares à l'élevage alors que le rendement énergétique de cultures vivrières serait bien supérieur, font disparaître d'excellentes terres sous le bitume d'autoroutes insensées et dépensent beaucoup pour soigner les maladies dues à la suralimentation de leurs populations.

En vérité il n'y a de surpopulation que par rapport à l'accès aux moyens de production. Autrement dit, en la matière le problème est celui de l'accès au travail (conditionné par l'accès à ces moyens) beaucoup plus que celui des ressources de la nature. Il n'y a pas tant de relation entre telle quantité d'hommes et la quantité des moyens de subsistance dont ils disposent, qu'entre la division mondiale du travail (de l'accès, de la propriété des moyens de production) et la répartition des richesses qui en découle. La surpopulation, et les problèmes écologiques qu'on lui impute, n'existe que dans la misère : elle est un trop d'hommes exclus de l'appropriation des moyens de production d'une époque donnée, et non un trop d'hommes par rapport aux ressources de la nature.

En réalité la capacité du monde à nourrir sa population (12) est très loin d'être à saturation si on considère les gaspillages énormes évoqués ci-dessus et les capacités très peu répandues de l'agronomie et de l'industrie modernes. Le professeur Joseph KLATZMANN estimait, en 1975, que la Terre pouvait nourrir 10 milliards d'hommes (13). Paul DUVIGNEAUD estimait ce chiffre à 140 milliards (14). Quelque soit l'approximation de ces chiffres, dont témoigne les écarts, et sans porter un jugement sur ce celui qu'il serait souhaitable de ne pas dépasser, ils montrent que les prévisions de catastrophes liées à la démographie n'ont en elles mêmes aucun sens. Le fond de l'affaire est qu'en matière de pénuries il n'y a que celles créées par le capitalisme et ses gâchis, et c'est cela qu'oublient les écologistes qui relient dégâts causés à la nature à démographie trop forte.

Lorsque 15% des populations, les nations les plus riches, disposent de 80% du revenu mondial, que les 3 milliards les plus

disposent de 80% du revenu mondial, que les 3 milliards les plus pauvres ont moins que les 60 millions de français, quel est le problème ? Il n'est pas démographique, mais que les pauvres sont trop nombreux parce que les riches se sont appropriés l'essentiel des moyens de production.

La misère n'est pas due au fait "qu'ils font trop d'enfants". C'est le contraire qui est vrai. On fait des enfants pour beaucoup de raisons diverses (plaisir, pouvoir, sexualité, sentiment de se prolonger etc...), mais il en est une dont il est bien établi qu'elle pousse à en faire beaucoup : la misère. Pour ceux qui n'ont rien, ni Sécurité Sociale, ni capacité d'épargne, ni travail suffisant, les enfants sont "le bâton de vieillesse". Un enfant de pauvre ça rapporte un peu plus que ça ne coûte à ses parents (environ 200 millions d'enfants travaillent dans le monde). La fécondité décroît en même temps que le niveau de vie monte. Les pays en développement ont en gros un siècle de retards sur les pays industrialisés : la phase d'accroissement démographique rapide qu'ils ont connue du fait de la baisse de la mortalité, due à un minimum de progrès sanitaires, est en train petit à petit de faire place à une tendance au ralentissement.

Il est largement démontré que la misère s'est développée en Afrique et ailleurs avec l'établissement de la domination des colonisateurs. Avec son cortège de guerres, de traites d'esclaves, de chair à canons, d'O.S. (100 millions de pertes humaines en Amérique Latine dans les 150 années après COLOMB, 200 millions en Afrique). Avec la destruction des économies autochtones, notamment celle des cultures vivrières remplacées par des monocultures de produits pour l'exportation telles que café, coton, cacao, arachides (15), canne à sucre (16) etc... Ceci par l'expropriation brutale des paysans autochtones par des moyens fiscaux et militaires.

Ces rapports coloniaux sont aujourd'hui poussés à leur comble. La soi-disant généreuse aide alimentaire des pays riches n'est qu'un moyen d'écouler leurs surplus agricoles, va surtout dans les poches des nomenklaturas locales, et ruine encore plus les paysans en cassant les prix de leurs produits. Sans parler des plans imposés par les nantis, via le F.M.I., par lesquels les pauvres doivent s'engager à encore plus s'appauvrir, en augmentant la part de leur production réservée à l'exportation, en supprimant les aides sociales, le tout pour rembourser des dettes dont le fardeau est sans cesse

alourdi par l'importation de produits de luxe ou militaires pour les classes dirigeantes. Les pays pauvres se voient ainsi condamnés à produire pour les riches les matières premières qui permettent à ceux-ci de leur vendre des produits plus élaborés.

Il faudrait, sur ce phénomène de la domination impérialiste alliée aux bourgeoisies "compradores" ou nationales collaborant à l'exploitation de leurs peuples, beaucoup plus que ces quelques lignes. Mais les études existent dans ce domaine pour qui veut bien s'en donner la peine.

Ce bref rappel de quelques faits est suffisant pour réaffirmer cette vérité simple : l'accroissement démographique n'apparaît dramatique qu'en fonction de la pauvreté, et celle-ci a pour cause première le système mondial des rapports sociaux capitalistes qui écarte sans cesse davantage la distance entre pauvres et riches. Discourir, comme le font si souvent les écologistes, sur la démographie vue uniquement sous l'angle de la pression qu'elle fait subir à la nature est donc une escroquerie. C'est passer sous silence qu'il s'agit avant tout de la pression que ces rapports ont fait et font subir à la nature (et aux hommes en son sein) dans ces pays dits surpeuplés. Quand, par exemple, un couturier parisien achète pour 4 dollars en Thaïlande ou au Vietnam une chemise qu'il revend à Paris 45 dollars (17), il s'établit effectivement d'un côté un pôle de misère, qui engendre une "pression" démographique et, parmi bien d'autres, des problèmes écologiques.

De l'autre côté s'établit un pôle d'opulence. Et la richesse entraîne nécessairement une forte croissance des consommations de luxe, donc des gaspillages : tourisme, voitures, climatisations des immeubles, jardins et piscines etc..., on peut affirmer que ce n'est pas du côté des populations à forte croissance qu'il y a gaspillage des ressources de la planète. Quand, par exemple, les U.S.A., avec 5% de la population consomment 25% de l'énergie mondiale, on ne peut pas dire que c'est la démographie qui est responsable de l'épuisement des ressources énergétiques de la planète. Par contre quand les pays développés de l'O.C.D.E. consomment 61% des matières premières métalliques avec 16% de la population mondiale, on peut dire que les consommateurs effrénés de ressources rares ne sont pas les pays dits trop peuplés.



La pression écologique de la misère est évidente. Dans les bidonvilles surpeuplés l'hygiène n'existe pas. Si l'eau y est polluée, si les déchets et immondices s'y amoncellent jusque dans les rues, les maisons, c'est parce qu'on y est privé de tout ce que le monde moderne pourrait pourtant offrir en abondance. Mais une fois encore se vérifie que hommes et nature ne sont pas extérieurs. Quand la nature est polluée, c'est que les hommes le sont, victimes d'épidémies, de famines, d'assassinats ( y compris des enfants "en trop" ainsi éliminés comme on le sait dans les favelas du Brésil par des hommes de main ). Si les terres s'appauvrissent et se désertifient, c'est parce que trop peu sont consacrées aux cultures vivrières et parce que encore le manque de moyens agricoles pousse à leur appauvrissement.

Prenons par exemple le cas de la forêt Amazonienne qui est si souvent mis en avant par les écologistes : on brûle le poumon de la planète ! On sait que cette destruction, toute relative d'ailleurs, est due pour une large part aux pressions de la misère qui poussent des milliers de paysans ruinés et expropriés par les latifundiaires à chercher de nouvelles terres, de nouveaux gisements d'or. Les écologistes exigent que cette forêt soit conservée. Cette déforestation est certes un problème, mais pourquoi ces brésiliens devraient se laisser mourir pour que les occidentaux respirent ? Ceux-ci oublient que l'Amazonie abrite 10 millions d'habitants, compte deux villes millionnaires (Belem et Manaus) et que ses habitants ont droit à un développement dont ils soient les maîtres. Ils sont parfaitement fondés à refuser que leur territoire soit considéré par les Occidentaux comme une vaste station d'épuration de l'air que ces derniers polluent : ils brûlent tant d'énergie fossile qu'ils sont responsables à eux seuls de 91% de l'augmentation de l'effet de serre. A eux d'abord de ne pas polluer au lieu de revendiquer la forêt des autres.

D'ailleurs ces mêmes pays riches, Europe ou U.S.A., ont eux mêmes déboisé leurs territoires plus que quiconque (aux U.S.A. par exemple la forêt est passée de 170 à 10 millions d'hectares dans la foulée de l'immigration). Ils ont aussi déboisé les territoires des autres. Par exemple, de 1961 à 1974 l'aviation américaine a largué plus de 13 millions de tonnes de bombes et 72 millions de litres d'herbicides sur le seul Vietnam, détruisant de 5 à 10 % de ses forêts et en endommageant 50 % gravement. Et ils sont encore aujourd'hui les principaux destructeurs de forêts à travers les consommations

immenses de bois qu'ils font pour leurs besoins en papiers et cartons en tous genres dont la plupart ne correspondent qu'à des besoins stériles et inhumains (propagande, publicité, emballages etc...). A l'inverse, 2,5 milliards d'hommes n'ont que le bois de feu comme source d'énergie : la destruction du bois n'est pas ici gaspillage futile ou criminel, mais pauvreté et nécessité.

Nous concluons donc sur cette question de la "démographie galopante" en disant que si elle pose évidemment problème, celui-ci est d'abord celui de la misère. C'est la misère qui est cause que la démographie est un problème et qu'il y a une pression écologique sur l'environnement.

Misères des hommes et de la nature sont intimement liées. Le couple pression démographique/misère de la nature (et des hommes) n'est une contradiction que dans l'unité de ses deux termes. Il ne peut être supprimé qu'avec la disparition des rapports sociaux qui l'engendrent et qui sont les véritables antagonismes : pauvreté/richeesse, prolétariat/bourgeoisie, nations opprimées/nations dominantes.

Si la misère s'accompagne de problèmes écologiques au Sud, son exact pendant au Nord, l'opulence, s'accompagne aussi de problèmes écologiques : gaspillages de ressources et pollutions y sont produits alors qu'au Sud épidémies, famines, et pollutions sont subies. Ce sont les deux faces de la médaille. La pression de la richesse sur l'environnement ne s'exerce pas de la même façon que celle de la misère, mais elles ont la même origine.

Ce dont il s'agit avant tout, c'est donc de cet écart croissant entre pauvreté et richesse. C'est à dire de la dépossession de la masse énorme des prolétaires de toute maîtrise sur leurs conditions d'existence et leurs rapports à la nature. Et, en face, de la concentration des moyens de production, du savoir, des techniques, entre les mains de la bourgeoisie.

En ce qui concerne la démographie "galopante" (qui a son pendant dans l'affaiblissement démographique du Nord), toute la question est la suivante : sa maîtrise, évidemment nécessaire, est celle même de la vie. C'est à dire que ce n'est que lorsque les hommes retrouveront la propriété de leurs conditions d'existence

qu'ils retrouveront aussi celle de leurs rapports à la nature. Seuls de tels individus pourront collectivement décider quelle vie ils veulent mener, quels besoins satisfaire, s'il est de leur désir, du point de vue de leur bonheur, de leur liberté, de vivre sur une planète ayant telle ou telle population.

Toute volonté des experts d'imposer par la force des campagnes de contrôle des naissances, de stérilisation forcée etc.. comme les américains l'ont maintes fois tenté en Amérique du Sud, en Inde etc...ne sont que des actes dictatoriaux voués à l'échec (voir le film "Le sang du Condor" par exemple). Cette dictature est digne de la "solution finale" des nazis. Car, dictature des "experts", scientifiques, politiques, qui veulent enrayer un phénomène dont ils sont entièrement responsables, car il est la conséquence de ce qu'ils accaparent tous les moyens et conditions de la production, elle se manifeste, de l'autre côté, par les famines et les épidémies comme mode de régulation démographique.

## **2.2. DU "PRODUCTIVISME"**

Du côté du pôle capitaliste de l'accaparement des connaissances, des moyens et des richesses, on voit se développer pleinement cette tendance à "produire pour produire", que dénoncent les écologistes. Elle est dans la nature même du capitalisme qui n'existe que dans le mouvement perpétuel d'accroissement du capital. Que se développe par exemple le chômage, et les puissances du capitalisme sont incapables de mettre en oeuvre d'autres solutions (comme la diminution du temps de travail) que produire plus, sans cesse et toujours, solutions qui trouvent justement aujourd'hui toutes leurs limites.

Le constat des écologistes n'est donc pas niable : cette société produit n'importe quoi, n'importe comment, pourvu que ce soit "profitable". Chacun a en mémoire les multiples catastrophes industrielles, dont Seveso, Bhopal, Tchernobyl sont parmi les plus célèbres, qui démontrent qu'effectivement soucieux de l'environnement ne rime pas avec capitalisme, bien que, nous le verrons, il puisse aussi y trouver une source de profit.

### **2.2.1. Des limites des ressources naturelles**

Il s'agit ici d'un argument incessant des écologistes et autres partisans de la thèse que nous aurions atteint les limites de l'exploitation de la nature. Préoccupation certes justifiée, mais aussi peur de l'an mille.

Nous avons déjà rappelé certains des graves dangers qui menacent effectivement les échanges complexes qui relient, en une chaîne d'interdépendances, tous les éléments de la biosphère, de telle sorte que la vie de chacun dépend de celle des autres (en même temps nous rappellions que l'évolution, donc les disparitions et les créations, était la loi, et non pas la stabilité).

Par exemple, danger des rejets gazeux. Rien que pour le gaz carbonique 25 milliards de tonnes en sont rejettés chaque année, soit 6,8 milliards de tonnes d'équivalent-carbone (18) qui passent ainsi des gisements fossiles à l'atmosphère. Les océans, par l'action du plancton, en réabsorbent environ 3 milliards. D'autres gaz tels que le méthane, les CFC, absorbent encore beaucoup plus d'énergie solaire que le CO<sup>2</sup> (17000 fois plus pour le CFC 12 par exemple). D'où l'accroissement de l'effet de serre évoqué précédemment.

On peut répéter un autre exemple souvent cité quand on parle des limites de l'exploitation de la Planète, et lié à cet effet de serre et aux principales pollutions modernes : l'usage sans limite du pétrole. Type même de ressource non renouvelable, n'est-il pas absurde de le brûler sans retenue dans tant de chaudières, de centrales thermiques, de moteurs à explosion, qui polluent, tuent, et absorbent, avec toutes les infrastructures qui accompagnent cette débauche, des milliards d'heures de travail ? Il est prévu qu'à ce rythme les ressources recensées seront épuisées dans moins de cinquante années, et la totalité des ressources probables en un siècle (19).

Mais on voit bien à travers cet exemple du pétrole, que le problème n'est pas la "finitude" du monde, ni même l'épuisement d'une ressource. Un usage plus économe en effet ne ferait que retarder l'échéance, d'un siècle ou deux au mieux, et, quoiqu'on

fasse, cette ressource sera nécessairement remplacée par d'autres (la fusion de l'atome par exemple). Le problème est l'absurdité de son gaspillage. Non pas la consommation d'une ressource épuisable, mais son usage à des fins incensées, par exemple les embouteillages, qui ne satisfont pas à des besoins humains riches, élevés, créatifs, mais, le plus souvent répondent à des modes de vie aliénés, passifs, frustrés.

Que les ressources de la nature soient limitées est une évidence : la vie s'arrêtera bien un jour sur la planète. La question n'est donc pas tant celle des limites que d'établir la plus grande maîtrise possible par les hommes de cette évolution, leur capacité à développer et enrichir leurs qualités d'hommes pour tout le temps où ils pourront le faire. Ce qui est intolérable n'est pas tant la limitation, mais le gaspillage, l'absurdité des usages, des fins poursuivies. Ce sont celles-ci, l'accumulation la plus forte possible de capital, matériel et intellectuel, aux mains d'une minorité, c'est ce mouvement sans autre fin que lui même, qui déterminent ces gaspillages généralisés aussi bien que la misère, ces deux faces des problèmes écologiques.

En réalité oxygène, eau, énergie et ressources diverses, il n'est d'autres pénuries injustifiées que celles créées par les rapports de séparation entre les deux pôles du mode de production capitaliste.

Par exemple nous avons vu que la pauvreté est la cause profonde de nombreux problèmes écologiques, comme la mauvaise exploitation des ressources agricoles et l'érosion des terres, ou encore la situation infernale des mégapoles du "tiers-monde" dans lesquelles viennent s'entasser paysans ruinés et chômeurs. La population de ces mégapoles va doubler entre les années 1980 et 2000, et encore doubler dans les vingt suivantes, immenses cloaques-prison, aux infrastructures sanitaires totalement déficientes, source de pollutions et d'épidémies. Ruine dont l'origine est bien dans l'accumulation des richesses à l'autre pôle, celui qui accapare les moyens de la production, comme le montre, parmi mille autres faits, celui-ci que, chaque année, le flux monétaire est de 50 milliards de dollars des pays pauvres vers les pays riches (chiffres ONU 1989).

Bien évidemment l'opposition réelle n'est pas "Nord-Sud", mais prolétaires et bourgeois comme disait le vieux barbu. Dans les

viles pauvres existent aussi des quartiers riches et réciproquement : on compte environ 25 millions de pauvres dans les seules villes US dont bien des quartiers sont totalement délabrés. Sait-on, par exemple, que 418.000 Américains ont été victimes de meurtres dans les vingt dernières années, et qu'il y en a actuellement quelques 25.000 par an. Une guerre quotidienne plus meurtrière que celle de Corée ou du Vietnam pour les U.S.A.

Bien qu'il masque les réels rapports de classe, le rapport "Nord-Sud" indique néanmoins de façon simplifiée une source réelle des pénuries d'aujourd'hui dans le rapport correspondant pauvreté-gaspillage des sociétés "de consommation". Il ne peut y avoir de lutte écologique réaliste qui ne prenne pas d'abord en charge de détruire ce rapport.

L'oxygène, l'eau, l'énergie etc...existent en abondance. Mais qui les détruit, qui les gaspille ?

- Les pays développés, représentant moins du quart de la population mondiale, sont à l'origine des trois-quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Chaque habitant US émet 4951 kg. de carbone par personne et par an, contre 287 kg. pour un chinois (18). Certains experts américains avancent sans rire que le Laos serait le pays le plus polluant du monde par habitant pour le méthane (gaz plus nocif que le CO<sup>2</sup> en ce qui concerne l'effet de serre), lequel est en grande partie produit selon eux par la digestion des vaches et la fermentation des rizières. Cette argumentation a le mérite de dévoiler le cynisme auquel on aboutit quand on ne veut voir que la conséquence sans la relier à une analyse de la cause en terme de classes.

- L'américain moyen consomme 6000 litres d'eau par jour, hors usage hydro-électrique, alors que les populations des zones arides, en sont à 100 litres ! Piscines individuelles, gazons, lave-vaisselle etc...sont un mode d'organisation sociale, de production sociale, non une manifestation des limites de la nature.

- *"En terme de consommation d'énergie un Américain du Nord "vaut" 35 Indiens, 140 Bangladeshis, et 280 habitants du Tchad, du Rwanda, ou de Haïti. Les malthusiens stricts devraient s'en prendre aux populations nanties..."(20). "...les 6% les plus riches de*

*l'humanité dévorent un tiers de l'énergie totale disponible, et un tiers de toutes les ressources utilisées dans le monde." (21).*

Ces faits, dont il serait aisé de multiplier les exemples, montrent le caractère proprement impérialiste de toutes les propositions qui foisonnent en provenance des experts du Nord et qui visent à pénaliser "également" chaque pays. Par exemple le World Resources Institute de Washington imagine de diminuer de 60% les émissions de gaz polluants produits par chacun. Des experts indiens ont rétorqué en proposant de limiter ces émissions à 1,1 TEC (tonne équivalent carbone) par habitant (chiffre qui correspondrait à ce que la nature peut absorber pour 5,3 milliards d'hommes). Dans ce cas des pays comme la Chine et l'Inde seraient "créditeurs" et n'auraient aucune restriction à s'imposer, alors que les américains devraient diviser leurs émissions par dix. Rappelons que, pour ces experts du Nord, la grande menace écologique, outre les vaches et les rizières d'Asie productrices de méthane, serait que les chinois remplacent leurs vélos par des voitures en osant se permettre de vivre comme des occidentaux !

Evidemment le système de production-consommation du capitalisme développé montre son absurdité par ce fait même qu'il est inapplicable à l'ensemble de la planète : la pénurie et l'asphyxie seraient effectivement immédiates. Mais est-ce parce qu'il est trop productiviste ? Non en ce sens que la formule est beaucoup trop générale pour signifier quelque chose. Bien plutôt il produit n'importe quoi n'importe comment. Et dire cela est encore insuffisant. Il faut dire pourquoi. Il faut voir que ce ne sont pas seulement des marchandises qui sont ainsi produites, mais aussi, à travers des rapports de production spécifiques, des hommes ayant certains comportements dictés par les représentations que ces rapports leur donne du monde. Ce n'est pas la nature et ses limites qui posent problème, mais ces comportements. Il faut donc dire un mot de leur formation.

### **2.2.2. La production capitaliste et ses déterminismes**

Pour les écologistes, le monde moderne est la victime d'une part de la nature humaine, nécessairement égoïste et aveugle, d'autre part de la science et des techniques qui ont décuplé ses capacités de nuisance "naturelles". Il conviendrait donc de protéger

la nature des "excès" de la nature humaine (toujours la thèse de la dualité de la nature).

Une telle nature humaine, égoïste et prédatrice, n'existe pas. Il ne s'agit que de caractéristiques qui sont le produit de rapports sociaux historiquement déterminés (8). Ce sont les rapports sociaux d'expropriation des conditions de la production, de la division du travail, et de l'aliénation de l'activité des hommes qui en est le corollaire, qui font que, coupé de toute maîtrise sur sa vie, sur lui-même, sur ses rapports au monde, l'individu se comporte dans l'indifférence, l'hostilité aux autres, à la société, à la nature.

Reprenons encore une fois cet exemple de la manifestation la plus aveuglante de la coupure hommes/nature : la séparation croissante des campagnes et des villes. Elle ne doit rien à la nature humaine, mais tout à la division du travail qui s'est établie entre les fonctions agricoles et les fonctions marchandes, administratives, industrielles. Elle reflète aujourd'hui, dans l'accélération saisissante de la croissance des mégapoles, le mouvement de concentration du pôle capitaliste des richesses, des sciences, du pouvoir, entraînant celle du "marché du travail", des prolétaires obligés d'aller aussi se concentrer là où ils ont le moindre espoir de vendre leur force de travail. Concentration des capitaux et des puissances intellectuelles, concentration des masses humaines, c'est un seul et même phénomène qui ne doit son origine qu'au rapport social d'expropriation fondé sur des divisions sociales propres aux sociétés marchandes puis capitalistes.

Le capital ne peut exister que comme accumulation permanente. Les hommes, les "managers", qui l'organisent, le font fonctionner, n'agissent nullement selon leur volonté, ou une quelconque nature. Ils ne peuvent être que les serviteurs, les fonctionnaires, plus ou moins efficaces, de ce mouvement d'accumulation. Mettez-en d'autres à la place, roses ou verts si vous voulez, et ce sera exactement la même chose. La volonté, même sincère éventuellement, de corriger les "excès", les défauts du capitalisme, d'instaurer justice sociale, solidarité, et autres grands mots, avec maintenant celui d'écologie, des réformistes de tout poil, ne peut s'opposer à ce qui est l'essence vitale du capitalisme : produire de la plus-value pour l'accumulation et le profit, ou sinon produire des faillites, et encore plus de chômage et de misère. Sortir



compris la nature, doit se soumettre, c'est autre chose : c'est supprimer ce mouvement de valorisation aveugle, la représentation du travail par la valeur d'échange, donc les rapports sociaux de séparation qu'elle exprime (8).

Prenons l'exemple des engrais chimiques dont les écologistes dénoncent la responsabilité dans la pollution des eaux. Leur développement n'est pas autre chose que la pénétration de ce rapport capitaliste de valorisation dans l'agriculture. Ils ne sont qu'un moyen pour satisfaire à cette nécessité : augmenter la productivité afin de produire plus sur un même espace. Cette nécessité restera impérieuse tant que cet espace sera considéré comme capital qui doit rapporter le profit moyen. Les machines et les engrais apportent une plus grande intensité du travail et de meilleurs rendements, bref une plus-value nécessaire pour valoriser le capital (sinon le capital quitte le secteur pour aller vers des cieux pour lui plus favorables).

De la sorte la production mondiale de grains entre 1950 et 1986 a été multipliée par 2,6, mais celle des pesticides par 20 et des engrais chimiques par 10. Et on peut dire de l'agriculture qu'elle est devenue un élément d'une véritable industrie chimique et minière. La pollution des eaux par ces engrais et pesticides, le gaspillage des ressources (environ une dizaine de calories d'origine fossile sont ainsi utilisées pour créer une calorie alimentaire) ne sont pas dus à la volonté des agriculteurs de se comporter en industriels. Ils y sont obligés, faute de quoi le secteur agricole ne rentabilise pas le capital que représente la terre, celui-ci s'en retire, le travail avec, et c'est la pénurie. Une autre agriculture, écologique, nécessiterait de faire abstraction du capital dans l'agriculture afin que le travail n'y soit plus en rapport avec les nécessités de la valorisation. Quant à subventionner les agriculteurs pour qu'ils produisent "à l'ancienne", cela revient à faire payer deux fois le consommateur : une fois pour le prix normal, une fois pour le prix de la dépollution : outre que c'est absurde, cela ne peut durer longtemps en système capitaliste. C'est donc les nécessités de la valorisation du capital qui conduisent à ce que des milliers d'hectares soient aujourd'hui subventionnés, dans les pays riches, pour retourner à la friche afin de lutter contre les montagnes de surplus que produisent d'autres milliers d'hectares intensément exploités (à tel point qu'aux USA 37 % de l'énergie consommée l'est pour nourrir la population). Ce qui est exploité doit valoriser toujours plus le capital (et donc être toujours plus intensément

exploité), et le reste laissé à l'abandon parce que ne pouvant pas fonctionner comme capital se valorisant.

Autre exemple bien connu, celui de la multiplication des objets de consommation, pas accessibles à tous certes, mais dont on se demande aussi l'utilité réelle. L'automobile en est l'archétype moderne. Bien des écologistes en critiquent à juste titre l'absurdité. Présentée comme un moyen de communication efficace, la voiture enferme en fait chacun dans sa carcasse de ferraille et dévore goûlument le temps de son utilisateur dans les embouteillages, quand ce n'est pas son corps dans les accidents. Un travailleur qui possède une voiture dépense en moyenne quelques deux mois de travail par an pour elle (achat, frais d'entretien, de fonctionnement etc...) et récemment ce chiffre était encore révisé à la hausse puisque, selon une enquête de l'Automobile Club, le français consacrerait 35.000 francs par an à son budget voiture.

Pourtant le citadin ne voit nullement son temps de transport diminuer au fil des années : les 2,8 millions de banlieusards parisiens qui vont travailler hors leur commune passent en moyenne 1 h. 12 par jour dans les transports. La distance domicile-travail est passée de 6 kilomètres en 1965 à 12 aujourd'hui : voilà un vrai problème, bien plus important que de discuter du mode de transport. S'ajoutent à ce bilan les pollutions, les coûts exorbitants (100.000 centimes du centimètre pour la A 86 autour de Paris) , les nuisances etc..

Bref l'automobile est vraiment une calamité universelle. La question qui se pose est de savoir qu'est-ce qui conduit les hommes à produire une telle absurdité. Et là encore la réponse est dans les rapports sociaux qui produisent les concentrations urbaines, les loisirs aliénés, les besoins de fuite, tout concourant à développer la multiplication des besoins de transport, des marchandises, comme des individus. Et quand bien même seraient privilégiés les transports en commun, bien plus rationnels et efficaces, cela ne supprimerait pas l'absurdité des rapports sociaux de la division du travail qui amènent à découper les fonctions et l'espace de telle sorte que chaque fois que la production croît de 1%, les besoins de transports croissent de 2,8%. C'est pourquoi même le TGV suscite aujourd'hui des protestations. C'est pourquoi surtout prendre les moyens d'aménager le territoire afin de supprimer l'accroissement exponentiel

des besoins de transports serait bien plus sérieux que de débattre autoroute ou voie ferrée comme le font les écologistes.

Mais à ces protestations répond le besoin des parisiens de jouir de leurs congés payés hors de la ville démente. Il ne peut y avoir que conflit dans une telle situation. On a beau protester contre le trop de consommation, ici de transport, les marchandises correspondent toujours plus ou moins à un besoin, sinon elles n'existeraient pas. Il faut donc, si on veut réduire le gaspillage et les nuisances, s'interroger sur l'origine de ces besoins, et dire comment ils peuvent être supprimés, c'est à dire remplacés par d'autres activités plus riches et moins nocives, satisfaisant à d'autres besoins.

La croissance numérique des besoins n'est pas purement artificielle, comme s'il s'agissait de satisfaire une avidité (encore la nature humaine !) à toujours plus. Certes la manipulation publicitaire joue son rôle pour exciter à la consommation, mais le problème n'est pas dans l'accroissement des besoins : cela a toujours été le cas dans l'histoire humaine en même temps que se développaient les moyens de les satisfaire. Il est plutôt que le capitalisme réduit ces besoins à ce qu'on peut acquérir par l'argent, qu'il appauvrit les besoins humains à l'acquisition d'objets, censés remplir le vide de la vie aliénée : on achète du rêve, des voyages, de l'amour, du luxe extérieur pour cacher la misère intérieure, de l'art et ainsi de suite. Comme le faisait remarquer MARX, dans ce système "*moins tu es, plus tu possèdes*", alors que, dit-il justement, celui qui voudrait avoir une vraie jouissance artistique doit posséder une culture artistique, ou celui qui voudrait l'amour doit donner l'amour (22).

Nous savons que l'origine de cette réification des besoins est dans le rapport capitaliste, dans l'aliénation de l'activité des hommes dont nous avons parlé qui les soumet au comportement des choses dans lesquelles ils se représentent leur activité (valeur, prix, salaire, profit etc...). Ainsi le capitalisme ne peut organiser le développement de la production, et donc des besoins, qu'en fonction des nécessités du processus de valorisation qui s'impose à lui, à ses différents acteurs. C'est ce qu'on a vu dans les exemples cités ci-dessus. Et s'il favorise les moyens de transport individuels plus que collectifs, ce n'est pas parce qu'il s'agirait du meilleur moyen de satisfaire ses besoins de transport exacerbés, mais parce que le développement de biens de consommation individuels correspond

mieux à ces nécessités de la valorisation : le capital absorbe ainsi plus de travail vivant pour une production d'objets qui est plus massive, en même temps que les débouchés sont élargis.

C'est dans cette façon déterminée de produire objets et besoins que le capitalisme est gaspilleur et nuisant. Non dans le seul accroissement en soi de la production. Et cette façon est aussi celle qui asservit les individus à des comportements mesquins, des besoins inhumains, qui sont d'avoir, quantitativement et égoïstement, plutôt que d'être, riche de qualités échangées avec les autres. Comme si la propriété des choses remplaçait la désappropriation de ses propres qualités individuelles. Ce qui faisait dire à MARX, en référence au fait que la possibilité d'une activité exprimant ses qualités créatives est le premier besoin naturel de l'homme : *"...l'extension des produits et des besoins fait que le sujet devient l'esclave inventif et toujours calculateur d'appétits inhumains, raffinés, imaginaires et contraires à la nature..."*(23).

On résumera ce point en disant qu'il n'y a pas de remise en cause possible des gaspillages et nuisances qu'engendre le développement de la production d'objets toujours en plus grand nombre, sans remise en cause des besoins égoïstes et frelatés, manipulés et inhumains qui l'accompagnent. Et alors, production d'objets et des besoins étant liés, il s'agit, répétons-le encore, de la remise en cause d'un mode de production spécifique et non de ses seuls excès les plus apparents (il produit trop, il épuise une nature aux ressources limitées).

Qu'est-ce d'ailleurs que produire trop quand si nombreux sont ceux qui manquent non seulement de l'essentiel pour simplement se loger, se nourrir, mais aussi du nécessaire pour vivre dans la société telle qu'elle est (et qui ne se réduit pas aux besoins physiologiques). Se passer de voiture est très difficile si on ne change pas la ville, les loisirs, du côté des besoins, la répartition du travail et le mode d'accumulation, du côté de la production. Bref si on ne bouleverse pas tous les éléments qui déterminent le mode de vie, les comportements, lesquels ne sont que les conséquences, parfaitement déterminées, des rapports sociaux d'expropriation et de séparation que les écologistes ignorent.

Certains Verts ne se limitent d'ailleurs pas à la critique

simpliste du "trop de marchandises". Ils pensent l'affiner en définissant le productivisme comme *"la logique économique qui conduit à produire toujours plus en recherchant la productivité maximale...sans prendre en compte d'autres contraintes comme l'utilisation des ressources naturelles, les effets de la production ou de la consommation sur le milieu, ou les incidences sociales des évolutions"* (les Verts et l'Economie, texte de la Commission économique des Verts français, dirigée par A.LIPIETZ).

Cette définition produit le constat que le capitalisme produit n'importe comment, et pas seulement "trop". Mais elle laisse béante les deux questions essentielles (qui seront plus amplement développées ci-après dans les chapitres III et IV) :

1') Pourquoi cette logique économique *"ne prend pas en compte"* les pollutions et les gaspillages, ce qui ne serait, après tout, que du simple bon sens ? Non pas principalement parce qu'elle est fondée sur l'économie de travail humain. N'importe quelle société recherche, et a raison de rechercher, cette économie. Le problème est qu'il y a différentes façons d'y parvenir, et suivant l'objectif poursuivi : accroître le sur-travail (le profit), ou libérer les hommes du travail. C'est à dire, dans l'aveuglement, l'irresponsabilité, l'opacité, ou dans la transparence, la conscience, la clarté des choix. Dans le partage du travail contraint et des richesses entre tous, ou dans la division du travail, l'accumulation des richesses et des savoirs dans le pôle capitaliste et l'accumulation des travaux, des peines, du chômage dans le pôle des exclus, des prolétaires. Nous en reparlerons au chapitre V. Disons simplement ici que l'économie de travail humain ne produit de dégâts écologiques que parce qu'elle s'effectue dans ces rapports sociaux de séparation des individus les uns des autres et de la nature. Là sont les causes profondes de l'indifférence, l'hostilité, l'aveuglement, non la productivité et l'économie de temps de travail en eux-mêmes. Ce à quoi il faut toujours revenir, c'est la façon dont les hommes exercent leurs activités.

2') Et si cette définition du productivisme vise autre chose, à savoir la production de "trop" de marchandises, alors il faut délimiter ce problème de celui, tout différent, de l'économie de temps de travail. Et pour cela il faut, en particulier, revenir aux besoins qui accompagnent cette production échevelée. On ne la supprimera pas sans supprimer corrélativement les besoins qu'elle satisfait (plutôt

mal que bien d'ailleurs), en transformant, là aussi, selon ce qui a été dit ci-dessus, les rapports sociaux qui organisent les activités et les comportements des hommes. Il ne suffit pas de dire que ces besoins sont frelatés, inhumains, aliénés. Ils existent et ne disparaîtront que remplacés par d'autres, différents, riches, correspondant à la maîtrise par les hommes de leurs activités, donc à la possibilité qu'ils expriment leur être, leur créativité.

3\*) Qu'est-ce que "*prendre en compte ces autres contraintes*" ? Est-ce que le capitalisme n'a aucun intérêt à éviter les gaspillages et les pollutions et n'est pas capable de cette prise en compte ? Certes, au niveau d'activités isolées ce qui prédomine c'est la recherche individuelle du gain immédiat maximum sans souci du reste. Mais l'intérêt général du capitalisme (cf. chapitre IV-2), et même l'intérêt d'entrepreneurs particulier qui ont compris le profit à tirer des économies de matières premières, des récupérations de déchets, ou du marché de la dépollution, poussent à un "capitalisme vert" qui promet d'être fort juteux (cf. chapitre III). Et nous verrons (chapitre V) que si le capitalisme est tout à fait capable de suivre, voire de précéder, les propositions des Verts d'intégrer le coût des pollutions, de la lutte contre les gaspillages, de la rationalisation écologique de la planète, la façon dont il opère pour y parvenir (par les prix et le marché) ne fait qu'aggraver, en fin de compte, les problèmes écologiques et la dégradation des hommes, puisqu'elle développe les causes mêmes du mal.

En conclusion de ce chapitre, ce qui caractérise le mouvement écologique aujourd'hui, c'est son incapacité à aller au delà du constat des faits. Il constate la démographie galopante dans certaines régions du monde, l'industrialisation outrancière dans d'autres, les dégâts et les pollutions partout.

Mais il n'en voit pas l'origine dans des rapports sociaux particuliers. Les hommes seraient arrivés à un stade où leurs activités prédatrices touchent aux limites d'un "monde fini". Il faut donc s'arrêter d'y puiser d'avantage, mettre des bornes au développement humain.

Certes il y a certaines limites dans la nature. Par exemple le pétrole n'existe qu'en quantité donnée. On peut aussi appeler limite tel taux de gaz nocif dans l'atmosphère, ou tel degré de pollution de

l'eau. Mais, d'une part, nulle certitude scientifique n'existe à ces sujets et en réalité, d'autre part, le thème du monde fini néglige que les hommes et la nature sont loin d'en avoir fini avec leurs transformations réciproques, et bien des découvertes, bien des révolutions, viendront démontrer que le monde, pas plus que l'histoire, ne sont finis. Ce thème de la finitude ne traduit que la vague perception qu'ont certains de celle d'un monde particulier : celui du mode de production capitaliste qui a épuisé ses capacités de progrès, sinon de développement, et n'a plus que des capacités de nuisance.

La question que pose le constat des écologistes, mais qu'eux mêmes ne posent pas, est : sur quoi peut-on fonder un comportement rationnel et responsable des hommes ? Ce qui nécessite de savoir ce qui fonde les comportements inverses au lieu de les constater. Ce ne sont pas la nature et les hommes qui lui appartiennent qui ont atteint leurs limites, mais certains comportements historiquement et socialement déterminés.

Et nous allons voir qu'à ne prôner que la modération, le respect de la ligne blanche à ne pas franchir du "monde fini", les écologistes laissent intactes les causes des problèmes qu'ils se proposent de résoudre, et dès lors ne résolvent pas. Eternelle manie du réformisme, dont ils sont la nouvelle version, sous prétexte d'être pratique et raisonnable, contre le "tout ou rien", d'obtenir des résultats immédiats, de vouloir le capitalisme sans ses "excès". Mais ce ne sont pas tant des excès que les conséquences inéluctables de rapports sociaux concrets.

## CHAPITRE III

### UN CAPITALISME VERT ?

#### 3.1. CRISE ET ECOLOGIE

Nous avons rappelé, au chapitre I, que les destructions écologiques existent de longue date et qu'elles ont pris une ampleur particulière avec ces deux derniers siècles de l'industrialisation capitaliste. Mais ce n'est que récemment que l'écologie apparaît sur la scène en tant que préoccupation sociale. Ce n'est pas un hasard : cette émergence est exactement contemporaine à celle de la grande crise du capitalisme qui s'ouvre dans les années 70 et se poursuit aujourd'hui, à travers des méandres compliqués qu'il n'est pas le lieu d'examiner ici.

Les grandes grèves de Mai-Juin 68 manifestent les limites atteintes par ce qui a été appelé le "mode fordiste" d'accumulation (production taylorisée, consommation de masse) qui a marqué la période d'expansion industrielle dite des "30 Glorieuses" (24). Comme dans le capitalisme l'homme ne compte que comme force de travail à exploiter et consommateur à manipuler, il en résulte que son environnement, ses conditions de vie, importent peu. Cette phase d'industrialisation rapide et massive s'est donc développée en engendrant une accélération proportionnelle des gaspillages et pollutions, dont nous avons rappelé ci-dessus le constat. A tel point que celles-ci sont devenues une des limites rencontrées, non par le monde, mais par ce mode d'accumulation "fordiste".

A vrai dire cette phase d'accumulation des "30 Glorieuses" s'est heurtée à plusieurs limites comme : coût financier de l'accroissement du capital fixe (baisse du taux de profit qui accompagne sur le long terme la hausse de la "composition organique" du capital), résistance des ouvriers aux conditions de travail de plus en plus aliénantes du taylorisme généralisé, résistance de différentes couches de la société au saccage de l'environnement et de l'urbanisation. Si toutes ces résistances sont apparues simultanément, c'est qu'elles ont la même origine : la crise, qui rend nécessaire, pour



le capitaliste, d'accentuer sa pression sur les deux sources de la richesse, la nature et le travail des hommes. Le tort des écologistes est de ne considérer qu'un des aspects du phénomène, "l'environnement", d'accepter comme une donnée objective la notion de limite, alors qu'il ne s'agit que des limites d'un certain système de rapports sociaux, d'une certaine époque, et donc de ne pas traiter la question dans ses fondements : les causes de cette crise, de ces limites.

L'épuisement des ressources, le saccage de l'environnement, les blocages et pollutions des concentrations urbaines, posent d'ailleurs des problèmes qui n'échappent pas aux capitalistes eux-mêmes. Le capitalisme a son propre intérêt général qui s'oppose aux intérêts particuliers de tel ou tel capitaliste. Par exemple l'un pollue l'eau en amont par des rejets chimiques, l'autre, en aval, qui a besoin d'une eau pure s'en plaindra. Tous ont besoin d'un "minimum vital" : des pollutions trop importantes de l'air, de l'eau, etc...et ce serait l'asphyxie physique aussi bien que financière.

Les limites écologiques au développement de l'accumulation sont donc l'un des facteurs de la crise actuelle. C'est la raison pour laquelle les problèmes écologiques ne soulèvent qu'aujourd'hui un mouvement politique de masse. Car le capitalisme est ainsi aveugle qu'il faut que la catastrophe arrive pour qu'il s'interroge sur ses dysfonctionnements, pourtant existants de longue date. Mais alors ceux-ci on atteint un point de gravité telle que la population, jusque-là tenue dans l'ignorance, entre dans la partie. La crise a ainsi toujours son aspect politique de lutte de classes, avec l'éternel problème : procédera-t-on à un nouveau rafistolage réformiste permettant à l'accumulation capitaliste de reprendre pour un temps, ou réglera-t-on le problème au fond, en en trouvant les causes dans les rapports sociaux et en les bouleversant par un processus révolutionnaire ?

Pour le moment le mouvement des Verts tel qu'il s'exprime politiquement peut à juste titre être qualifié de réformiste dans toute ses nuances. Ses débats tournent autour de la question des compromis que l'action politique pourrait imposer au capitalisme pour faire accepter par toutes ses fractions particulières et aux intérêts immédiats divergents le point de vue de son intérêt général bien compris. Même chez ses représentants réputés les plus à

"gauche" (tels LIPIETZ, GORZ), les propositions sont fondées sur le respect des "lois du marché" qui doivent, selon eux, subsister pour au moins "encore des siècles" (25). S'ils se bornaient à ce genre de prophétie arbitraire, aussi fondée que son contraire ! Mais les voilà qui se contredisent en avançant des projets qui prétendent corriger ces rapports marchands dans leurs conséquences (crise, aliénation des hommes, pauvreté, loi du profit etc...). C'est comme demander que les nuages ne produisent pas de pluie !

Certes, toutes sortes de mesures écologiques sont acceptables par le capitalisme, comme nous le verrons. Il suffit de fixer le prix de la chose. Tout ce qui a un prix ne pose pas de problème au capital : à travers le prix la loi de la valeur finit toujours par s'imposer. La lutte pour modifier les prix (comme, par exemple, la lutte salariale), les "accords sociaux" qui en ressortent, ne peuvent que la modifier momentanément ici et là. Faire payer les pollueurs, économiser l'énergie etc..., tout cela est possible dans le cadre des rapports marchands, tant que la valorisation du capital peut se poursuivre. Mais aussi tout cela laisse intactes, finalement, les causes des nuisances écologiques, qui dès lors prolifèrent malgré tout. C'est ce que nous appellerons l'écologie du sapeur Camember : le travail préconisé pour régler un problème en recrée un autre à côté.

"Croissance Zero" est la solution qu'avait préconisée le fameux rapport de 1970, "Halte à la Croissance", des experts du "Club de Rome", à l'aube de la grande crise. Mais cette solution est tout aussi contradictoire avec la nécessité fondamentale de l'accumulation sur laquelle est fondée le système capitaliste qu'avec les besoins des masses dans ce système. Elle ne peut donc y trouver la moindre application volontaire (le seul frein à la croissance y étant la crise elle-même qu'on veut justement surmonter).

Ce qui par contre est possible, c'est de rechercher une relance de la croissance de l'accumulation par une production de nouveaux produits : les produits "écologie". On mettra ainsi en oeuvre un nouveau domaine où le capital pourra absorber du travail vivant et reprendre son processus de valorisation (tandis que du capital rendu obsolète pour cause de nouvelles normes écologiques sera détruit, ce qui relancera le taux de profit).

Les écologistes peuvent trouver sur ce terrain les termes

d'un nouveau consensus, celui d'un capitalisme "vert", eux pour qui, en bons réformistes, n'est souhaitable que ce qui est possible, et n'est possible que ce que les rapports marchands peuvent accepter.

Sur la base des rapports marchands ils ne pourront discuter que des prix, y compris celui de la force de travail, suivant tel ou tel compromis temporaire et avec toutes les illusions que véhiculent les éternelles et vaines discussions sur la "juste répartition" des efforts et des bénéfices entre le capital et le travail.

On peut très bien obtenir par les prix un capitalisme "vert", mais par contre certainement pas supprimer ce que les prix justement expriment : la coupure des hommes d'avec leurs conditions de travail et d'avec la nature, c'est à dire ce qui est la racine, l'essentiel des problèmes écologiques.

### **3.2. L'ÉCOLOGIE DU SAPEUR CAMEMBER**

Donner un prix à ce qui n'en avait pas jusque là, comme l'air, l'eau, la propreté, ou augmenter celui de ressources rares comme le pétrole, le bois, serait le moyen de rationaliser les comportements dans un sens respectueux des équilibres écologiques. C'est effectivement exact que la seule chose qui règle les comportements dans le système capitaliste, c'est l'argent. Mais ce faisant on transforme l'eau, l'air etc... en vulgaires marchandises.

Le problème étant ainsi posé par les écologistes, à savoir que le seul moyen de rationalisation possible des comportements est celui des prix, il en résulte que, pour eux, les hommes puisent sans retenue dans la nature, gaspillent et polluent, parceque c'est gratuit. La solution serait donc de supprimer cette gratuité.

Observons d'abord qu'elle est toute relative. L'homme ne puise rien, ne pollue rien, qui n'exige un travail. Et, le plus souvent, sous le capitalisme, ce travail a un prix. Abattre une forêt, utiliser des produits chimiques polluants etc..., c'est du travail payé, cela a un prix. Il s'agirait donc seulement d'augmenter ces prix afin de freiner la pollution, l'exploitation trop intensive de ressources rares ou non renouvelables.

Ce raisonnement est par exemple souvent utilisé pour le pétrole. S'il était plus cher, on en consommerait moins. Certes. Mais de quoi s'agit-il d'autre, en fin de compte, sinon d'élever le prix de l'énergie ? Car si d'autres sources ne sont pas utilisées autant qu'elles le pourraient, c'est que leur prix de revient en serait plus élevé. Le pétrole dans ces conditions verrait sa "rente différentielle" (déjà forte, et récupérée en large partie par l'Etat sous forme de taxes) encore augmentée. Cette solution ne change donc pas grand chose à la situation actuelle quant à la consommation d'énergie. Elle permettrait tout au plus de retarder l'échéance de l'épuisement des ressources pétrolières. Et accélérerait le développement du nucléaire, ce qui susciterait d'autres protestations écologiques. Le problème de fond n'est pas la rareté du pétrole, car c'est un fait auquel on ne changera rien, sinon le rythme d'épuisement, en jouant sur les prix. Il est dans le gaspillage de temps de travail et de ressources, dans l'irresponsabilité des comportements qui conduisent aux Tchernobyl ou à l'effet de serre, que constitue un usage de l'énergie (qui avant d'être consommée doit bien coûter du travail pour être produite, quelle que soit son origine) à des fins stupides et aveugles.

De même que pour l'énergie, il n'y a pas de rareté pour l'eau ou pour l'air. Seulement des comportements aveugles dont les effets destructeurs conduisent à la nécessité d'avoir maintenant à produire ces éléments de façon coûteuse. On ne se contente plus de capter une source : il faut produire de l'eau propre quand elle, ainsi que les rivières, sont polluées. Il faut produire de l'air propre, c'est à dire des filtres, des pots catalytiques. Et produire tout cela, une énergie moins facile d'extraction, de l'air, de l'eau, c'est "seulement" du travail en plus. Le capitalisme en est arrivé à un point de son développement où il doit ainsi produire de la "nature" (des parcs "naturels", des plages artificielles), de l'évasion touristique, de l'aventure et des loisirs programmés pour pimenter la vie, de l'air, de l'eau : tout ceci devient payant parce que tout ceci doit être produit (et échangé) par du travail prenant la forme valeur-prix.

Observons que ce processus n'est pas très différent de celui qui vit l'homme passer, par exemple, du stade de la cueillette et de la chasse (où la production était communautaire et, donc, l'échange gratuit au sein de la communauté) à celui de l'arboriculture et de l'élevage (il y a alors travail séparé, production de marchandises, échange payant). Ce n'est pas la rareté qui a donné un prix aux fruits

et aux viandes, mais la dissolution de la communauté dans la division du travail, la séparation des hommes d'avec toutes les conditions de la production de leur vie et, sur ces bases, l'instauration de l'échange marchand.

La rareté n'a jamais rien produit, elle n'a aucun prix (le rapport de l'offre et de la demande ne modifiant que momentanément le prix de la marchandise autour de son coût de production). Donner aujourd'hui un prix à l'air, à l'eau, à la nature, c'est seulement reconnaître qu'il faut les produire, par du travail.

Le problème alors n'est pas tant qu'il faille ainsi les produire, comme on produit des fruits, des légumes ou de la viande, mais qu'on finit par se demander (ou pas) : est-ce bien raisonnable ? Est-ce bien utile tout ce travail supplémentaire et ne pourrait-on pas faire autrement ? Donner un prix aux gaspillages et pollutions, cela n'est que manifester le travail que la société doit consacrer pour en annuler les effets. Faire payer les pollueurs, c'est pousser la division du travail jusqu'au comble de l'absurdité : travailler pour polluer, puis travailler encore pour dépolluer. C'est le système du Sapeur Camember qui creusait un trou pour y mettre la terre du trou précédent dont il ne savait que faire ? L'écologie par les prix, c'est l'écologie du Sapeur Camember : toujours plus de travail, toujours le tas de déchet devant soi.

Telle est la logique du "pollueur payeur" chère aux "Verts", et à laquelle se ramène, inéluctablement, toute politique écologique par les prix. Certes ils s'en défendent en paroles, expliquant que leur volonté n'est pas de prôner la dépollution après la pollution. Ils affirment n'avoir rien à faire avec notre Sapeur puisqu'ils prônent de combattre la pollution à la source prioritairement. Les prix de dépollution complétés par des normes réglementaires inciteraient à "produire propre" directement. Mais dépolluer à la source ou à la sortie, ce sont les prix qui en décideront. Et surtout cela ne change rien à l'affaire : dans la réalité il s'agit toujours de produire davantage en produisant des moyens de dépolluer (car s'il y a économie de coût à produire propre, alors pas besoin de taxes, de règlements, d'écologie, le capitalisme le fait de lui même. Il n'y a de problème écologique que si produire propre, avant ou après, pose un problème de coût, c'est à dire de travail supplémentaire.

Par exemple la voiture électrique remplacerait celle à essence. Il n'en s'agirait pas moins d'une autre forme de gaspillage et de pollution : des millions de batteries, donc de consommation de métaux rares et nocifs. Des centrales thermiques ou nucléaires pour produire l'électricité. Et, finalement, un prix de production "propre" supérieur, exprimant l'augmentation du travail contenu dans cette nouvelle marchandise.

La vérité est qu'on ne peut pas vraiment supprimer pollutions et gaspillages en ce domaine sans supprimer la voiture elle-même, ses gaz, ses accidents, ses déchets, et on ne peut pas supprimer la voiture sans bouleverser les rapports ville-campagne et inter-urbains, ce qui nécessite de sortir de la logique capitaliste d'accumulation par la division du travail. La voiture propre n'existe pas, car la voiture individuelle est en elle-même une pollution. La solution n'est pas dans la technique. Idem, le carburant propre n'existe pas : "l'or vert" est peut-être un carburant moins polluant que le pétrole pour l'atmosphère, mais quelles pollutions des sols et des eaux par les engrais chimiques pour le produire !

L'utilisation de règlements obligeants à produire propre n'est pas une solution différente de celles des prix : il faut toujours produire les moyens de dépolluer, subir les éventuelles amendes, bref payer, travailler plus.

Dépolluer à la source, par les prix, par des normes réglementaires, ou après coup, c'est toujours finalement la même solution : celle du Sapeur Camember.

Donner des prix, c'est développer la production à de nouveaux secteurs ainsi tarifés. Dans ce cadre le capitalisme est tout à fait capable de produire écologique, du moment que la propreté, la nature, deviennent des marchandises. C'est ce qu'il développe aujourd'hui, ravi de trouver de nouveaux secteurs de valorisation du capital : un capitalisme vert.

Le capitalisme vert, c'est possible. Mais la question restera pour produire quel homme, quelle nature, quelle vie ?

### 3.3. LE CAPITALISME VERT

Les problèmes écologiques ne pouvaient laisser indifférents les capitalistes puisqu'ils ont constitué une des causes ayant provoqué la décélération des gains de productivité et des taux de profit. Ils y ont ainsi été confrontés directement, mais aussi par la pression des mouvements sociaux agissant par divers moyens (boycott de certains produits ou firmes, actions sur le terrain etc..).

Pour certains la prise en compte d'exigences écologiques représente un accroissement des coûts, mais pour d'autres un nouveau champ d'action où valoriser du capital. A vrai dire les problèmes écologiques tombent à pic pour contribuer aux mutations que le capitalisme se doit toujours d'accomplir pour sortir d'une crise, comme c'est sa situation actuelle, et qui comportent nécessairement ces deux tâches : destruction de capital surabondant (par rapport à la masse de profit réalisable à un moment donné) - et elle peut s'effectuer par la condamnation, pour obsolescence écologique, de bien des usines (c'est le cas notamment à l'Est) - et, place nette étant ainsi faite des concurrents les plus faibles, reprise du processus de valorisation dans un capitalisme rénové, en l'occurrence vert.

Les contraintes écologiques pourront donc bien peser sur les coûts de nombre d'entreprises, jusqu'à en faire disparaître certaines, cela n'empêche en rien, au contraire, qu'elles puissent coïncider avec les intérêts généraux du capitalisme.

Et c'est bien pourquoi on voit aujourd'hui le plein essor d'une industrie écologique.

Certains industriels découvrent même avec délice qu'il arrive parfois que les investissements en économie d'énergie ou récupérations de déchets soient sources de profits. Mais ce n'est pas une nouveauté pour les dirigeants d'entreprises que de traquer les gaspillages en matières premières comme en travail. K. MARX avait bien mis à jour (26) comment toute économie dans la consommation de matières premières (c'est à dire de capital constant) augmente particulièrement le taux de profit, puisque *"la valeur des matières premières et auxiliaires entre totalement d'un seul coup dans la valeur du produit pour lequel on les consomme, tandis que la valeur*

*des éléments fixes du capital n'y entre que peu à peu, au fur et à mesure de leur usure. Il en résulte que le prix des matières premières affecte le prix du produit à un degré bien plus élevé que ne le fait le prix du capital fixe...".* Le facteur économie de matières premières est d'autant plus important dans le capitalisme moderne que la productivité du travail y est très forte, donc plus importante la masse de ces matières utilisées en une heure de travail et leur part dans la valeur produite. De telle sorte que diminuer la valeur de la matière première mise en oeuvre devient un élément essentiel de la réduction des coûts de production, ce à quoi le capitaliste est plus qu'à toute autre chose sensible.

Il n'est pas besoin de détailler plus ici ces considérations pour observer que les préoccupations d'économies d'énergie et de matières premières, de récupération des déchets, rencontrent celles de chaque capitaliste cherchant à réduire ses coûts de production. Mais, paradoxalement, ces économies qu'il réalise sans cesse, tant dans la production que dans l'usage de ces matières, facilitent, en abaissant la valeur, leur consommation débridée.

Dans un système où toute l'activité humaine se représente sous forme de prix, la seule limite que connaissent les capitalistes individuels à de telles économies est lorsque le coût pour les réaliser est plus élevé que l'économie elle-même. Faire payer les pollueurs consiste seulement à rendre plus attrayante cette économie en terme de prix. On voit ainsi se développer toute une réglementation visant à donner un prix à la pollution afin de rendre rentable la dépollution.

Par exemple le célèbre "Clear Air Act", aux U.S.A., fixe le prix de l'air pur. Les obligations qu'il impose aux industries chimiques et autres pour réduire leurs rejets toxiques viennent d'ailleurs d'être renforcées en 1991, et on estime qu'elles vont imposer à celles-ci de consacrer quelques 20 milliards de dollars, 25% de leurs investissements, à dépolluer leurs rejets. L'air devient un produit marchand. Ce qui est encore plus significatif est que cette loi fixe une limite supérieure aux pollutions dans chaque Etat. Ainsi ici vous aurez le droit de rejeter 100 tonnes de saloperies, si l'Etat est encore assez propre, mais ailleurs seulement 10 si la pollution est déjà assez avancée. Et vous pouvez vendre ou acheter des droits de polluer entre entreprises suivant que vous les utilisez à plein ou pas. L'air



n'est plus rien que l'objet d'un marchandage boursier, il est argent, chose indifférenciée, abstraite, la pollution aussi (49).

Un rapport de 1989 du BIPE pour le Secrétariat d'Etat à l'Environnement chiffrait à 500 milliards de francs le chiffre d'affaire des seules "éco-industries" (Air, Eau, Bruit, Déchets) d'ici l'an 2000 pour la seule Europe des douze. De multiples sociétés se créent et se battent pour profiter de cette manne. En France on voit des trusts comme la Générale des Eaux, la Lyonnaise des Eaux, la Saur (Bouyghes), prendre le contrôle de l'épuration et de la distribution de l'eau, du traitement des ordures ménagères etc...et afficher des profits records. Toute pollution des uns devient affaire pour les autres.

*"Dernière bataille pour la couche d'ozone, un marché de 10 milliards de francs" (27). A en croire les industriels de ce secteur, ce serait même l'euphorie : plus il y a à dépolluer et mieux ils se portent. Aussi sont-ils souvent plus écologistes que les écologistes. Par exemple le directeur de la société LAB, spécialisée dans l'épuration de l'air, "s'insurge de l'insuffisance de la récente circulaire française limitant la teneur en gaz chlorhydrique des fumées rejetées par l'incinération des ordures ménagères" (27). D'autres applaudissent à la réglementation sur les pots catalytiques (pourtant inefficaces en ville) qui va faire passer ce marché de 6 milliards en 1989 à 18 en 1990 (27). D'autres se lamentent des retards français : "Chaque français dépense 20 fois moins d'argent qu'un allemand et 4 fois moins qu'un scandinave pour épurer l'air qu'il respire" (27).*

Les entreprises qui prennent des mesures en faveur de l'environnement (soit environ 40% en 1990) sont à 70% celles qui y trouvent des économies supérieures aux coûts, donc qui le feraient d'elles-mêmes de toute façon, sans mouvement écologique (28). Pour tout le reste on doit faire jouer les réglementations de l'Etat, plus ou moins sous la pression de l'opinion publique.

A travers le développement de ces réglementations s'exerce aussi le développement de la concurrence, le gendarme du capital. Les premiers qui mettent au point un nouveau produit "vert" cherchent à l'imposer pour conquérir des parts de marché (par exemple les allemands avec le pot catalytique). Derrière les luttes entre Etats pour imposer telle ou telle réglementation se cache souvent la

traditionnelle concurrence entre capitaux (29), chacun essayant d'imposer ses normes au monde comme moyen de conquérir des marchés.

Le développement du "capitalisme vert" exacerbe donc des contradictions de ce mode de production : intérêts privés contre intérêt général, intérêts nationaux contre intérêt mondial, développement de nouvelles productions contre destructions d'autres rendues obsolètes par les nouvelles normes écologiques. C'est d'une guerre dont il s'agit. Mais elle est spécifique à son époque, celle de l'internationalisation totale des grands monopoles à laquelle correspond le caractère mondial des problèmes écologiques et de leur solution, qui ne peuvent être trouvées que par le développement d'une réglementation et de normes qui nécessiteront une autorité mondiale coercitive pour les faire appliquer.

### **3.4. CAPITALISME VERT ET NOUVELLE CROISSANCE**

Ainsi beaucoup s'extasient : le marché de la protection de l'environnement constitue un secteur florissant de l'industrie et pourrait constituer un vecteur pour sortir de la longue crise dans laquelle est plongé le capitalisme depuis les années 1970.

Pour les réformistes verts les plus hardis, la destruction des industries rendues écologiquement obsolètes et leur remplacement par des productions vertes renverserait la logique fordiste "productiviste" en s'accompagnant d'un nouveau compromis social, du genre freiner la production et les revenus, donc la consommation, en échange d'une certaine réduction de la durée du travail (30).

Nous n'examinerons pas ici si un tel processus de relance du vieux vin capitaliste dans une neuve outre verte a des chances d'aboutir, et dans quelle mesure. Ni ne critiquerons cette manie ridicule qu'ont les réformistes verts de croire que leur volonté et leur brillante intelligence peuvent faire concilier rapports sociaux capitalistes et croissance "douce", justice sociale, partage du travail et des revenus. Nous nous attacherons à montrer que même si les mesures qu'ils préconisent en faveur du capitalisme vert étaient

prises, cela ne résoudrait en rien le problème écologique de fond, la séparation hommes/nature.

Ce qui est déjà certain, c'est que la solution capitaliste à sa crise via le développement de l'industrie verte s'accompagne d'une profonde lutte entre capitaux qui n'a aucune chance d'être menée sans mesures brutales de toutes sortes. Non seulement les capitalistes des nations du Sud ne peuvent guère accepter de voir leur situation concurrentielle encore dégradée par un accroissement des coûts de production sur des facteurs qui font leur force relative (usage sauvage des ressources naturelles, humaines comme physiques). Mais aussi, bien des capitalistes du Nord doivent faire opposition : tous ceux pour qui les coûts écologiques sont insupportables au moment où leurs débouchés sont saturés, voire en diminution, et où, donc, une augmentation des coûts les mènerait à la ruine. Quant aux peuples, ils ont toutes les raisons de s'opposer au surcroît de travail et à la baisse de leur niveau de vie que leur proposent les écologistes.

La conséquence du comportement de Sapeur Camember en matière écologique inhérent à tout capitalisme (rouge, rose, vert etc...) est en effet que les coûts de dépollution croissent avec toute croissance de l'accumulation. Ainsi, par exemple, le coût moyen d'élimination des déchets est passé de 10 dollars la tonne aux U.S.A. en 1976, à 100 dollars en 1986. Plus généralement, les mêmes U.S.A. ont dépensé 2% de leur PNB pour réduire la pollution en 1990 et on prévoit 3% dès l'an 2000 (31).

Les autorités s'inquiètent beaucoup de ces coûts croissants qui augmentent les prix et freinent la compétitivité des produits U.S. Des industriels ont ainsi calculé qu'il est possible de produire des voitures réduisant de 20% les émissions d'oxyde de carbone, à condition qu'elles soient vendues quelques 6 à 10.000 francs de plus. Et si le nombre de voiture augmente de 20%, ce qui est affaire d'à peine quelques années, on n'aura rien changé.

En Europe les plaintes se multiplient également. Par exemple le président du grand trust chimique BAYER a déclaré en 1990 : *"Les dépenses de protection de l'environnement ont atteint un ordre de grandeur critique ces deux dernières années"*, en constatant qu'elles étaient passées de 19% à 28% des investissements totaux du groupe. Selon lui aller plus loin entraînerait des *"dépenses*

*disproportionnées".*

Il existe donc des freins économiques sérieux au capitalisme vert. Résumons brièvement la situation au point où nous en sommes :

Certes il se développe sous la pression de différents facteurs favorables : la pression de l'opinion publique opposée à certaines conséquences du capitalisme, les intérêts de certaines firmes quand l'adoption de technologies "propres" fait baisser leurs coûts de production, les intérêts généraux du capitalisme qui sont de satisfaire à un minimum d'anti-pollution pour assurer les conditions de la production (et de la vie) à tous ses membres.

Mais ce développement se heurte à bien des inconvénients pour le capital : les coûts de la dépollution qui sont autant de "faux frais" supplémentaires pour nombre d'entreprises déjà en manque de profits et qui, si elles augmentaient les prix de leurs produits pour cause de normes écologiques verraient se réduire d'autant leurs débouchés. Par exemple, si on applique les normes de dépollution prévues en Europe pour 1993, l'automobiliste paiera son véhicule 7.000 francs plus cher : un frein sérieux à la vente des voitures, une marchandise réservée alors aux plus riches. Pour répondre aux normes de 1996 il faudra ajouter encore 1.000 francs de plus pour les véhicules à essence et 3.000 à 6.000 francs pour les diesel.

Finalement les prolétaires paieront le capitalisme écologique de leur exploitation renforcée :

- aggravation de la pression sur les salaires, les patrons devant tenter de récupérer la hausse des coûts entraînée par la dépollution,

- hausse des prix des biens de consommation,

- augmentation du travail contraint. Chez Peugeot, par exemple, selon le journal Usine Nouvelle du 02.04.92, la moitié des 1200 salariés du département moteur travaillent sur l'antipollution.

Il n'y a dans tout ça qu'une "solution" classique pour un

capitalisme en crise devant restaurer le processus de valorisation du capital.

Oui, vraiment, au fond il s'agit là du mouvement qui est depuis longtemps celui du capitalisme lui même. Premièrement sa tendance fondamentale est de diminuer sans cesse le temps de travail nécessaire à l'ouvrier pour produire une marchandise (par augmentation de l'intensité et de la productivité du travail). Chaque capitaliste opère ainsi de son point de vue étroit, isolé et aveugle d'entreprise particulière, sans souci des conséquences générales des actes de tous, qu'il ignore d'ailleurs a priori. Par là même il scie la branche sur laquelle il est assis puisque la diminution de la quantité de travail vivant consommée entraîne à terme celle de la plus-value (et du profit) et affaiblit le mouvement de valorisation du capital.

Deuxièmement il développe simultanément des contretendances dont une est que la croissance de la production génère de nouveaux besoins . C'est à dire qu'il crée sans cesse de nouvelles sphères de valorisation du capital, de nouvelles opportunités pour augmenter la consommation de travail humain et son absorption dans le capital mort. L'écologie entre pour lui dans cette contretendance : pour répondre au besoin d'air pur, d'eau potable, de nature propre etc...le capitalisme ne sait répondre que par de nouvelles productions, une augmentation du travail et de la peine des hommes.

Ces deux tendances existent toujours dans le mode de production capitaliste. Et la théorie comme l'expérience historique montrent assez que la première est dominante en longue période.

On peut s'interroger pour savoir si une forte poussée de capitalisme vert serait un facteur déterminant pour sortir de la crise actuelle par destruction de capitaux rendus écologiquement obsolètes et développement de nouvelles sphères de valorisation sur un marché ainsi apuré. C'est peu probable pacifiquement. Il faudra une force coercitive énorme pour faire accepter toutes les fermetures d'entreprises que des normes écologiques strictes entraîneraient, ainsi que les hausses de prix . Dans certaines limites étroites les "écos-industries" pourront plutôt constituer un facteur de croissance au sein de la déprime générale, au moins pour les pays du "Nord".

D'ailleurs les mages des temps modernes, les économistes, n'en savent rien (33). Et à vrai dire ce n'est pas là pour notre affaire une question intéressante. Car même si les "éco-industries" se développaient jusqu'au point de permettre une reprise de l'accumulation et de la croissance, ce ne serait pas une solution efficace et radicale aux problèmes écologiques. En effet tout ce qui augmente la croissance capitaliste accroît, malgré tout, les pollutions et le pillage des ressources qui sont l'expression nécessaire de ses rapports sociaux. Toutes les statistiques prouvent cette corrélation. Et surtout, une nouvelle reprise par le biais du capitalisme vert augmenterait nécessairement la concentration monopolistique, s'agissant de mettre en jeu des investissements toujours plus importants et des technologies toujours plus sophistiquées (34). Et le monopole, c'est la séparation maximum des hommes d'avec leurs conditions d'existence.

En réalité la solution du capitalisme vert accroîterait partout la séparation pôle capitaliste-pôle prolétaire, et, en correspondance, l'opposition individu-société (comme le montre par exemple le fait qu'une autorité mondiale, évidemment "pour le bien de tous", serait alors nécessaire). L'aggravation de ces oppositions ne serait au fond que celle de la perte de maîtrise des producteurs sur leurs conditions de travail et de vie. Et, nous l'avons vu, cette perte est exactement à l'origine de la séparation hommes-nature, base des problèmes écologiques, qui seraient donc, du même coup, aggravés.

Bien évidemment les écologistes les plus radicaux sont plus ou moins conscients des problèmes posés par l'aggravation des séparations exposée ci-dessus. Ils jurent leurs grands dieux qu'ils les réduiront par des mesures politiques une fois au pouvoir, comme tout bons réformistes qui croient pouvoir avoir le capitalisme, et donc les rapports sociaux capitalistes, sans leurs conséquences. Nous y reviendrons.

Le comportement de Sapeur Camember du capitalisme est, ici encore, que la maladie et le remède s'y nourrissent et renforcent mutuellement. C'est produire la voiture et le pot catalytique et les hopitaux, les banlieues et les flics, l'électricité et Tchernobyl.

D'abord cette démarche est loin d'être efficace. Le plus souvent en la matière on règle un problème en en créant un autre. Par

exemple un directeur de Peugeot explique : "Sur un moteur diesel, si l'on diminue les niveaux d'oxyde d'azote, on risque d'augmenter l'émission des particules." (Usine Nouvelle, 02.04.92). Ou encore : "Plus un moteur est propre, plus il consomme et participe donc à l'effet de serre... D'autre part, si l'on veut réduire les hydrocarbures imbrûlés, on risque d'augmenter les nuisances sonores d'un véhicule diesel." Bref, "quand on touche un paramètre, on dégrade souvent les autres." *Encore l'effet Sapeur Camember !*

Le groupe SHELL quant à lui informe que la défense de l'environnement ne fait pas bon ménage avec les économies d'énergie : "Éliminer dans le gazole une tonne de soufre consomme 6,5 tonnes supplémentaires de pétrole. L'essence sans plomb est sensiblement plus énergivore que l'essence plombée. Quant aux doubles coques des pétroliers, protection contre les marées noires, elles alourdissent le poids des tankers, qui consomment donc plus." (32). Toujours l'effet Sapeur Camembert.

L'historien J. GIMPEL raconte qu'un insecticide efficace contre les sauterelles, la Dieldrine, a été interdit au nom de la préservation de l'environnement, et remplacé par le Fenitrothion jugé moins nocif à cet égard. Mais aussi à l'égard des sauterelles qui, depuis, pullulent à nouveau : les végétaux sont ravagés et la famine accrue. L'enfer de cette planète est aussi pavé des bonnes intentions des écologistes-Camember (48).

Ensuite, peu importe, si on se place d'un réel point de vue écologique, qu'il y ait avec cela croissance ou pas : laissons pour le moment les gestionnaires et les comptables s'occuper de cette question. Le plus urgent, la première chose à faire, est de rompre cette diabolique dialectique où toujours plus de maux produisent toujours plus de remèdes et réciproquement.

Une solution qui supprime ce couple infernal n'est pas dans plus ou moins de production en général, puisque là n'est pas l'origine du problème. Elle est dans l'établissement d'une maîtrise par tous des conditions de la production et de ses choix, des conditions de travail : seule une telle maîtrise de la vie peut permettre de réunir hommes et nature, individus et société.

C'est à la prise en compte ou pas de cette question première

qu'on pourra juger du sérieux du mouvement qui se dit écologiste, ou du moins d'une de ses composantes. Or, en mettant au centre de sa problématique "l'intérêt général", au nom de quoi finalement il justifie toute la réglementation qu'il propose, ce mouvement passe complètement à côté.



## CHAPITRE IV

### UN REFORMISME VERT

#### 4.1. DU ROSE AU VERT

Le constat des problèmes écologiques est une chose, et il fait l'objet de recherches et d'études par les classes dominantes elles-mêmes. L'analyse de leur origine, et donc des moyens de les régler, en est, nous l'avons vu, une autre toute différente.

Les puissances intellectuelles de la production et de la société, autrement dit les fonctionnaires du capitalisme, ont leurs idées sur la question. Pour eux la nature humaine et l'essence humaine générée par les rapports sociaux capitalistes sont une seule et même chose : des comportements individualistes, égoïstes, visant à maximiser ses gains. Ce qui est, soi-disant, excellent pour le dynamisme et la liberté, mais a l'inconvénient d'ignorer que la somme des actes individuels peut aboutir à des résultats qui nuisent aux intérêts généraux et donc, finalement, aux individus eux-mêmes. La très "libérale" revue DYNASTEUR exprime très bien ce point de vue dans son dossier sur l'écologie (28) : *"La décision rationnelle des individus et des entreprises (en vue de maximiser leurs profits immédiats sans souci d'écologie n.d.l.r.) a pu conduire à une irrationalité collective qu'il s'agit aujourd'hui de corriger pour le bien des individus et des entreprises."* Saluons au passage cette reconnaissance de l'irrationalité collective des rationalités individuelles (quel charabia !) pour ces tenants forcenés du "libéralisme" et du moins d'Etat, qui en appellent implicitement à une autorité coercitive agissant au nom et "pour le bien" de tous. C'est en appeler à la société, à l'Etat censé la représenter, contre les individus.

Il en résulte une solution, que nous avons exposée au chapitre précédent, de développer le capitalisme vert à travers toute une reconversion de l'appareil et des techniques de production que soutiendrait une réglementation et des amendes sur le mode "faire payer les pollueurs" (en fait les consommateurs finaux par hausse des prix).

Dans une période de crise, qui pose donc un problème de mutation au capitalisme (ce que les économistes "branchés" appellent un changement de régulation), apparaît toujours, nécessairement, un point de vue réformiste représentant les intérêts spécifiques des couches intermédiaires. Elles contestent la répartition des efforts et des sacrifices que réclame cette mutation et estiment qu'on ne va pas "assez loin" dans la correction des "excès" du capitalisme. C'est que, bien sûr, ces couches ont leur propre opinion de l'intérêt général : conserver les lois du marché et leurs rapports de séparation, qui fondent leur place dans le système, mais en limitant celles des conséquences qu'elles jugent trop favorables au seul pôle capitaliste dans la répartition des richesses et des pouvoirs, ainsi que des pollutions et dégradations. De par leur situation intermédiaire ces couches sont même particulièrement persuadées représenter l'équité, conçue par elles comme le "juste milieu". Le milieu est leur lieu, leur dieu, et MITTERAND, rang du milieu, leur président.

C'est pourquoi, d'ailleurs, il existera plus facilement un consensus entre les couches moyennes et supérieures sur les "grands" problèmes qui les touchent toutes (effet de serre, couche d'ozone, etc...) et qui semblent, de plus, réservés à la science, hors de portée des classes inférieures, que sur certains problèmes d'environnement locaux où les couches intermédiaires se heurteront au pouvoir en défendant des intérêts qui ne sont pas ceux de tous les groupes financiers (exemple : tel barrage, tel TGV, telle carrière ou décharge).

Ainsi à l'époque de l'accumulation (ou régulation, pour être à la mode) de type "fordiste" (production de masse-consommation de masse) fondée sur le compromis travail taylorisé-hausse de la consommation, on a vu les réformistes rester entièrement dans ce cadre en axant leurs revendications, du Front Populaire aux accords de Grenelle, sur une plus forte consommation, ne remettant jamais sérieusement en cause le travail aliénant de l'O.S. En 1981 encore ils promettaient, sur base de feu le Programme Commun, le capitalisme rose sur le même thème : grâce à l'intervention de l'Etat, rationalisateur, meilleur gestionnaire, providence des démunis (avant d'être en réalité pourvoyeur des portefeuilles socialistes), organisateur de la croissance et distributeur de ses bienfaits en "bon père de famille" (avant de créer 3 millions de chômeurs et le R.M.I.), l'intérêt de la collectivité serait assuré au delà des intérêts individuels, les excès du

capitalisme "sauvage" seraient supprimés.

Mais depuis les années 1970 ce mode d'accumulation fordiste est en crise (24) : il faut bien parler réforme. Et c'est possible sans danger (mythique) de subversion depuis l'écroulement des systèmes dits, faussement, communistes (2). Vraiment si le capitalisme est la seule solution, le moment est venu de lui donner un visage plus présentable (35).

Le mouvement écologique se place entièrement dans cette perspective de trouver un mode d'accumulation adapté à cette situation générale. Un de ses porte parole affirme ainsi que son but est de "*mettre des limites au jeu capitaliste*" en limitant la production, le commerce, la taille des entreprises, la publicité, la finance etc... (36). Un seul mot d'ordre : halte aux excès, au "trop" de ceci et de celà. Moins de croissance, moins de salaire, mais plus de propreté et plus de temps libre : le fordisme privilégiait la quantité, de travail et de marchandises, la nouvelle régulation verte privilégiera la qualité d'une vie plus austère, mais tellement plus saine !

C'est bien, en effet, ce genre de vieille soupe réformiste que nous présentent les Verts, au delà de toutes les nuances qui séparent les plus radicaux en parole des plus pragmatiques dans l'action, en revêtant les habits neufs de la nouvelle science écologique et de ses angoissants constats. Ces nouveaux représentants du juste milieu nous refont la sempiternelle promesse d'une société capitaliste, mais produisant des effets, qui sont tout son contraire, de solidarité, de justice, d'équilibre, par la seule volonté de nouveaux politiciens. Ce capitalisme aura, cette fois-ci, la qualité verte : autonomie, convivialité, croissance douce et propre, moins de salaire mais moins de travail et plus de temps pour "la vie".

Mais il se trouve que le capitalisme est régi par des lois qui ne dépendent de la volonté d'aucun individu, d'aucun groupe, d'aucune instance s'autoproclamant représentante de l'intérêt général. Pour supprimer ces lois, et leurs effets quant aux comportements humains, il faut supprimer les rapports sociaux qui les sous-tendent. Comme les réformistes rouges en 36 et 45, puis roses en 81, les verts, une fois au pouvoir, subiraient ces lois et se convertiraient vite aux "réalités". Tant qu'ils sont dans l'opposition, ils sont la mouche du coche qui pousse le capitalisme à accélérer son

propre mouvement d'économie de capital constant, de temps de travail, de salaire, et de mise en oeuvre de nouveaux secteurs ou valoriser le capital. Mouvement qui s'accompagne de l'accroissement de la séparation entre intérêts privés et collectifs et du rôle croissant que doit jouer l'Etat pour maintenir malgré tout, et par la coercition, un minimum de cohésion sociale (Etat bientôt coiffé par des instances européennes, puis mondiales, du même type bureaucratique). Au pouvoir ils deviendraient directement le cocher fouettant l'attelage sur la même route.

Aussi l'analyse de toutes les nuances du mouvement écologique n'a pas lieu d'être ici, étant seulement affaire de circonstance suivant l'influence réelle que prendra telle ou telle fraction de celui-ci. Nous n'en donnerons qu'une esquisse après avoir examiné ce point plus essentiel : qu'est-ce que l'intérêt général dont elles se réclament toutes ?

## **4.2. CRITIQUE DE L'INTERET GENERAL**

Que vaut cette séparation si communément admise entre intérêt général et intérêts privés ? Il ne vient jamais à l'esprit des réformistes d'en rechercher les fondements. Ils verraient alors qu'elle n'est qu'un reflet parmi d'autres des séparations qui fondent le capitalisme : la séparation des hommes entre eux dans la société marchande et celle, qui s'y superpose, des hommes d'avec les conditions de la production dans son prolongement capitaliste (8); lesquelles sont historiques, et donc provisoires.

L'égoïsme, la cupidité, l'aveuglement, fondent l'intérêt individuel de la société marchande parce que les hommes, séparés des autres, chacun dans son activité, y voient celle-ci aliénée puisqu'elle prend socialement la forme de travail abstrait (valeur d'échange). Ils ne sont en rapport concret les uns avec les autres que dans l'échange de cette chose, valeur d'échange, argent, dans laquelle se représente l'activité humaine, et donc, finalement, les hommes eux-mêmes.

La généralisation du concept d'intérêt à des groupes plus larges que l'individu reflète la situation de la société capitaliste. Par

exemple ce qu'on appelle l'intérêt de classe est l'intérêt d'un groupe particulier face à d'autres, c'est à dire qu'il se situe à l'intérieur des rapports capitalistes de classe et de leur reproduction. MARX l'a notamment montré à propos de la lutte ouvrière pour les salaires : elle se situe dans le cadre du rapport salarial qui exprime la séparation des ouvriers d'avec les moyens de production, et elle le perpétue, le reproduit.

Plus largement encore l'intérêt général, qui prend souvent la forme d'intérêt national, patriotique ("si je suis gras, tu auras des miettes" dit la bourgeoisie aux prolétaires) n'est que l'intérêt du capitalisme national en général, de la bourgeoisie nationale en général.

Le bourgeois a un intérêt privé, individuel. Mais il a aussi un intérêt général comme "citoyen". Car il lui faut trouver les conditions générales permettant l'exercice de son activité. L'intérêt général du bourgeois est d'abord que ses intérêts privés puissent se développer. Mais comme ils sont concurrentiels à ceux des autres, ce développement du privé trouve très vite ses limites, comme l'indique le fameux adage : la liberté de l'individu s'arrête là où commence celle des autres. C'est à dire très vite. En effet la frontière de la liberté privée est toute proche puisque les intérêts des uns et des autres sont opposés par essence dans le rapport social capitaliste fondé sur la séparation, qu'exprime la concurrence.

Ainsi l'intérêt privé doit sans cesse être bridé par l'intérêt général sous peine de disparaître. Par exemple il faut faire que l'activité de l'un n'empêche pas celle de l'autre en polluant. Il faut donc aussi imposer par la force, au nom du "bien commun", les normes écologiques, et le faire aussi pour égaliser les conditions de la concurrence. Il faut que le droit de propriété soit aussi combattu (par exemple le droit d'expropriation en matière d'urbanisme) etc...

On sait qu'au fur et à mesure que le capitalisme se développait l'Etat a dû assurer de plus en plus les conditions générales de la rentabilité du capital et de la cohésion sociale. Que ce soit en prenant en charge des secteurs de base aux investissements lourds (sidérurgie, chemins de fer, énergie etc...) assurant la bonne marche des industries avales, ou l'organisation de la circulation monétaire, ou encore l'enseignement, la santé, le logement et autres domaines

afin de fournir la main d'œuvre nécessaire. Avec la concentration en sociétés par actions et monopoles, le capitalisme tend de plus en plus à fonctionner comme "capital en général" dominant les capitalistes privés.

Dans cette société l'égoïsme des intérêts privés apparaît comme quasi naturel, instinctif, nécessaire. Les hommes se doivent, en effet, d'agir suivant ces intérêts égoïstes pour ne pas succomber puisque tous les rapports sociaux concrets y sont fondés sur leurs séparations, leurs oppositions, leurs luttes. Comme le disait MARX (dans la Sainte Famille), dans le capitalisme les hommes ne sont rattachés les uns aux autres que "par l'intérêt privé et la nécessité inconsciente de la nature." L'intérêt privé y est une aliénation portée par le fétichisme de l'argent : consacré à sa convoitise il ne recherche donc que cette chose qui nie la richesse qualitative des activités et des besoins des hommes qu'il prétend représenter. Dans la recherche du gain qu'est l'intérêt privé l'individu n'est lui même qu'argent.

Mais l'intérêt général impose à son tour ses exigences aux intérêts privés, car sans lui ils ne pourraient exister, puisqu'ils sont, par essence, totalement individuels, séparés, incohérents. Il leur faut donc se soumettre à un minimum de rationalité, laquelle, dans cette situation, ne peut être qu'extérieure à eux.

L'intérêt général s'est construit comme extension et organisation progressives des intérêts privés en corporations, classes, nations. Mais il ne peut nullement refléter, par un quelconque miracle, l'unité, la cohésion, d'intérêts privés par essence séparés, opposés. En même temps qu'il est leurs conditions d'existence, il s'oppose à eux, doit s'imposer comme puissance qui leur est étrangère, coercitive. Aliénation de l'homme l'intérêt privé doit à son tour s'aliéner dans l'intérêt général.

*"Les intérêts personnels finissent toujours par se transformer, en dépit des personnes, en intérêts de classe, en intérêts communs, qui, face aux personnes individuelles, deviennent autonomes, et, sous cet aspect autonome, prennent la forme d'intérêts généraux, puis, à ce titre, entrent en conflit avec les individus réels ..." (37).*

Ces oppositions se constatent tous les jours. Par exemple les bourgeois n'arrêtent pas de fustiger l'Etat et ses réglementations,

qui brident leur "esprit d'entreprise", et, au même moment d'en appeler à ce même Etat pour les protéger de la concurrence, imposer des normes écologiques, financer des équipements, régler les conflits sociaux etc... De même les écologistes en appellent à l'Etat pour régler des conflits d'intérêts entre groupes privés : ceux qui refusent le passage d'un TGV contre ceux qui le souhaitent, ceux qui veulent chasser contre ceux qui veulent l'intégral respect de la nature, ceux qui veulent "la Loire sauvage" contre agriculteurs et citadins de l'aval qui veulent des barrages etc...

Chaque groupe a ainsi sa notion de l'intérêt général et chacun finit dans sa conscience par en faire un intérêt idéal (38). Les hommes étant prédateurs par nature pour les écologistes, ils veulent et voudront imposer leur conception écologique idéale comme le Bien que ceux "qui savent" doivent obliger les ignorants que nous sommes à respecter.

Concluons sur ce point, qui n'est pas une digression négligeable puisque l'intérêt général (supposé fondé et déterminé par la science) est l'argument de base des écologistes.

Les séparations fondamentales du capitalisme engendrent les intérêts privés et ceux-ci, à leur tour, s'autonomisent en intérêt général toujours plus puissant et coercitif, opposé à eux. C'est le conflit permanent des intérêts privés entre eux, d'une part, et avec l'intérêt général d'autre part.

L'origine commune de ces divers niveaux d'intérêts opposés est dans la séparation des hommes entre eux et d'avec les conditions de la production, qui fondent à la fois les intérêts individuels égoïstes et aveugles comme aussi la nécessité de l'intérêt général pour assurer l'existence de ces intérêts privés, le minimum de cohésion nécessaire.

L'intérêt général se renforce et s'autonomise de plus en plus avec le développement du capitalisme et de ses séparations fondamentales. Il ne peut donc en aucun cas jouer le rôle d'unificateur qui lui est dévolu, sinon par la contrainte, puisqu'il s'oppose par nature aux intérêts individuels, comme puissance hostile qui ne nie pas leurs oppositions mais est chargé d'en combattre seulement les effets.

Si on appelle "société" (ou Etat) l'intérêt général, cela ne change rien à l'affaire. La séparation des hommes concrets d'avec cette société (cet Etat) est identique. Comme est tout aussi identique, quant aux causes fondamentales, leur séparation d'avec le reste de la nature. En effet la société n'est que l'ensemble des rapports sociaux que les hommes nouent entre eux dans leurs activités de production (et dans leurs activités sociales et politiques qui les organisent), donc dans leurs rapports à la nature. La séparation des hommes avec la société et avec la nature sont les deux faces d'une même médaille.

Les écologistes, comme tous les réformistes, pensent bien sûr que l'intérêt général peut fusionner avec l'intérêt privé par des moyens idéologiques comme l'éducation, le sens civique et "des responsabilités", la conscience que le bien commun est la plus haute expression du bien privé etc... Mais aucune idéologie ne peut unir ce qui est séparé concrètement, matériellement. Surtout pas une idéologie d'unité, de solidarité, de conscience civique, d'altruisme, qui est totalement contraire aux idées engendrées chaque jour et à toute heure par les rapports de séparation, d'opposition, de concurrence, réellement vécus. Autant faire appel à Dieu en lui demandant de réunir ce qu'il a séparé, l'Homme et l'Eden, ce monde mythique où il était uni à la nature, faute de l'être dans le monde réel.

*"Les communistes n'en appellent pas à l'égoïsme contre l'altruisme, ni à l'altruisme contre l'égoïsme... Seuls à prendre le temps de s'occuper de l'histoire, les théoriciens communistes sont aussi les seuls à avoir découvert dans toute l'histoire la création de "l'intérêt général" par des individus classés comme hommes privés. Ils savent que cette antinomie n'est qu'apparente, l'un des deux côtés, le prétendu "intérêt général", étant constamment produit par l'autre, l'intérêt privé..." (39).*

C'est pourquoi d'ailleurs ils ne comptent pas sur le "triomphe" du prolétariat, mais sur son abolition, celui-ci devant seulement amener celle-là, mais ceci est une autre histoire.

Au contraire les écologistes fondent leur programme et leurs actions sur l'idéal de l'intérêt général, qui, chez eux, se couvre volontiers du masque de la science, représentante moderne du "Bien". Leur raisonnement est en effet en général de ce type : c'est



la science qui peut seule déterminer quels éléments de la biosphère doivent être protégés et par quelles méthodes. "Nous devons notre connaissance de l'environnement et de ses dégradations aux scientifiques. eux seuls sont capables de nous proposer des solutions pour mettre un terme à ces dégradations et pour améliorer la situation, dans la mesure du possible."....Les sciences sociales "permettent d'intégrer ces propositions dans la société - économie, sociologie, droit" (40).

On ne saurait mieux affirmer l'enrôlement des scientifiques du côté du pouvoir coercitif capitaliste et leur prétention à succéder à la morale des curés pour dicter aux hommes leurs comportements. Cette prétention scientifique est aussi absurde que dangeureuse. La science ne peut rien, seuls les hommes agissent, éventuellement et si possible en connaissance de cause. Mais lorsque la science est coupée des hommes agissant, accaparée par une petite minorité, du côté du pouvoir, non seulement elle est fort borgne, car mal reliée aux racines de la connaissance, mais aussi fort impuissante, car étrangère à la masse de ceux qui agissent.

En assimilant l'intérêt général à cette science là, les écologistes ne font que s'intégrer pleinement dans le mouvement du capitalisme où s'aliènent les individus. Ils ne solutionnent nullement de la sorte la séparation hommes/nature, mais au contraire la renforcent malgré eux. En effet, et le chapitre V montrera, la rationalité qu'on prétend imposer ainsi par l'intérêt général, face à l'irrationalité des comportements privés, n'est, en tant qu'extension et généralisation de la loi de la valeur à de nouveaux produits (air, eau, nature...), qu'irrationalité aggravée.

Mais avant d'aborder ce dernier point, faisons une parenthèse pour justifier que le mouvement écologique est bien uni en ceci : toutes ses multiples nuances partagent l'acceptation de cette loi de la valeur (avec ses conséquences: salariat, prix, profit, concurrence etc...) comme loi économique immuable.

#### **4.3. ECOLOGIE DE DROITE A GAUCHE**

Les écologistes aiment à répéter qu'ils n'ont rien à voir avec

les partis traditionnels, dont ils se distingueraient, notamment, sur un point essentiel à leurs yeux : l'anti-productivisme, lequel serait ni de droite, ni de gauche.

Ce point de vue est typique des couches intermédiaires qui, nous l'avons dit, croient toujours que le milieu est ailleurs alors qu'il n'est, en politique tout du moins, que le satellite du pôle dominant, le plus attractif.

Non seulement le "productivisme" n'est pas à la racine des problèmes écologiques, mais encore "l'anti-productivisme" est une formule creuse (cf. chapitre II-2). De quoi pourrait-il donc s'agir ? De retourner à l'artisanat ? De produire plus "modérément", en préservant la nature ? Pas n'importe quoi, mais en fonction de "l'utilité sociale" ? Mais qui définira le modérément (quand beaucoup manquent encore de tant), la nature, les besoins et "l'utilité sociale" ?

Dans une société divisée en classes, division qui exprime justement que la masse des individus ne sont pas maîtres de leurs conditions de travail et sont donc séparés de la nature, on sait parfaitement que ces définitions, ces choix, relèveront des puissances du pôle capitaliste, intellectuels, scientifiques, politiciens, managers, qui en ont la maîtrise, laquelle est la vraie propriété. Et ceux-là ne décident d'ailleurs pas grand-chose puisqu'ils ont pour fonction de suivre les instructions des fétiches, les prix, l'intérêt, le profit etc... dont les mouvements et rapports guident leur conduite aussi sûrement que la carotte et les coups de baton font avancer l'âne.

La position "ni droite - ni gauche", ni communiste ni capitaliste, cache une vérité toute différente. Toutes les classes sociales ont un point de vue sur l'écologie, c'est à dire sur les rapports hommes/nature. Toutes peuvent dire que les désastres écologiques sont liés à l'activité des hommes. Mais toutes ne connaissent pas cette activité de la même façon, ne la pratiquent pas de la même façon, quant à sa maîtrise notamment, suivant qu'ils rament au fond des soutes ou qu'ils dirigent la marche du navire. Toutes veulent renouer l'unité entre l'homme et la planète, mais divergent sur l'idée qu'ils en ont, sur ce qui la détruit comme sur ce que devraient être des hommes et une planète.

Par exemple à l'aile la plus radicale du mouvement écologiste

on reconnaîtra que cette unité passe par une modification des rapports sociaux, dans les métropoles impérialistes comme entre le "Nord" et le "Sud", et on y critiquera la réduction de l'écologie à un naturalisme. Malheureusement cette reconnaissance ne va pas au delà de quelques vœux pieux et ne fait pas l'objet de propositions concrètes dans les programmes électoraux.

A l'extrême droite pourront fleurir les conceptions naturalistes les plus archaïques et rétrogrades, que le fascisme avait remises à l'honneur, assimilant l'homme à un animal mu par la loi de la jungle et renouant plus ou moins avec les mythes païens de liaisons religieuses avec les forces obscures de la nature, les mythes du sang et de la race. "*La terre ne ment pas*" disait Pétain pronant les vertus de la nature face au "Mal" de la civilisation symbolisé par la Ville corrompue. Sur ce thème il pouvait essayer de ratisser large, puisqu'effectivement l'époque, en réaction contre la misère urbaine, avait vu se développer toutes sortes de mouvements de régénérescence de l'homme par le retour à la nature (que les congés payés de 36 rendaient possible) : Scoutisme, Auberges de jeunesse, Club Alpin etc...

Mais, en dehors de sa frange d'extrême-droite, la grande masse des écologistes se caractérise, comme nous l'avons dit, par la conception réformiste propre aux couches moyennes qui veut le capitalisme sans ses "excès". Ce qui les unit profondément c'est leur conception de l'intérêt général basée sur la science comme fondement de la rationalité. Les "productivistes" ont limité la science à des applications techniques au service d'une production débridée, les écologistes modéreront ces ardeurs en se fondant sur "toute" la science, y compris celle des éco-systèmes et autres biosphères, y compris le calcul économique "complet" qui ne s'attache pas qu'aux intérêts particuliers mais prend en compte les "coûts sociaux", le long terme : la pollution sera payante (ou la dépollution), les ressources rendues plus chères pour être économisées.

Nous critiquerons ce type de position économiste dans le chapitre suivant. Mais on peut déjà ici poser quelques observations de principe.

D'abord quant à l'illusion de croire que la voiture électrique, la lessive "propre", l'énergie solaire ou éolienne, bref que des mesures

techniques résoudre les problèmes écologiques. Puisque les progrès techniques seraient la cause (productivisme), ils pourraient, nous dit-on, être aussi le remède. Mais il ne s'agit pas de problèmes techniques ou scientifiques. Pas plus que les problèmes des banlieues ne relèvent, au premier chef, du bon fonctionnement des ascenseurs ou d'une autre architecture.

On peut bien produire "vert", cela ne changera rien aux comportements des acteurs si c'est toujours la dynamique séparative des rapports capitalistes qui dicte leurs comportements, engendrant inéluctablement le "produire pour produire", l'aveuglement, le conflit, la misère qui sont à l'origine des plus profonds désastres écologiques que sont le gaspillage des ressources, la ruine des sols, les épidémies et les famines, les mégapoles et les déserts, les zones tiers-mondisées décharges et arrière-cours de toutes les Californie.

La science n'est rien : ce sont les hommes qui agissent. Ce n'est pas l'invention du moteur à explosion qui a été néfaste, mais le fait que chacun ait été mis en situation d'avoir à utiliser une voiture dans un système d'organisation de l'espace spécifiquement engendré par la division du travail.

Par ailleurs qui déciderait de cette nouvelle rationalité, des règlements, des prix, de la démographie, des besoins à ne pas satisfaire ? Dans une société capitaliste ce ne pourrait être, nous l'avons dit, que ceux qui sont du côté du pôle capitaliste, qui savent et qui ont la réalité du pouvoir.

Pendant que la masse de la petite bourgeoisie écologiste se mobilise pour la préservation de l'ours des Pyrénées, de tel marais ou autre "éco-système", contre telle décharge, telle carrière, tel TGV, tel projet d'urbanisme, quitte à refiler le problème aux voisins, les scientifiques ou supposés tels prennent en charge les "grands" problèmes planétaires, couche d'ozone, effet de serre, avenir énergétique etc... Et discutent avec ces autres scientifiques, messieurs les économistes, pour décider quelle rationalité est écologiquement et économiquement souhaitable.

Nous l'avons vu, le capitalisme vert est tout à fait possible. L'écologie est un problème planétaire correspondant au développement planétaire du capitalisme. Une gestion planétaire de

l'écologie (comme d'autres problèmes économiques, politiques etc...) est une nécessité. Mais sous l'égide actuelle des fonctionnaires scientifiques et politiques du capital elle aboutirait à leur permettre, par le biais des règlements écologiques, de renforcer leur domination vers le "nouvel ordre mondial".

Les scientifiques sont tout à fait disposés à apporter leurs compétences à cette entreprise : cela fait longtemps qu'ils sont du côté du pôle capitaliste. Ils le feront bien sûr en toute "indépendance", fustigeant avec à propos les résistances de leurs collègues économistes. Mais ils sont bien persuadés que la connaissance de la biosphère ou de "Gaïa" leur permettra d'indiquer les choix optimaux, comme l'utilisation de telle énergie et les méthodes pour l'économiser, ou le calcul du taux acceptable pour tel gaz, ou d'assurer que les télécommunications de l'avenir pourront permettre de remplacer les trop nombreux transports de personnes etc...

Mais non seulement la science écologique est encore très balbutiante (on ne connaît semble-t-il pas grand chose encore des cycles des éléments essentiels comme le carbone, l'azote, l'hydrogène, l'oxygène etc...), mais surtout il n'y a rien de pire que la prétention des scientifiques à construire le meilleur des mondes, à décider des comportements des hommes.

L'idée qui est sous-jacente au développement actuel de l'écologisme est celle d'une sorte d'instance mondiale de "sages" qui serait chargée de l'ordre écologique. On sait ce qu'une telle instance, l'ONU, a fait, de ce point de vue, en Irak, pour ne citer que cet exemple : un désastre écologique et humain.

Ce pas en avant vers plus de totalitarisme est le mouvement même du capitalisme, et les réformistes écologistes ne le contestent pas puisqu'ils ne contestent pas les rapports sociaux sur lequel il est fondé. Leur seule revendication en ce domaine est qu'ils en soient les maîtres d'oeuvre, eux les gens éclairés, les sages représentants du juste milieu qui n'est pas partisan puisque ni à droite, ni à gauche. L'histoire montre surabondamment que l'autoritarisme n'a jamais fait peur à quelques réformistes que ce soient.

A titre d'anecdote illustrant ce processus capitalo-écologique, on peut citer le dernier rapport prospectif du groupe pétrolier SHELL

(32) qui prévoit deux scénarii. L'un, catastrophe, dit du "chacun pour soi, Dieu pour tous". L'autre baptisé "Sustainable World" prône "un ordre économique et énergétique mondial donnant une priorité à la solution des problèmes planétaires d'environnement". Voilà pour la position des grands trusts sensés vivre du pétrole : très écolo !

Le mot "sustainable" (supportable, durable) fait d'ailleurs florès depuis que le Rapport pour l'ONU du premier ministre norvégien BRUNDTLAND, en 1987, a proposé l'objectif d'un "sustainable development", traduisant bien la nécessité, pour les puissances de ce monde, d'avoir à organiser un développement qui prenne plus sérieusement en compte les questions écologiques.

Préparant à Vienne le "Sommet de la Terre" qui se tiendra en Juin 1992 à Rio, 250 scientifiques se sont mis d'accord pour mobiliser tout ce petit monde des experts afin de proposer des solutions aux pouvoirs économiques et politiques en vue de construire un monde ainsi ordonné (41). C'est bien la science enrôlée toujours davantage au service du capital par ses détenteurs stipendiés. Eternelle histoire du pyromane qui se prétend pompier !

Ce qui vient d'être esquissé là sur le plan politique va trouver ses fondements dans le chapitre suivant. L'analyse critique de la rationalité que les écologistes veulent mettre en place, par les prix, montrera que, par cette voie, on ne peut au contraire qu'aggraver la coupure hommes/nature.

## CHAPITRE V

### LA SOLUTION AGGRAVE LE PROBLEME

Vouloir réorganiser et réorienter la production en intégrant un coût pour la pollution dans la formation des prix, de telle sorte qu'il serait plus avantageux de "produire propre", tel est, en fin de compte, le noyau essentiel des propositions des Verts. Toutes les questions semblent se résumer pour eux à celle-ci : donner le "juste prix" des atteintes à l'environnement afin d'intégrer ce coût aux autres coûts de production dans le calcul économique.

Il semble que cette méthode paraisse convaincante et rationnelle à beaucoup. Mais, il va falloir pourtant s'en convaincre, la seule logique, la seule rationalité, que les prix peuvent exprimer est, en ce qui concerne l'écologie, celle d'une séparation croissante des hommes et de la nature. Les prix renforcent même cette séparation, tant il est vrai qu'ils ne sont qu'une représentation aliénée et fétichiste des activités humaines, une pure négation de leurs rapports concrets avec la nature. En user accroît la force de cette représentation, ce qui, en retour, accroît cette séparation qui en est l'origine. Expliquons-nous.

On sait bien, depuis K.MARX, que la forme prix n'est qu'une manifestation, déformée par le taux de profit moyen, de la forme valeur d'échange(8). Elle est donc l'expression même de la séparation des producteurs dans les rapports marchands, comme de leur non maîtrise de leurs conditions de travail dans les rapports spécifiquement capitalistes.

La valeur est, en effet, la représentation de l'activité humaine concrète sous la forme de quantité de travail abstrait. Dans la valeur l'activité concrète, ce lien des hommes à la nature, s'aliène, est perdue.

A cette aliénation de l'activité concrète dans la valeur d'échange correspond exactement le désintérêt du producteur pour un travail, une activité, qui n'est reconnue que sous la forme, étrange

et étrangère, de quantité, quantité de travail général, indifférencié, même pas "sa" quantité de travail, dans laquelle son activité concrète, qualitative, réelle, est niée, disparaît. Aliénation et desintérêt sont encore plus forts avec la forme prix, puisqu'alors même la quantité de travail, ce qui reste encore de lien avec le travail dans la forme valeur, s'efface derrière la médiation du taux de profit moyen qui détermine les prix dans la conscience des producteurs marchands en général, et des économistes en particulier. En effet les prix n'apparaissent, à la superficie des phénomènes seule perçue par eux, que comme une somme de coûts (c'est à dire de prix !) auxquels s'ajoute ce profit moyen "du" à tout entrepreneur comme prix de son investissement.

De même le produit du travail du producteur salarié, non seulement ne lui appartient pas, est dès l'origine aliéné au propriétaire des moyens de production, mais de plus n'exprime pas l'activité de l'individu, sa subjectivité, n'étant aussi que marchandise indifférenciée, quantité de travail général, argent.

Dire que toutes les qualités de l'individu sont aliénées et disparaissent dans l'argent n'est pas un vain mot à une époque où non seulement les oeuvres d'art mais même les organes du corps humain, le sang, les enfants, font l'objet d'un trafic marchand à grande échelle. Autre exemple, aux U.S.A., toujours en avance, trois groupes privés, TWR, EQUIPAX, TRANSUNION, enregistrent sur ordinateur des millions d'échanges téléphoniques, d'achats par cartes de crédit, et toutes sortes de faits et gestes des individus. Ensuite ces données, traduites en habitudes alimentaires, goûts vestimentaires, vie sexuelle etc... sont vendues à des firmes commerciales (42). La transformation en argent des qualités humaines, même les plus intimes, personnelles, n'a aucune limite. Et ce sont finalement les individus eux-mêmes qui sont ainsi transformés, chosifiés en argent.

Cette aliénation de l'activité humaine dans un travail et un produit qui lui sont étrangers est un trait spécifique du capitalisme dont ne tiennent aucun compte les scientifiques experts es-écologie. Pourtant c'est bien ce qui fonde et explique l'indifférence, l'opposition de l'individu à l'égard des autres individus, puisqu'il en est séparé et ne les connaît que dans la concurrence (sauf à s'unir dans son dépassement par la lutte de classe), qu'elle ne s'impose à lui que comme puissance étrangère dans cette concurrence. Elle fonde



aussi du même coup son indifférence et son hostilité à l'égard de la nature puisque son activité concrète, le lien entre lui et la nature au sein de la communauté des hommes, est niée par celle-ci, n'existe pas socialement.

Cette hostilité atteint son paroxysme dans le capitalisme moderne qui voit le producteur dépouillé de toute maîtrise, non seulement sur le produit de son activité, mais aussi sur ses conditions, qui ont été concentrées en face de lui dans le pôle capitaliste des machines automatiques et des puissances intellectuelles, qui ont absorbées ses dernières qualités concrètes jusque-là encore peu ou prou reconnues : son savoir-faire, son "métier", son habileté. Ce processus achève de produire l'individu coupé des autres, égoïste, irresponsable et hostile, désapproprié de la médiation fondamentale qui l'unit à la communauté et à la nature. Celle-ci ne peut effectivement que lui apparaître que comme une source de pillages, d'abord par et pour le capital, son maître, qui en donne l'exemple, ensuite éventuellement pour lui même s'il peut y avoir accès. Dans les villes la pollution des "tags" exprime bien ce dégoût, cette envie de détruire, à l'égard de l'environnement, en même temps que le désir profond de créer, à sa façon, avec les moyens du bord, bref d'exister.

L'origine profonde des problèmes écologiques n'existe pas ailleurs que dans ces rapports sociaux de séparation entre les hommes et avec leurs conditions de travail. Ils déterminent que les uns ne peuvent agir que comme fonctionnaires gérant l'accumulation du capital, et les autres dans l'hostilité à l'égard de leur activité et du monde environnant. Dans tous les cas le rapport à la nature est extériorisé et aliéné dans les représentations fausses de l'activité des hommes.

Il en résulte que vouloir fonder sur les prix, sur la valeur d'échange qui les sous-tend, des comportements rationnels et responsables, réunifiant les hommes avec la nature, est une tâche aussi insurmontable que de vouloir qu'un capitaliste ne fasse pas de profit ou qu'un opprimé ne cherche pas un moyen de se révolter.

On ne peut pas, en effet, user de ce qui exprime la séparation et l'aveuglement pour réunir et éclairer. C'est tellement vrai qu'en réalité l'écologie doit essayer de s'imposer à travers des règlements et des normes coercitives, supposés représenter l'intérêt général

face à l'irrationalité des comportements privés.

La seule rationalité qu'impose l'usage de la valeur d'échange pour représenter l'activité des hommes est qu'il faut qu'ils agissent afin qu'elle s'accroisse perpétuellement, sinon elle meurt, et l'activité avec. Car elle n'existe que comme valeur se valorisant. C'est pourquoi il est tout à fait impossible de réduire l'accroissement de la production de plus en plus de marchandises dans un système fondé sur la valeur. Ou la valeur s'accroît, et il vit, les hommes y sont actifs, ou il y a crise, et il dépérit, les hommes y chôment.

Puisque l'activité des hommes n'existe, dans le monde capitaliste, qu'à travers la valeur, c'est la "rationalité" de celle-ci, autrement dit la logique de la valorisation que nous venons d'évoquer, qui apporte la réponse aux questions que se posent les écologistes les plus conséquents : pourquoi les investissements, donc le travail humain, se dirigent-ils vers telle production plutôt que vers telle autre qui serait moins nuisante ? Comment devrait-on en décider afin que soient pris en compte des critères comme l'environnement, l'économie de ressources non renouvelables etc... Voilà, par exemple, comment s'interroge l'écologiste américain COMONER à ce propos (43) :

*"Pour décider, d'une façon rationnelle, de l'opportunité de remplacer le coton par le nylon, nous devrions comparer ces deux matières premières en tenant compte des points suivants : importance des apports énergétiques nécessaires à la production, effets sur l'environnement des résidus de la production, tels que pesticides, engrais et émissions d'éléments polluants par les usines productrices; durée d'usage du produit et effet sur l'environnement des opérations nécessaires à son entretien (c'est à dire blanchissage, repassage). Cet ensemble de données devrait permettre de concevoir une méthode d'utilisation rationnelle de l'un et l'autre de ces deux produits concurrents. Par exemple, si l'analyse démontrait que la valeur sociale du coton est généralement supérieure à celle du nylon, sauf en ce qui concerne le repassage que n'exige pas ce dernier produit, il pourrait s'avérer utile de chercher à obtenir des tissus de coton infroissables, ou encore d'encourager des modes vestimentaires qui n'exigeraient pas le repassage des tissus. Mais ce qui importe avant tout, c'est de faire ressortir clairement quels peuvent être les avantages et inconvénients de chacun des deux produits, afin de parvenir à un choix rationnel du point de vue de la société." (L'Encerclement, 1972)*

Admettons qu'il soit intéressant de poursuivre l'objectif d'agir en fonction "d'un choix rationnel du point de vue de la société" (en fait il ne peut s'agir alors, tant que subsistent les rapports capitalistes, que de la rationalité propre à la loi de la valeur sous couvert de l'intérêt général, comme nous l'avons vu). La question à laquelle ne répond pas COMONER est pourquoi cela ne se passe justement pas ainsi ? Pourquoi la comparaison n'est-elle pas posée en fonctions des critères qu'il avance et qui paraissent de stricte sagesse économique ?

Et bien d'abord parce que notre écologiste oublie un objectif essentiel de la production capitaliste : la dépense en temps de travail. C'est en fonction des économies de temps de travail réalisables à travers la production de nylon que celui-ci l'a emporté sur le coton. C'est la production de plus value qui s'impose.

Rappelons que réduire le temps nécessaire à la production d'une marchandise permet d'en abaisser la valeur individuelle et de faire plus de profit que ses concurrents. De plus une telle réduction permet d'abaisser aussi la valeur des salaires et, si elle touche le secteur des machines, le coût de celles-ci : au total c'est le capital nécessaire pour produire qui est ainsi abaissé, et, de cette façon, la plus-value (sur-travail) augmente, l'accumulation est plus forte (il s'agit là d'une contre-tendance à la baisse du taux de profit, si bien exposée par MARX).

Peu importe ce qui est produit, peu importe comment, sinon que le maximum de plus-value, de (sur)travail, soit possible et absorbée dans le capital.

Paradoxalement le capitalisme ne s'intéresse pas aux richesses. La valeur d'échange, son seul instrument d'évaluation, ne mesure pas, en effet, la quantité de richesses produites, ni encore moins leurs qualités quant à la réponse qu'elles fournissent aux besoins humains. Elle mesure seulement la quantité de travail social mise en oeuvre dans le processus de production. Que tant d'ouvriers produisent en 8 heures 1000 voitures ou 2000, c'est, pour le capital, la même valeur globale produite et non pas deux fois plus de richesses. Que ces voitures gaspillent du pétrole, polluent l'atmosphère, tuent, peu lui importe, tant du moins que ces nuisances ne viennent pas jusqu'à menacer cette production par les oppositions

qu'elle finit par soulever.

La production n'est gérée, sous le capitalisme, que par le critère de la valeur d'échange. Et celui-ci, purement quantitatif, abstrait, ne tient et ne peut tenir aucun compte de la qualité, de la vie. Il ne peut permettre de répondre aux besoins humains que si il peut les aliéner en leur donnant la forme marchandise-valeur, argent, et qu'ainsi ils ne soient plus que le support à la production de plus-value. Nous avons vu, par exemple, que le capitalisme a créé dans son développement des pollutions qui ont engendré des besoins d'eau, d'air, de nature, de telle sorte que voilà de nouveaux supports pour mettre en oeuvre de nouveaux processus d'absorption de travail humain, d'accumulation. Ce ne sont pas l'air, l'eau, la nature qui intéressent le capital, mais le fait qu'il puisse en faire le support de la production de nouvelles valeurs d'échange.

Toute cette logique resterait vraie même si on raisonnait, comme le souhaite COMONER *"du point de vue de la société"*. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents l'intérêt général du capitalisme peut très bien l'amener à un capitalisme vert, à, une organisation plus planétaire et centralisée de la production des valeurs d'échange. Ainsi en incluant les coûts de pollution, comme le propose COMONER, et sans même oublier de salarier le travail de lavage et de repassage de la ménagère, on arriverait peut-être à la conclusion que le coton est préférable au nylon. Mais ce serait toujours du point de vue de la production de plus-value, d'économie de travail humain, que se compareraient les avantages et inconvénients. Et de ce point de vue, que le calcul soit fait par chaque capitaliste particulier ou par le capitalisme en général, cela ne change rien à l'affaire : c'est un mode d'existence de l'activité des hommes qui les coupent irrémédiablement de leur communauté et de la nature. C'est exactement ce qui s'est passé dans les pays soi-disant communistes de l'Est : une rationalité organisée au niveau de la société sur la base de la loi de la valeur, qui y perdurait bel et bien, a conduit aux dégâts écologiques que l'on sait.

Une écologie fondée sur la valeur, sur les prix, ne peut que transformer la nature en son contraire, l'argent, ne peut qu'en faire pour les hommes ce qu'une prostituée est à l'amour. Donc une nature ici entretenue, fardée, maquillée, pour être "belle" au riche bourgeois, ailleurs délabrée, hideuse pour les pauvres, partout méprisée. Parcs

"naturels", disneylands, Cotes d'Azur, banlieues, décharges, campings entassés, la nature-putain a partout ces deux visages.

Un autre aspect de la question à quoi COMONER et les autres écologistes ne réfléchissent pas une minute, c'est ce que peut bien nous indiquer le chiffrage en temps de travail sur les qualités de la nature ?

*"Pour rendre perceptible le gâchis des richesses naturelles, KOMAROV estime ce qui est sacrifié par rapport à la valeur de marchandises. La valeur des eaux du lac Baïkal, 8% des réserves d'eau douce du monde entier, peut être estimée au prix de l'eau potable à cinq fois le P.N.B. annuel soviétique. Dans l'Oural, un hectare de forêt produit une quantité d'oxygène 45,2 fois supérieure à celle que l'on pourrait acheter avec le prix de son bois.*

*Que signifient ces comparaisons ? Faudrait-il s'empêcher d'abattre un arbre tant que le rapport du prix de l'oxygène et du bois ne le justifiera pas ? Le lac Baïkal, s'il faut estimer sa valeur, verra-t-il la sienne réduite au prix de son eau ? Il recèle une faune et un équilibre écologique uniques issus de l'évolution ancienne et autonome d'un grand milieu d'eau douce." (43)*

D'autres encore estiment intelligent de chiffrer le coût de la catastrophe de Tchernobyl. On nous livre alors avec sérieux ce genre de réflexion :

*"La catastrophe de Tchernobyl pourrait coûter 170 à 215 milliards de roubles (1600 à 2000 milliards de francs au cours officiel) d'ici l'an 2000 à l'Union Soviétique.... C'est un rapport réalisé en URSS sur l'initiative d'une association de défense des victimes... qui avance ces chiffres en additionnant l'ensemble des coûts directs et indirects (décontamination, soins médicaux, mais aussi production d'électricité perdue... terres agricoles inutilisables etc.) (44)*

Ce chiffrage de la mutilation horrible de milliers de vies humaines peut certes être jugé particulièrement cynique. Tout comme celui, qui revient périodiquement, des accidents de la route, et qui donne périodiquement lieu à ce genre de commentaire : " Chaque année, 55.000 personnes sont tuées, 1,7 millions sont blessées et 150.000 sont handicapées à vie dans les accidents de la route en Europe, ce qui représente un coût financier de l'ordre de 50 milliards

*d'écus, sans compter le coût humain de cette tragédie permanente."*

Mais c'est au fond ce que fait chaque jour le capitalisme, puisqu'il ne considère jamais les hommes que sous l'angle d'une quantité de travail abstrait, d'un salaire, d'une marchandise qu'on prend ou qu'on jette. Tchernobyl, Hiroshima, la couche d'ozone, l'effet de serre, les pollutions, qui ne voit combien il est absurde de prétendre rendre compte de tout cela par la valeur, par des quantités, par de l'argent.

Tout prix n'est qu'un nombre, une mesure de quantité censée caractériser des phénomènes qualitatifs puisque relatifs à la vie. Par les prix on ne peut avoir qu'une vision abstraite, unidimensionnelle, alors que tout, dans la nature, n'est que concret, variété, différence. Substituer ce nombre, cette mesure, à la vie, des individus comme de toute la nature, et prendre ce nombre pour la vérité, la réalité, le déterminant des comportements humains, telle est, à vrai dire, la tare fondamentale du capitalisme que perpétuent les écologistes quand ils posent problèmes et solutions en terme de prix.

De même que l'usage du nombre, la valeur, comme la seule médiation pour socialiser, prendre en compte, le travail des individus, expression de leur être, est déqualification, déni de ce travail, de même cet usage pour caractériser et solutionner les problèmes écologiques est nier ce qu'ils sont, ce qu'est la nature. Tout au plus, comme il a été dit, la valeur peut indiquer le plus ou le moins de temps de travail qu'il faut aux hommes, collectivement, pour extraire de la nature les richesses dont ils usent. Bref, parler de la valeur, du prix, de la nature, ou du travail, ou de la vie, c'est se condamner à ne pas parler d'eux.

Pire encore, en usant de la valeur-prix on ne peut qu'aggraver le processus de séparation hommes/nature. Car alors on use d'une médiation qui nie, dans leurs qualités essentielles, ce qu'elle est censée représenter : l'activité des hommes et ses conditions, qui est la médiation dont il faudrait retrouver la maîtrise pour fonder dans la clarté et la conscience les rapports des hommes à la nature.

La valeur d'échange, en effet, est l'instrument qui manifeste la désappropriation des conditions de la production et, partant, la

dissolution des liens par lesquels les hommes sont unis à la nature, lui appartenant et se l'appropriant par leurs activités, dans un mouvement constant de transformations réciproques. K. MARX disait, à juste titre, que c'est par la chasse qu'un territoire devient terrain de chasse, par l'agriculture que la terre devient propriété et prolongement des paysans, qui, selon l'image, s'y enracinent comme ce qu'ils y plantent, par un travail concret et expert que le bois et la pierre deviennent maison où s'exprime et se satisfait mon besoin d'être dans une nature pacifiée. Par l'argent on ne s'approprie rien, on achète ou on vend ce qui n'est pas soi.

Le monde capitaliste crée sans cesse des besoins qui ont de moins en moins de rapports avec l'épanouissement des qualités les plus élevées, les plus riches de créativité et de liberté, des individus, mais de plus en plus avec les aliénations, frustrations, rancœurs, qu'il engendre chez chacun. Par exemple les villes tentaculaires, métro-boulot-dodo-béton créent le besoin d'évasion, de nature, d'aventure. D'où la voiture censée donner accès à un ersatz de nature reconstituée, parcs touristiques et réserves pour congés payés, zones de loisirs, tristes accompagnements des zones urbaines, nature sous cloche et espèces protégées, à regarder comme on regarde un musée, retour chez les "bons sauvages", appareil photo en bandoulière, en voyages d'aventure très organisés, exotisme de pacotille type Club Med, disneyland où les loisirs sont aseptisés, débités sous cellophane, vendus en conserves, comme dans un hypermarché. Bref, nature-marchandise à consommer toute prête, non pas nature appropriée. Voilà les deux faces de la même médaille : la représentation falsifiée des activités humaines, en détruisant la transparence des rapports hommes/nature, figent les hommes comme la nature en marchandises sans vie, sans qualité.

La nature, et l'activité vitale des hommes qui y sont inclus, n'ont pas de prix, ne sont pas quantifiables. Les prix n'existent que si, préalablement, les producteurs ont été dépossédés des conditions de la production, de leurs liens directs et concrets avec la nature. Par exemple ce n'est pas un hasard si l'essor du capitalisme a commencé partout par la spoliation et l'expulsion en masse des paysans, précipités de ce fait vers les usines et les villes, véritablement déracinés. Dès ce moment le lien avec la terre se transforme, celle-ci, progressivement, n'étant plus considérée que comme capital,

valeur devant se valoriser par absorption de travail vivant dans la transformation des richesses de la nature en marchandises.

On doit conclure qu'il y a un lien étroit et indissoluble entre ces trois aspects de la situation : désastres écologiques, séparation des hommes d'avec la nature, représentation de leurs activités par la valeur-prix. Il serait donc illusoire de vouloir traiter des désastres écologiques sans agir sur les deux autres points. C'est pourtant ce que proposent les Verts qui, d'une façon ou d'une autre, ramènent toutes leurs propositions au principe "les pollueurs doivent être les payeurs".

Autrement dit il faut, pour eux, engager de nouveaux travaux humains pour réparer les dégâts causés par d'autres travaux humains. Redisons au passage que proposer de traiter le problème des pollutions à la source ne change rien à l'affaire. Nous ne discutons pas là, en effet, des cas où il est possible de mettre en place une organisation de la production plus économe en matières premières, utilisant ou réduisant les déchets. Dans ces cas, comme nous l'avons dit, il n'est nul besoin d'écologie : la tendance du capitalisme à économiser sur les coûts de production y pousse tout naturellement. Il n'y a problème écologique, pour le capitalisme, que s'il y a coût supplémentaire face à un ravage qu'il devient urgent de réparer. C'est bien qu'il s'agit toujours d'ajouter du travail pour créer une marchandise, air, eau, nature propre, que le capitaliste individuel ne crée pas de lui même : le moment où intervient ce travail, au début ou à la fin du processus, n'a aucune importance.

D'où vient ce nouveau besoin d'air et d'eau propre ? Peut-on s'en passer ? Telles sont les vraies questions. Mais, faute d'y répondre, on voit nécessairement se développer cette autre réponse qu'est le développement d'une nouvelle industrie : l'industrie écologique. Ce qui ne règle rien au problème, l'extension du rapport social capitaliste de la valeur à de nouveaux domaines ne pouvant, au contraire, qu'accroître la désappropriation des conditions de la production, donc la séparation hommes/nature. Ce remède accentue les causes de la maladie qu'il prétend combattre.

Plus généralement il en va ainsi chaque fois que des experts, des scientifiques, des politiciens, prétendent pouvoir dicter leurs comportements aux hommes à travers des règlements, des



normes, des lois, des contraintes, qui seraient censés établir une rationalité contraire à celle que leur suggèrent leur vie vécue, leurs rapports sociaux concrets. Son activité étant ce qui fait l'homme, ce qui le relie aux autres et à toute la nature, c'est l'activité désappropriée, aliénée, qu'il faut changer avant tout pour obtenir d'autres comportements. Se prosterner devant les "lois du marché", devant le Grand Fétiche moderne valeur d'échange-prix, c'est nier tout à la fois l'activité concrète, les hommes, leurs rapports génériques avec la nature.

## CHAPITRE VI

### SAUVER LA NATURE C'EST CONSTRUIRE D'AUTRES HOMMES

Les chapitres précédents ont montré que, sous quelque angle qu'on aborde le problème, la réconciliation des hommes avec la nature ne peut avoir pour fondement que la conquête de la maîtrise par les individus eux-mêmes des conditions de la production qui sont la médiation qui les relie à la nature et dont la désappropriation est la cause profonde des dégâts écologiques. Les individus n'exerçant leurs activités productives que collectivement, et cela d'autant plus que la société est développée, ces conditions englobent aussi les rapports des hommes entre eux dans l'organisation sociale de la production à tous les niveaux (économiques, politiques etc...). La maîtrise dont il est question signifie donc aussi la transparence de cette société, des rapports entre les hommes qui soient directs et non médiatisés par l'opacité des prix, de l'argent ou de la bureaucratie, des experts, de l'Etat.

Mais les écologistes s'intéressent à la nature, parfois aux hommes pour les appeler à plus de sens des responsabilités, mais jamais à cette médiation qui règle leurs rapports. On peut donc dire qu'ils ne s'intéressent pas, en réalité, à ces rapports, bien qu'ils imaginent le faire.

S'ils le faisaient ils seraient amenés à se focaliser sur cet objectif de conquête par les individus de la propriété des conditions de leurs activités, de construire à partir de là la transparence de leurs rapports, bases de toute transformation maîtrisée, consciente, de la nature. Faute de réaliser ces objectifs fondamentaux les dégâts écologiques ne pourront que continuer à s'accumuler. D'ailleurs si on a saisi que les hommes et la nature ne sont pas dans une dualité, ne sont pas dans un rapport d'extériorité, il en résulte cette même conclusion : changer les uns est nécessairement concomitant au changement de l'autre.

Il ne peut donc revenir à aucun expert, à aucun idéologue,

de pouvoir décider d'une activité humaine écologique. Et d'ailleurs quelle démographie voudrions-nous, quel usage des ressources naturelles, quel mode de vie, quel environnement ? Tout ce que l'on peut faire c'est tracer les voies, esquissées ci-dessus, qui rendront les individus libres, et donc responsables, par l'appropriation de leurs activités, et les mettrons en situation de pouvoir en décider collectivement.

Ce que nous avons donc à rechercher, ce sont les moyens et conditions de cette appropriation, de cette transparence.

Pour en donner ici une première idée générale, observons, à grands traits, ce que serait une société dont les membres seraient unis de façon qu'ils pourraient faire cette chose apparemment toute simple : décider ensemble quoi et comment produire ? Et ceci en fonction de tous les paramètres de ce choix, comme : moyens de production à leur disposition, quels besoins satisfaire au prix de quelle quantité de travail, avec quels effets prévisibles sur la nature.

Sous le capitalisme chaque propriétaire de moyens de production décide d'engager une certaine quantité de travail qu'il achète (sans la payer entièrement). Mais ce n'est que s'il arrive à vendre, donc après coup, qu'on sait si ce travail correspond, ou pas, à un besoin social non satisfait. Son produit peut tout aussi bien rester invendu, c'est à dire ce travail déclaré inutile. Cette façon aveugle d'engager du travail qui n'est validé socialement qu' à posteriori, exprime cette séparation des producteurs, ignorant leurs choix réciproques aussi bien que l'état de la "demande". Elle implique, comme nous l'avons rappelé, que la médiation entre les hommes dans leurs travaux, ce qui décide de leur vision du monde et de leurs comportements, prend la forme valeur-prix-argent, une chose, opaque et abstraite, qui nie les activités concrètes. Les effets sur la nature de ces activités ainsi niées le sont donc tout autant.

L'aveuglement et l'ignorance des individus n'ont pas d'autres sources. Les détenteurs du pouvoir, les savants, ne peuvent que mesurer après coup les résultats d'actes qu'ils ignorent. Ils ne peuvent que dresser le constat des résultats de l'activité passée. Et s'ils peuvent alors la critiquer, cette critique n'aura d'effet qu'au moment où elle pourra être faite et reprise par les acteurs eux-mêmes, c'est à dire en général au moment où l'accumulation des

dégâts se transforme en crise perceptible par la masse des individus. Sous la pression des événements les représentants des intérêts généraux du capitalisme commencent à leur tour à songer à en limiter les excès et à s'intéresser aux conseils des experts. Mais ceux-ci, coupés de l'activité productive concrète, formés à mesurer des résultats, spécialisés dans un domaine étroit, auront évidemment tendance à réduire le problème aux effets de telle technique, de telle application de la science, en ignorant le rôle essentiel des rapports sociaux entre les individus dans les transformations de la nature.

Si, par contre, les producteurs sont unis, ils peuvent engager leur travail autrement. Ils peuvent décider à priori quoi produire et comment, et se répartir le travail correspondant dans la transparence. Une société unie est celle où les travaux sont ainsi directement sociaux, considérés dès le départ comme activités concrètes déterminées, avec toutes leurs conséquences. Il n'y a, dans ce cas, pas d'autre médiation que le choix et la répartition a priori de ces travaux au sein de la communauté. Les médiations fétichisées qu'étaient les prix, les salaires, l'Etat etc... n'existent plus parce que rendues inutiles, sans base. Le travail vivant est reconnu comme seule source de la richesse, avec la nature, et non plus le capital. Ces autres fétiches opacifiant que sont les diverses rémunérations du capital, comme l'intérêt, la rente, le profit, disparaissent donc également puisqu'on a reconnu que le capital ne produisait rien par lui-même. La médiation avec la nature et entre les hommes est alors consciente, claire : c'est l'activité concrète de la collectivité et, au sein de celle-ci, celle de chaque individu. De la valeur subsiste le contenu (le travail), mais plus la forme (valeur d'échange), ni la substance (travail abstrait).

Du point de vue de l'écologie qu'en est-il alors ? Les choix faits a priori et considérés dans leur ensemble, cela permet de les effectuer en fonction de toutes leurs interactions, en considérant, notamment, toutes leurs conséquences sur l'environnement, chacun, chaque acteur, étant impliqué parce que réellement "copropriétaire" des conditions de l'activité productive.

Premièrement nous savons bien que cette unité, cette vue d'ensemble préalable des choix, est nécessaire du point de vue de l'écologie puisque les décisions se déterminent les unes les autres. Par exemple remettre en cause aujourd'hui le gaspillage du pétrole

ainsi que les pollutions correspondantes, c'est revoir l'usage de la voiture, donc le mode d'aménagement de l'espace, la concentration urbaine, laquelle dépend à son tour de la concentration du capital et du pouvoir, c'est à dire remettre en cause la division du travail entre "manuels" et "intellectuels". Remettre ainsi aussi en cause le travail aliéné, donc les loisirs aliénés correspondants.

L'unité implique la suppression de cette division du travail, de telle sorte que ce ne soit plus l'intérêt général, déterminé par les despotes soi-disant éclairés, qui impose sa coercition aux individus (et donc suscite leur opposition). Elle signifie que tous sont informés, et informent à partir de leurs pratiques, sur les choix et leurs conséquences, qu'il y a unité entre l'individu et la société.

Deuxièmement, le moteur n'étant plus de produire pour accumuler (la valeur est moyen de comptabilité a priori et non plus valeur d'échange devant se valoriser pour exister), mais pour satisfaire des besoins déterminés, choisis, alors des économies considérables peuvent être réalisées par la suppression de toutes sortes de productions ne correspondant qu'à des besoins nés des nécessités de l'accumulation (exemple simple : les gaspillages de papier, donc de forêts, d'énergie, d'eau, entraînés par la publicité, la bureaucratie etc...(24)).

Troisièmement, la maîtrise par les producteurs des conditions de leurs activités est celle de leur vie : ce n'est qu'alors qu'ils se savent et se sentent responsables, poursuivant un but qui est le leur, travaillant pour créer la vie et non vivant pour travailler. Si la vie riche, élevée, libre, est ainsi l'objectif, alors de même le plaisir, l'amour de la vie et le respect de la nature en font naturellement partie. Produire en fonction de ses besoins, ceux qu'on poursuit à une époque déterminée, est la seule façon d'équilibrer consciemment le développement humain (démographie, niveau de vie, exploitation des ressources naturelles, environnement etc...). C'est en s'appropriant les conditions de la production que les producteurs peuvent savoir ce qu'elles permettent d'obtenir de la nature, au prix de quels efforts, de quelles ponctions sur ses richesses, de quels effets sur elle.

Mais une telle perspective repose, nous l'avons vu, sur l'hypothèse d'une unité de la communauté humaine, sur la maîtrise

par tous des conditions de la production. Cela ne se décrète pas. C'est concrètement, réellement, qu'il faut que soient abolies les grandes divisions sociales du travail, les classes. Par exemple l'instauration d'un Plan n'a de sens que s'il est démocratique, expression des choix de chacun pour la collectivité, remplaçant ainsi la médiation réifiée, aveugle, de la valeur d'échange par des rapports conscients et directement concrets entre tous. Et cela suppose donc la suppression des séparations telles que villes-campagnes, intellectuels-manuels, possesseurs des savoirs et dépossédés etc... Toutes conditions qui n'étaient nullement réalisées dans les pays dits communistes, ce qui explique que le Plan n'y était que l'expression de la bourgeoisie "bureaucratique" au pouvoir, fondé sur la mesure par les prix, aveugle et inappliqué (cf. note 2).

La réalisation des conditions, exposées ci-dessus dans leurs principes généraux, d'une société capable de maîtriser ses rapports avec la nature doit donc nécessairement faire l'objet d'un processus assez long, dans lequel la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat n'est qu'un moment. Processus qui doit renverser le mouvement historique antérieur en ce qu'il a concentré richesses et connaissances dans le pôle capitaliste, excluant le prolétariat toujours plus loin de lui. Se réapproprier et transformer toutes ces conditions d'une maîtrise de la vie est une lente conquête, ce n'est pas les rendre propriété de l'Etat, c'est à dire, à terme, d'une nouvelle bourgeoisie.

Mais nous n'en avons pas encore fini avec les conditions d'existence d'individus maîtrisant leurs conditions d'existence, d'une société écologique. Cet objectif ne peut en effet être pleinement atteint que si le travail contraint (inintéressant, pénible, malédiction biblique) n'existe plus en tant que temps essentiel, déterminant, de la vie.

Car c'est la nécessité de répartir ce type de travail, de contraindre chacun à devoir prendre sa part, qui entraîne l'obligation de mesurer la quantité que chacun doit fournir (et donc la transformation de l'activité des hommes en quantités de temps de travail) et la quantité de richesses qu'il reçoit en échange. Et cette contrainte, comme aussi cette aliénation de l'activité humaine qui subsiste, entraînent résistances, hostilité, opposition des individus et de la société encore représentée sous la forme d'un Etat, même s'il revêt alors des formes beaucoup plus démocratiques dans la mesure

où tous commencent à pouvoir participer aux choix et où la quantité de travail fournie est seule à la base de la répartition des richesses.

Sans indiquer, dans le cadre de cet ouvrage, toutes les conséquences de cette situation de la transition vers une activité réellement libre qui, seule, peut unifier pleinement individus et société en une communauté, disons qu'elle est contradictoire, à au moins deux points de vue, avec les préoccupations écologiques, dont nous débattons ici, d'une maîtrise des rapports hommes/nature.

1') Les temps de travail de chacun peuvent bien être égalisés, ils n'en produisent pas moins des quantités et des qualités inégales de richesses. Car même à conditions de productivité partout égales (ce qui serait un cas limite), le travail concret de chacun est différent puisque les qualités (tant physiques qu'intellectuelles) de chacun sont différentes. Sur cette base peuvent se développer à nouveau des inégalités et des comportements poussant à un retour à l'accentuation des séparations du capitalisme, comme je l'ai exposé par ailleurs (45), avec toutes les conséquences que cela comporte, comme nous l'avons vu, pour l'écologie.

Tant que subsiste le travail contraint, donc la mesure par la valeur, comme déterminant l'essentiel des activités des hommes, subsiste cette contradiction que le travail concret des individus, activité subjective, ne peut se réduire à cette mesure, être représenté par elle. Cette médiation de la valeur peut être rendue plus claire, plus consciente, que celle par les prix si c'est directement du temps de travail qui est mesuré, mieux encore si on se rapproche d'une mesure du temps de travail concret de chacun au lieu de compter en temps de travail moyen, abstrait. Néanmoins elle conservera toujours peu ou prou une parenté avec la valeur d'échange puisqu'elle reste incapable de représenter la médiation concrète et générique des rapports des hommes et de la nature. Seule l'activité libre, créative, volontaire, est prolongement de soi-même, expression du genre humain, source d'échanges non quantifiés car non quantifiables, base de rapports non contraints entre l'individu et ses semblables. Cette activité là ne fait pas l'objet d'une comptabilité. Je ne compte pas mon temps que si je compte comme homme, comme individu, directement dans ce que je fais, et parce que ce que je fais est reconnu socialement, par d'autres, dans toutes ses qualités.

2') Pas plus que la quantité ne peut représenter et socialiser convenablement l'activité des hommes, pas plus elle ne peut permettre de prendre en compte toutes les qualités de cette autre source de la richesse, la nature, tout ce qui, avec le travail humain, fonde le monde vivant. Nous avons déjà vu combien il était ridicule et inefficace de vouloir donner un prix aux pollutions, aux gaspillages, à tous les éléments de la nature n'en ayant pas encore un. Mais, d'une façon générale, ce qui y amène c'est se représenter les transformations que les hommes font subir à la nature, quelles qu'elles soient, en quantités de travail, en valeur, en prix.

Bref, le seul écologisme radical se situe ailleurs que dans un tel traitement "économique" du problème puisque celui-ci consiste toujours à nier plus ou moins l'activité humaine et la nature en ne les considérant que sous forme de quantités, de chiffres, de temps de travail mesurable. Vouloir concilier ce qui serait les lois "naturelles" de l'économie avec les lois biologiques de la nature, c'est vouloir conserver ce rapport de séparation dans lequel l'Homme et la Nature sont figés dans deux entités extérieures et conflictuelles à travers des représentations sociales spécifiques, fétichisées parce que d'abord réduites à des quantifications.

Il n'y a d'écologisme véritable que ce qui lutte pour réconcilier les hommes avec la nature en rétablissant la valeur d'usage, la subjectivité, du travail, rapport des hommes au reste de la nature dans l'expression de leurs besoins, de leur vie.

Si donc on comprend bien ainsi que la solution des problèmes écologiques passe par la transformation des rapports sociaux capitalistes, producteurs d'aliénation, de fétichisme, de misère, anti-écologiques, jusqu'à ce que prédomine les activités riches, libres, voulues, il en résulte que le comment de ce mouvement rejoint celui qui mène au communisme, et qui trouve ses bases dans les développements les plus avancés du capitalisme lui-même. Lesquelles comportent notamment la double potentialité de l'abondance des produits et de la diminution extraordinaire du temps pour les produire.

Comme K.MARX l'a montré, cette double potentialité peut, si la révolution prolétarienne intervient pour la concrétiser, permettre rapidement, dans une première phase, de réaliser les conditions suivantes :



1') réduire le temps de travail contraint considérablement (deux heures par jour en France, par exemple, cf. note 24);

2') corrélativement supprimer toutes sortes de productions inutiles et de gaspillages;

3') développer le temps d'une activité libre qui sera une base puissante pour transformer le travail contraint en activité plus riche, pour restreindre la division sociale du travail, pour rendre se faisant aux individus la maîtrise des conditions de leurs activités.

Les conséquences, du point de vue des rapports hommes/nature, de la réalisation des conditions ci-dessus esquissées découlent de la transformation des rapports sociaux qu'elles permettent :

1') la valeur d'échange s'estompe. A travers le temps libre l'activité devient riche, voulue. Les hommes échangent directement le produit de leurs activités en tant que valeur d'usage, de dons réciproques. Dans la valeur d'usage l'objet est, par définition, pris dans sa globalité, dans toutes ses qualités, dans son unité de produit de l'activité humaine et de la nature, et non pas réduit à un temps de travail.

2') L'opposition hommes/société (ou activité libre/activité contrainte, ou encore intérêt privé/intérêt général) disparaît, donc aussi les comportements égoïstes et indifférents vis à vis de ce qui n'est pas soi-même (les autres, le monde, la nature).

3') Les besoins changent. Le capitalisme créait, de par son mode d'accumulation, sans cesse de nouveaux besoins de marchandises. Besoins "artificiels" (au sens d'inhumains et non d'irréels) parce que induits par les seules nécessités de cette accumulation, et en ce sens aussi qu'ils trouvaient leurs justifications dans ses conséquences spécifiques : besoins issus des dégradations morales et physiques, de l'aliénation et des frustrations de la vie quotidienne trouvant des compensations misérables dans la consommation aussi effrénée que possible (et jamais satisfaisante) d'objets et de loisirs tout aussi aliénants.

Une activité libre est source de besoins différents : intellectuels, généraux, créatifs, scientifiques, artistiques etc...Ce

sont ces autres besoins qui sont la seule réponse humaine au problème de la limitation de la production de marchandises, de la dilapidation des ressources naturelles. Production et besoins se déterminent réciproquement. Ce qui limite, ou plutôt oriente, le développement de la production, ce sont d'autres besoins. Si, pour donner un exemple quelconque, le besoin de s'évader d'une ville, d'un travail absurde, qui se satisfait par le développement écologiquement destructeur de la voiture, du tourisme, est supprimé parce que l'activité, la ville, deviennent humaines, il sera remplacé dans le même mouvement par d'autres besoins plus riches, trouvant place dans cette nouvelle ville, cette nouvelle activité, qui nécessiteront moins la consommation de marchandises que l'usage de ses capacités personnelles. Changer la vie en bouleversant les rapports sociaux, donc changer les besoins, est la seule réponse au "productivisme" capitaliste, la seule qui soit possible et non-coercitive. L'épuisement de telle ou telle ressource à plus ou moins long terme est une autre affaire : la planète elle-même s'épuisera bien un jour.

Pour résumer, donc en termes plus généraux, on peut dire que sauver la nature, c'est d'abord sauver les hommes de la désappropriation d'eux mêmes. Contrairement aux écologistes qui pensent, à l'inverse, que c'est de la restauration de la nature que dépend la restauration d'une vie humaine. Changer les rapports sociaux de séparation, par là faire des hommes des êtres humains, est le point de départ. Car si les hommes dégradent, c'est qu'ils sont eux mêmes dégradés. C'est à cela qu'il faut remédier pour supprimer les dégradations qu'ils produisent. Il n'y a pas d'autre source à leurs comportements irrationnels que la déprivation irrationnelle de leurs activités qu'ils subissent. Tout le reste est escroquerie ou utopie.

## CONCLUSION

Le capitalisme a présenté cette caractéristique essentielle d'être sans rival quant à sa capacité de pousser sans cesse les hommes au travail, d'en tirer le maximum d'efforts intensifs. Il a fait du travail une chose maudite par la majorité, un sacrifice douloureux du temps de sa vie auquel il faut bien consentir pour avoir accès à la vie, réduite par lui à la consommation d'objets.

Ce mouvement ne s'est opéré chez lui que subordonné à cette transformation de l'activité humaine en chose, marchandise destinée à s'accumuler dans le pôle capitaliste des machines, puisque le travail, ainsi représenté comme valeur d'échange, ne peut exister qu'en produisant un supplément de valeur.

Le constat que le développement du capitalisme s'est effectué de façon aveugle, produisant des ravages et des gaspillages inouïs, est aujourd'hui largement partagé. Mais peu en recherchent sérieusement les causes. Peu font le lien concret entre les dégradations subies par les hommes dans la négation de leurs activités, de leur individualité, et celles subies, en conséquence (cette causalité est essentielle), par la nature, lesquelles aggravent à leur tour la dégradation des hommes dans un mouvement dialectique.

La science écologique, derrière laquelle les Verts aiment tant s'abriter pour faire passer leurs points de vue comme ceux de la rationalité, de l'intérêt général, ne peut pas faire grand chose d'autre que de dire le constat des dégâts sur la nature : trou dans la couche d'ozone, gaz à effet de serre, épuisement des ressources etc... Elle constate que nous agissons sans savoir, aveuglément. Mais d'où vient cet obscurantisme ? Mystère, sauf à inventer nature humaine toute aussi mystérieuse.

Aussi ne peut-elle, au mieux, que recommander la prudence sous l'argument que des actes immédiats peuvent avoir des conséquences à long terme, non mesurables aujourd'hui mais peut

être gravement irréversibles plus tard, quand, justement, on pourra mesurer leurs effets. Elle tend à s'instaurer en puissance décidant des comportements des humains, comme autrefois l'Eglise, par la voie de réglemens coercitifs destinés à les mettre, malgré eux, dans le bon chemin écologique.

Mais "chassez le naturel, il revient au galop", coupez les mauvais fruits, les racines intactes en reproduiront chaque saison. Si la science écologique ne peut se prononcer sur l'origine des comportements irresponsables, c'est qu'il lui faudrait aborder un domaine concret que toute l'intelligentsia veut ignorer pour ne pas avoir à se remettre en cause : celui des rapports sociaux entre les hommes, de la désappropriation à laquelle elle participe amplement et dont elle vit. Il lui faudrait voir que ce sont eux qui produisent aussi bien les guerres et les famines que les bidonvilles et les désastres écologiques.

Au lieu d'analyser les comportements néfastes de "l'Homme" abstrait sur la "Nature" éternelle, et la punition qu'il en recevra, il serait nécessaire non seulement de comprendre les hommes comme transformateurs de la nature, ce qui est aisé, mais surtout que si cette activité est destructrice c'est qu'elle a elle même été détruite, niée, dans le système des rapports sociaux capitalistes, dans le même mouvement qui a exproprié chaque individu de la maîtrise de son activité et du corps social. C'est ici la seule voie à approfondir pour répondre à l'interrogation perplexe que, parmi tant et tant d'autres intellectuels patentés, formule ainsi F.GUATTARI : *"Alors, lancinante, la question revient : comment modifier les mentalités, comment réinventer les pratiques sociales qui redonneraient à l'humanité - si elle l'a jamais eu - le sens des responsabilités..."* (46).

Ce mouvement propre au capitalisme en est arrivé aujourd'hui tant à certaines limites en ce qui concerne l'exploitation des hommes et de la nature qu'à un point de productivité où il est possible de diminuer considérablement le temps de travail contraint et, sur cette base, d'entamer un vaste et long combat pour que, à travers le temps libéré, chacun se réapproprie les conditions de sa vie et s'insère volontairement dans la communauté et dans la nature parce qu'il s'y déploiera aux moyens d'une activité libre, riche, reconnue.

Dès lors que le travail contraint ne serait plus ce qui domine et donc détermine l'existence quotidienne des hommes et l'organisation de leurs rapports, dès lors qu'ainsi l'essentiel du temps existerait à la disposition de chacun pour faire exister ses qualités, pourraient se faire jour de nouveaux besoins à satisfaire, scientifiques, artistiques, littéraires, corporels, amoureux etc...et la production changerait : au lieu de consommer toujours plus d'objets substitués de la vie, les hommes créeraient leur vie, l'activité de l'esprit et du corps remplacerait la passivité du consommateur-spectateur, le don remplacerait l'achat.

Alors, en ce sens, la diminution du temps de travail ne serait plus un coût insupportable (comme il l'est aujourd'hui pour les capitalistes), ni une malédiction (pour les chômeurs), mais conquête de liens nouveaux, les activités maîtrisées, unissant les hommes au monde vivant.

Ainsi la seule écologie réaliste n'est pas "l'anti-productivisme" (nous reviendrons encore sur cette tarte à la crème), un frein qui serait mis aux excès du capitalisme par le carcan d'une autorité mondiale. Elle est de s'appuyer sur le potentiel de diminution du temps de travail contraint qu'a développé l'énorme accroissement de la productivité, pour changer le travail et les besoins, en rendant les hommes pleinement propriétaires (et non seulement au sens juridique), c'est à dire des conditions de la production qui sont aussi leurs rapports, médiation, avec la nature.

L'hostilité à la nature cesse en proportion que diminue l'indifférence et l'hostilité entre les individus et la société, l'intérêt privé et l'intérêt général. En effet les hommes ne peuvent tisser des liens responsables avec la nature que par ce qui les relie à elle : leurs liens avec les autres hommes dans la production, l'activité. Car les liens hommes/nature sont essentiellement collectifs, puisque c'est l'ensemble de l'organisation sociale qui façonne la nature. C'est la combinaison des activités des hommes dans la société d'abord, et la combinaison de l'activité globale de la société avec la nature qui sont la vie.

Aussi ce qui résume peut-être le mieux, en deux mots, dans le domaine de l'écologie notamment, l'ancien monde actuel et le nouveau, c'est l'opacité de ces combinaisons ou leur transparence

(c'est pourquoi nous y reviendrons en annexe).

En général les écologistes actuels proposent le même vieux vin réformiste dans l'apparence d'une outre nouvelle. Car, comme les vieux réformistes, ils séparent totalement les rapports sociaux de leurs conséquences sur les rapports des hommes à la nature, et croient pouvoir imposer au capitalisme, par la volonté du politique, un comportement contraire à son essence, à savoir rationnel, clairvoyant, responsable, alors que ces rapports, cette essence, produisent tout le contraire.

Si les couches moyennes de la société choisissent aujourd'hui de revêtir l'habit neuf de la protection de la nature, c'est évidemment parce que cela est leur rôle traditionnel de se saisir de certaines des conséquences du capitalisme qui les touchent, de contester les "excès" sans toucher aux racines qui les produisent (parce que cela serait alors remettre en cause beaucoup de leurs petits avantages et habitudes). Et, évidemment, ces "excès" deviennent plus brutaux avec la crise.

La crise exacerbe toutes les contradictions du capitalisme. Elles ne peuvent s'atténuer qu'à travers une lutte violente entre les capitaux et entre les classes. Le "capitalisme vert" se présente comme une proposition en ce sens pour "sortir" de la crise. En effet, il est tout à la fois :

- Une guerre entre capitalistes pour éliminer certains capitaux afin de revigorer les autres.

- Une guerre contre les travailleurs qui devront payer de leur sueur son développement.

- Un pillage accru de la nature. Car, malgré tout le vert dont il sera peint, ce capitalisme, nous l'avons vu, aggravera les maux écologiques par l'effet "Sapeur Camember".

Les réformistes verts, dans ce cadre général où ils se situent pleinement et de plein droit, apportent à ce projet la présentation hypocrite et douceureuse d'un nouveau "compromis social". C'est ainsi, les réformistes ont toujours été en charge de présenter les mutations du capitalisme sous la forme d'une répartition "équitable"

des efforts et des peines entre toutes les classes. Aujourd'hui, sous couvert d'échanger une stagnation ou une baisse du niveau de vie, il ne s'agit en fait de rien d'autre que de négocier avec les capitalistes un équilibre entre l'exploitation de la nature et celle des hommes qui ne soit pas trop défavorable aux couches moyennes que les Verts représentent. Ils n'auront pas grand mal à s'entendre sur le dos des prolétaires en leur faisant payer un meilleur entretien de la nature : l'exploitation des prolétaires n'est pas leur problème, tandis qu'une nature invivable les touche réellement.

Certes, pour sa meilleure part le mouvement écologiste traduit une aspiration des hommes à une activité plus consciente, responsable, maîtrisée. Mais il se heurte à cette limite inhérent à tout mouvement bourgeois qui est que, s'il peut expliquer et critiquer le "comment" ça se passe, il est incapable de voir l'origine du problème, c'est à dire le "pourquoi" ça se passe ainsi.

Pour répondre à cette question il lui faut donc recourir à la théorie purement idéaliste, fétichiste, de la "nature humaine". Cette invention n'est pas autre chose que la généralisation du fétichisme propre au capitalisme qui se représente l'activité, la vie, les hommes, dans des choses abstraites telles que les prix, la valeur, le salaire, l'intérêt etc...Et on s'imagine pouvoir obtenir, avec ces catégories mystificatrices du "Monde Enchanté", des comportements rationnels, conscients, au lieu que ce soit le concret, l'activité pour ce qu'elle est pour les hommes, qui, directement, et conformément à son essence d'être médiation entre eux et la nature, soit l'objet de la volonté subjective de la communauté des individus.

Les écologistes veulent préserver la nature pour préserver l'homme. D'abord, c'est par la démarche inverse qu'il faudrait procéder pour enclancher le processus de nouveaux rapports hommes/nature. Ensuite, on doit observer que la nature n'est pas une donnée intangible, ni ne porte aucune exigence de conservation par elle-même. Les conditions et les formes de la vie ont toujours changé. Dans la mesure où les hommes y contribuent, ce vers quoi ils devraient faire tendre cette histoire, qui alors est l'Histoire, c'est qu'ils maîtrisent les formes de leur vie, leurs activités, donc ses conditions. Voilà pourquoi tout problème écologique ne peut être compris et résolu que comme une transformation révolutionnaire des rapports sociaux capitalistes qui opacifient totalement les rapports entre les hommes, donc aussi les rapports hommes/nature.

Bien sûr, comme cela a déjà été dit, le capitalisme ne reste pas inerte face aux problèmes écologiques, et il propose ses solutions. Il est concerné non seulement parce que ces ravages peuvent fort bien toucher physiquement les hommes qui l'organisent, mais aussi parce qu'ils peuvent bloquer ce système lui même dans son fonctionnement : le rôle de ces fonctionnaires du capital est justement d'empêcher tout blocage.

On peut risquer un parallèle, qui n'est pas à prendre au pied de la lettre, entre le comportement des capitalistes face aux prolétaires et face à la nature. Ces deux sources de la richesse doivent, pour le capitaliste, être toujours existantes, donc reproduites. Épuisées elles ne produiraient plus rien. Et le capitaliste est d'autant plus amené à prendre cela en compte malgré son avidité de gains immédiats, que leur surexploitation entraîne leur résistance, active ou passive, mais toujours violente.

Ainsi le capitalisme s'est d'abord développé sur un mode dit "expansif" vis à vis des travailleurs, allongeant leurs journées de travail jusqu'à des 16 heures et plus, y épuisant même femmes et enfants. La résistance sociale, leur intérêt bien compris, les limites même de la nature qui n'a fait que des journées de 24 heures, ont poussé les patrons à transformer cette exploitation extensive en exploitation intensive, c'est à dire fondée sur la rationalisation de la production, son organisation scientifique à l'aide de techniques les plus poussées. Ce mouvement aboutit, on le sait, à l'archétype du "fordisme", qui combinait le travail "taylorisé" (minutieusement fragmenté en gestes calculés scientifiquement et soumettant les hommes aux machines et à leurs rythmes) avec "la société de consommation" (salaires plus élevés, consommation de masse, journées de travail plus courtes mais plus intenses, et temps de transport plus longs).

De cette façon les hommes se présentaient en meilleure forme au travail, avaient un rendement bien supérieur, produisaient plus mais aussi consommaient plus. FORD (et d'autres) s'était rendu à l'évidence : mieux vaut un ouvrier relativement bien portant que totalement épuisé.



De la même façon aujourd'hui, pourrait-on dire, le capitalisme envisage d'en terminer avec une exploitation jusque là extensive de la nature. Il commence à comprendre que mieux vaut aussi pour lui une nature vivante qu'épuisée. Il le comprend d'autant mieux qu'il a fait l'expérience de désastres écologiques et qu'il découvre que l'industrie écologique peut être fort lucrative. Et le voilà en marche vers la production d'une nature "taylorisée", découpée en tranches fonctionnelles, scientifiquement organisée, exploitée rationnellement et de façon planifiée, sous l'autorité d'organismes mondiaux.

Il est clair tout d'abord que cette prise en compte des "soins" à apporter aux deux sources de la richesse ne résoud en rien ce problème de fond du capitalisme que sont les limites qu'atteignent la production du profit, ce qui pousse au contraire à l'aggravation de l'exploitation et des hommes et de la nature.

Ceci est évident si on considère simplement que la prétention de prendre en compte les problèmes écologiques par les prix aboutit à :

1) Une augmentation des coûts de production qui amènera les capitalistes à devoir resserrer les salaires pour maintenir leur marge de profit.

2) Une augmentaton des prix des biens de consommation.

3) Une augmentation de l'emprise capitaliste du "Nord" sur le Sud", puisque tout alourdissement des investissements en nouvelles technologies "propres" ne peuvent que conforter les premiers et freiner le développement des seconds qui en sont encore à un stade d'accumulation sur le mode extensif et ne peuvent supporter les coûts de ces nouvelles technologies importées.

De sorte que la "voie" de sortie de crise par le capitalisme vert conduit à ce schéma très classique : exploitation accrue des prolétaires, domination accrue des pays impérialistes à forte composition organique du capital pour qui l'écologie sera leur pétrole vert, le support d'un "nouvel ordre mondial" cher aux BUSH, MITTERAND and co.

Il est clair aussi que, surtout, ces "soins" sont une négation de la vie encore plus brutale et plus horrible, puisqu'il s'agit d'accélérer la transformation des prolétaires en simples automates, soumis à la machine comme simples surveillants, sans rôle actif, domestiques attentifs lui devant entier dévouement, peut-être, parfois, bien nourris, mais vidés de toute possibilité d'exprimer leurs qualités humaines. Et qu'il s'agit, de la même façon, de transformer la nature en source de richesses rationnellement exploitées, tous ses éléments étant réduits à des valeurs comptables, considérés uniquement comme marchandises, c'est à dire eux aussi vidés de toute qualité, de toute vie.

La façon capitaliste de manifester l'unité des hommes et de la nature apparait donc de les réduire tous deux à des choses, des objets. Ce qui est en fait les séparer complètement puisque deux choses n'ont entre elles nul rapport en elles-mêmes. Ainsi avec l'écologie capitaliste le vivant est, jusque dans ses derniers retranchements, corseté, réglementé, vidé de toute substance, de toute possibilité de développement.

En matière d'écologie nous retrouvons donc ce choix, très contemporain, que les écologistes, comme toute l'intelligentsia de l'époque, déclarent dépassé, mais qui est bien là, sur ce terrain même où ils croient qu'il n'est surtout pas : socialisme ou barbarie. Ou bien la transformation radicale des rapports sociaux de séparation pour mener à bien un processus de réappropriation des conditions de travail par les hommes, à travers le remplacement de la domination du travail contraint par l'activité libre. Ou bien le développement d'un capitalisme trouvant, éventuellement dans l'écologie une nouvelle base d'accumulation et d'expropriation, et la justification d'imposer un "nouvel ordre" mondial vert et coercitif. Mais au prix de suppléments d'efforts, de travaux, de souffrances, aussi aberrants que ceux du Sapeur Camember, dont les masses supporteront le prix et la peine.

Mars 1992

## ANNEXE

*Compte tenu de l'importance que tient dans cet ouvrage la thèse de l'opacité que génèrent les rapports sociaux capitalistes et les formes vivantes chosifiées qu'elles revêtent dans le Monde Enchanté, j'ai pensé utile de reproduire dans cette annexe un article que j'ai écrit en 1991 pour la revue ALBATROZ consacré au thème de la transparence (et donc aussi de l'opacité).*

### LE MONDE DES METAMORPHOSES MYSTIFICATRICES DE LA VIE

On ne saurait mieux définir l'ennemi contre lequel MARX a lutté avec tant de détermination que par le mot OPACITE. Toute son énergie a tendu à briser les écrans qui coupent les hommes de leur propre vie, des autres, de la nature. Sa critique du capitalisme n'est pas tant une dénonciation des injustices, des inégalités, de l'exploitation - cela bien d'autres l'ont fait, même s'il est le seul à en avoir démontré systématiquement les racines et le mécanisme - que révolte contre un mode de production tout fait de mystifications par lesquelles ce que les hommes font se retourne contre eux comme puissance étrangère et hostile.

Ce que MARX raconte, c'est l'histoire des métamorphoses qui transforment la réalité concrète, subjective, essentielle de la vie (qui est l'activité des hommes), en des représentations fantasmagoriques qui se cristallisent en choses, objets obscurs, celles de la superficie du monde capitaliste, qu'il appelle par dérision le "Monde Enchanté", et qui fondent les comportements aveugles, égoïstes, inhumains, d'hommes qui ne perçoivent que cette superficie, car elle seule leur apparaît évidente dans leur vie quotidienne.

Pour MARX le reproche essentiel à faire au capitalisme est bien celui d'opacité, et le communisme, à l'opposé, est un monde fondé sur la transparence des rapports entre les hommes et avec la nature. Pourquoi cette opacité, comment est-elle produite, c'est ce qu'expose, et elle seule à ce jour, l'oeuvre de MARX.

Tous les mensonges, les tricheries, les crises, les guerres, les famines, auraient, nous dit-on, leur origine profonde dans une nature humaine qui serait que "l'homme est un loup pour l'homme". Ou encore cette origine serait dans la "société" prétendument inhumaine par définition, bourreau des individus, embrigadement dans une foule où se perdrait nécessairement toute valeur humaine.

Mais la nature humaine, comme la société, n'expliquent rien : elles sont à expliquer. L'essence humaine n'est que ce que sont les hommes et leurs rapports sociaux à une époque déterminée, dans une société déterminée. Elle est une conséquence, une construction, avant d'être, en retour, cause, déterminant.

Tout est transformation, tout est histoire. Et le premier fait historique, c'est le besoin de se nourrir, puis de se vêtir etc... L'histoire est celle des activités par lesquelles les hommes satisfont leurs besoins. Ce qui est spécifique à l'homme, c'est que, ce faisant, il transforme la nature et lui-même, élargissant à la fois ses besoins et sa capacité de les satisfaire. Cette activité étant communautaire, cette histoire est aussi celle de la façon dont s'organisent les rapports entre les hommes pour l'exercer. Leurs rapports à la nature et leurs rapports entre eux sont donc liés, et, conjointement, spécifiques à chaque époque. Ils sont la base (dite "matérielle") à partir de laquelle ils se représentent le monde et eux-mêmes.

Ces rapports et représentations se transformant sans cesse et mutuellement, c'est une histoire de métamorphoses. Une histoire aussi où, jusqu'à ce jour, les hommes ne maîtrisant pas ni leurs activités collectives, ni leurs rapports avec la nature (que, primitivement, les forces naturelles les dominent, ou que, avec le capitalisme moderne, les conditions de la production, de leurs activités, leur échappent) doivent inventer d'autres maîtres qu'eux-mêmes et les forces naturelles : des fétiches, des dieux, des gourous, la "main invisible" du capitalisme libéral, l'Etat, l'inconscient, l'argent.

Déroulons un très bref aperçu de cette histoire des métamorphoses. L'homme est un animal qui se distingue des autres en ce que son activité n'est pas purement instinctive, mais correspond à un projet, à un but qu'il s'est fixé, à la volonté de satisfaire à un besoin perçu comme tel. Chez l'animal l'activité et la satisfaction du besoin se confondent dans l'immédiateté de l'instinct. Dans l'instinct il n'y a aucun projet, aucune distance, aucune conscience. C'est en cela, pour reprendre l'image bien connue de MARX, que le pire des architectes se distingue de la meilleure des abeilles (ce qui ne veut pas dire qu'il construit mieux !).

Le projet est la distance entre le besoin et sa satisfaction, entre l'homme et son but. Il est la réflexion qui accompagne l'action, le moment où il se pose la question : comment, par quels moyens appropriés, atteindre ce but ? Ainsi l'homme est cet animal qui choisit, construit, un outil pour atteindre un but, des moyens de travail pour modifier quelque chose suivant ce but. Ces moyens de travail, outils simples, puis conditions de la production plus complexes, sont d'abord des prolongements de lui-même qui le relie au reste de la nature de manière tout à fait spécifique : comme moyens d'appropriation de celle-ci qu'il transforme, qu'il s'approprie en la transformant suivant son projet. Telle est, historiquement, la spécificité générique de l'homme se séparant des autres branches animales par cette sorte de travail qui lui est propre. Et c'est se faisant, par ce faire là, qu'il s'exprime et se construit en tant qu'homme.

Mais, nous l'avons dit, cette activité générique est nécessairement sociale. Dans son activité l'homme n'existe donc pour lui-même que dans les rapports qu'il noue avec les autres pour l'exercer. Il en résulte que l'appropriation des conditions et moyens de travail est non seulement ce qui fait que l'homme existe en exerçant une activité conforme à l'expression de sa vie, à son rôle dans la nature (l'outil comme prolongement de son cerveau, de son bras), mais aussi ce qui l'unit à la communauté des hommes dans l'organisation et le partage de leurs activités et de ses produits. Unité de l'individu à la communauté parce que les rapports sont transparents : chacun apporte lui-même, son activité expression de ses qualités concrètes, fait reconnaître et donc exister sa personne tout en jouissant de celle des autres.

C'est à partir de ces généralités "philosophiques" sur la nature humaine, qui excluent toutes déterminations a priori, extérieures à la réalité des hommes se construisant eux mêmes dans la transformation de la nature, que MARX se pose la question : pourquoi cela ne se passe-t-il plus ainsi ? Pourquoi voit-on des hommes rabougris, opprimés, hostiles entre eux et à la communauté ? Pourquoi ne créent-ils pas une vie humaine, mais produisent crises, misères, guerres ? Pourquoi ont-ils des buts proclamés tels que prospérité, paix, droits de l'homme, liberté, et aboutissent-ils à tout le contraire ? Pourquoi puisque, justement, cela ne peut pas s'expliquer par leur nature générique ?

MARX conclura, après bien des recherches : parce que la séparation des hommes dans la division sociale du travail, des travaux exécutés indépendamment les uns des autres, a généré une opacité de plus en plus dense de leurs rapports entre eux et avec la nature. Séparation tellement opaque qu'elle est la négation même de la vie, telle que nous en avons rappelé ci-dessus brièvement l'essence. Expliquons cela, toujours brièvement.

MARX part de la société marchande, qui est le socle du capitalisme et le précède historiquement. Il montre que le travail concret, donc qualitatif, subjectif, n'y est reconnu, validé, par la société que sous la forme de la valeur d'échange, quantité de travail abstrait, général, objective et indifférenciée. Dans la valeur d'échange l'activité de l'individu est donc niée dans ce qu'elle a d'essentiel : ses qualités, sa subjectivité, par lesquelles elle est, justement, expression de l'individu, sa vie même. C'est donc l'individu lui même qui est ainsi nié.

Cette métamorphose du travail concret en travail abstrait a pour fondement la séparation des travailleurs entre eux, et la nécessité de mesurer de façon aveugle qu'elle entraîne. Or l'activité, qui est aussi la vie, ne peut se réduire, se définir, par une mesure. Ne la faire exister que sous cette forme abstraite et purement quantitative de la valeur d'échange, c'est tout simplement la nier. Ici on a l'aliénation des hommes de la société marchande avec cette métamorphose qui mystifie, fait disparaître tout un pan de la vie, celui où elle est spécifiquement humaine.

Le travail abstrait, substance de la valeur d'échange, n'est qu'une représentation, la forme sociale d'existence du travail concret, qui en nie l'essence qualitative. Mais ce n'est que sous cette forme qu'existent, socialement, les activités concrètes des hommes de la société marchande. Dès lors celles-ci n'existent plus pour eux, puisque l'activité de chaque individu est niée par les autres autant qu'il nie leurs activités concrètes qu'il ignore. Ici se noue l'opacité des rapports entre les hommes (qui ne fera que s'amplifier avec le développement de la société marchande en société capitaliste).

En effet, avec la valeur d'échange le lien entre individus consiste en des rapports entre quantités de travail abstrait, c'est à dire entre choses. C'est le fondement de cette pierre angulaire oubliée de la théorie marxiste, le "fétichisme de la marchandise" ou "chosification" des rapports sociaux.

Une fois l'activité humaine métamorphosée en choses, en valeurs d'échange, celles-ci vont circuler, s'échanger dans des proportions que les individus qui les ont produites ne peuvent que constater, mais qui s'imposent à eux, vont déterminer leur activité, la déplacer vers tel secteur, l'éliminer etc...Ainsi, par le biais de la concurrence, ce gendarme obligeant au respect des comportements capitalistes ceux qui les oublieraient un instant, la valeur d'échange imposera aux producteurs de la société marchande les actes ignorés d'autrui. Qu'une invention, au loin, abaisse le prix du tissu, et voilà, ici, son fabricant ruiné. Que les japonais travaillent comme des "fourmis", et voilà les français obligés d'en faire autant. Cette chose étrange, la valeur, semble avoir le pouvoir de répartir ici ou là le travail, de déterminer telle production ou de détruire telle autre, de m'apporter richesse ou misère sans crier gare, sans que je sache pourquoi mon travail s'échange tout d'un coup contre moins de ceci ou plus de cela, est reconnu utile ou pas.

Comme le dit MARX, avec la valeur d'échange, les rapports entre choses sont personnifiés et les rapports entre personnes chosifiés. Le socle commun aux sociétés marchandes et capitalistes se trouve dans cette métamorphose par laquelle l'activité vitale, le "faire" qui est aussi pareillement pour l'homme le "vivre", se représente socialement sous la forme de cette chose, la valeur, qui en est la négation.

Cette forme, de représentation qu'elle est, va jouer le rôle d'une réalité puisqu'à partir d'elle se déterminera le travail et les comportements. Et voilà l'opacité solidement fondée : les hommes agissent, se construisent, eux et le monde, en fonction de la "loi de la valeur", une enveloppe chosifiée masquant et niant leurs activités humaines. Il advient donc que la croyance en des fétiches, comme celle au diable ou à dieu, fait de ces représentations sociales fantasmagoriques des causes des comportements, des textes de lois, des maîtresses de la vie et de la mort.

Ainsi fondée dans la société marchande l'opacité fétichiste va encore s'épaissir considérablement avec les nouvelles métamorphoses qui vont transformer celle-ci en société capitaliste. Toute la grande oeuvre de MARX, *Le Capital*, est l'analyse de ces métamorphoses aux divers stades du capitalisme. On ne peut en donner ici qu'un trop bref aperçu, à travers quelques exemples.

Le capitalisme est la société marchande poussée au point que le travail lui même, et non plus seulement son produit, devient marchandise, ou "force de travail". Il est échangé sous la forme d'une valeur qui est égale à la quantité de travail que contiennent les biens nécessaires à sa (re)production. Le capital achète ainsi cette marchandise "force de travail" à sa valeur d'échange, mais c'est évidemment toute la valeur d'usage du travail qu'il a ainsi à sa disposition. Et celle-ci a cette qualité particulière de pouvoir être utilisée plus de temps qu'il n'en coûte à la produire, donc de fournir plus de valeur qu'elle n'en coûte à acheter. Par exemple la valeur de la "force de travail" est de 4 heures (sous la forme prix, c'est le salaire), mais son usage est de 8 heures. L'ouvrier travaille donc 4 heures "pour lui", et effectue 4 heures de sur-travail, qui sont la plus-value, valeur produite en plus et qui vient accroître le capital initialement avancé.

Ici le fétichisme se développe en ce que chacun croit qu'avec le salaire c'est tout le travail qui est payé, ou qui devrait l'être (d'où la lutte salariale). Les conséquences de cette nouvelle représentation illusoire et mystificatrice sont multiples. L'origine de la plus-value (donc, entre autre, du profit), est perdue. Par exemple on dit que le capital serait par lui même source de profit, comme si la valeur, une chose, pouvait produire quoique ce soit, l'argent produire de l'argent. Ou que le profit est la marge qui est ajoutée lors de la



vente, comme si la circulation, l'échange d'une chose et non sa production pouvait produire quoique ce soit. Et d'ailleurs comme tous les vendeurs sont ainsi supposés ajouter une marge, cela n'explique rigoureusement rien sur l'origine de toute cette richesse supplémentaire.

Dans ce rapport salarial le travail vivant se transforme pour partie en plus-value qui vient, notamment, s'agglutiner au capital. Et alors celui-ci se développe en machinerie, mécanisation, automatisation, en absorbant de son côté toutes les qualités du travail humain : métier, savoir-faire, connaissances, se retrouvent accumulés dans le pôle capitaliste des machines et puissances intellectuelles de la production, tandis que l'ouvrier est dépouillé, y compris de son habileté et de son expérience, réduit, transformé en un simple prolongement de la machine. Dès lors s'accroît, dans le capitalisme développé, l'idée que c'est du pôle de la puissance capitaliste que provient le progrès, la production des richesses, bien que le travail vivant reste en réalité la seule source produisant de la valeur supplémentaire, seule forme de richesse que connaît le capitalisme.

Mais la plus-value ne se transforme pas seulement en profit pour l'industriel. Elle se métamorphose en formes les plus diverses. Elle devient profit commercial (mais le commerce ne produisant rien, ni valeur ni profit, il ne s'agit là que d'un prélèvement sur la plus-value issue de la production). Elle devient aussi impôts et taxes, faux-frais divers (frais généraux, publicité etc...). Ou encore la voilà qui revêt la forme de l'intérêt qui revient au banquier qui a avancé l'argent. Avec l'intérêt dit MARX, le fétichisme est à son comble : l'argent semble lui-même produire de l'argent !

N'y a-t-il pas d'ailleurs rien de plus opaque que l'argent, ce fétiche tout puissant du monde moderne ? Il n'a aucune qualité (même pas d'odeur dit-on), n'étant que le représentant universel de quantités de travail abstrait. Mais il permet de s'acheter toutes celles qu'on n'a pas soi-même : la beauté et l'honneur, le luxe et la bonne chair, les corps et les âmes, la puissance et l'oisiveté. L'argent est le fétiche qui, par pure sorcellerie, permet à l'homme sans qualité de se les procurer toutes, de vivre par procuration. Les qualités des uns disparaissent dans la valeur d'échange, celle-ci s'évanouit dans l'argent, dont enfin le possesseur peut bien user pour acheter

beauté, honneur, plaisir : ces qualités ne seront jamais les siennes, mais des choses, des qualités avilies et corrompues, dont il se pare. L'argent corrompt, dit-on. Mais c'est bien, au fond, parce qu'à la fois il représente justement la corruption des qualités humaines, leur négation, et qu'il permet cette autre corruption d'affubler facticement ceux qui le détiennent de qualités qu'ils n'ont pas.

Dans la valeur d'échange le travail est encore présent, quoique sous une forme tronquée, purement quantitative. Avec le développement des formes métamorphosées de la valeur son origine, le travail vivant, disparaît dans l'oubli des profondeurs. A la surface n'apparaissent plus, seules perceptibles, que ces formes métamorphosées, prix, intérêts, salaires, taxes, rentes foncières etc...qui semblent toutes produites par l'activité du capital qui les met en mouvement. Elles dansent cette ronde fantasmagorique qui structure le "Monde Enchanté", monde de représentations fétiches qui s'imposent comme réalités. "Monde Enchanté" parce que nul ne sait l'origine de ces choses, de la même façon que nul ne sait d'où provient le pouvoir du fétiche. Les prix sont des sommes de prix dit l'économiste (ce qui à l'évidence n'explique rien), l'argent produit l'argent assure le banquier, le profit est le prix du risque proclame l'industriel, ou la marge dit le commerçant, et le salaire le prix du travail ponctue le chœur des "partenaires sociaux".

Monde réel toutefois parce que toutes ces formes métamorphosées du travail existent effectivement, leurs mouvements et leurs contradictions distribuent travail et chômage, richesse et misère, violence et apathie, désirs et dégoûts, parce qu'elle déterminent des comportements concrets bien que totalement aveugles, aux conséquences constamment imprévues et catastrophiques. Le salarié, en luttant pour un meilleur salaire, non seulement n'obtient pas grand chose, puisque s'en suit généralement une hausse des prix (la lutte salariale est rouler sans cesse le rocher de Sisyphe), mais surtout ne fait, finalement, que reproduire ce rapport salarial dont il est victime. Il contribue aussi à pousser le capitaliste à réduire, par la mécanisation, la consommation de force de travail. Le travail vivant étant la seule source du profit, le capitaliste, ce faisant, scie lui même la branche sur laquelle il est assis. Lui aussi se comporte aveuglément. L'opacité du fétichisme de la marchandise est aveuglement de tous les hommes agissant dans un rapport capitaliste.

Ainsi les hommes du capitalisme croient agir librement, mais sont en fait complètement déterminés par les nécessités des rapports entre toutes ces formes superficielles et autonomisées de la valeur, dont ils ignorent l'origine dans les rapports de séparation des hommes entre eux et d'avec la nature qui induisent toutes les métamorphoses et mystifications que nous venons d'évoquer. On ne connaît strictement rien de l'origine de l'opacité, et donc aussi des conditions de la transparence, sans passer par la critique marxiste de l'économie politique. Tout le reste n'est que bavardage.

Cette économie n'est-elle pas d'une totale opacité ? Une opacité telle que plus on produit de richesses moins on croit en produire, puisque ce qui mesure leur production, la plus-value, quantité de travail vivant, diminue en même temps que croissent les capacités productives.

Vie inhumaine et opacité vont de paire. Lorsque l'ouvrier est réduit à un rôle de simple rouage de la machine (ou à être exclu par elle comme chômeur), son activité est vidée de toute qualité, ne peut plus exprimer la vie. Alors aussi le monde lui est opaque, incompréhensible, pire encore, hostile. De là les réflexes de dégoût, d'indifférence, de haine, vis à vis de son environnement, humain comme matériel, qui ne sont que le reflet de cette hostilité à sa propre existence. Tout est tellement négation de la vie qu'il faut s'en prendre à tout. Les sociologues et autres experts sont bien obligés de constater cette rage destructrice et autodestructrice. Mais sont aussi bien incapables d'en voir les causes dans les rapports de séparation qu'expriment la valeur et ses formes. Ils dissertent donc sur les facteurs de sociabilité et d'intégration tout en ignorant comment la vie est niée dans ces rapports, détruite méticuleusement et systématiquement dans l'absorption de la substance humaine vivante par le pôle capitaliste.

Cette lourde et épaisse opacité est d'ailleurs reconnue implicitement par les capitalistes eux-mêmes qui multiplient les investissements dans le domaine de la "communication", qualifiée "d'industrie de l'avenir. Certes il s'agit de s'arroger le monopole de la parole et de l'image. Mais ces efforts n'ont pas pour seule cause les besoins de propagande, le bourrage de crâne. Mais bien aussi celle d'essayer de rétablir une communication, tout aussi vitale pour la vie et la cohésion de la société que le sang pour le corps, contre

l'envahissante opacité. S'il y a tant de besoins de "communication" laborieusement organisée, c'est bien que la transparence n'existe pas. Confier à des spécialistes et à tout un appareil compliqué le soin de faire communiquer les hommes en est l'aveu indiscutable.

Ainsi l'omniprésente publicité traduit cette nécessité de faire admettre l'utilité de produits, c'est à dire de travaux humains, qui n'apparaît pas d'elle même. Il faut donc travestir ces produits de qualités personnalisées, psychiques, humaines, qu'ils n'ont pas en tant qu'objets. La marchandise s'exhibe dérisoirement comme rêve, la chose domine la personne, voilà bien le message, typiquement capitaliste, à faire passer.

Ou encore, prenons l'industrie médiatique. Ou les colloques et séminaires. C'est une multitude de moyens qui sont déployés pour tenter de donner une clarté, une transparence, aux actes, projets, produits, du monde capitaliste.

Mais ces efforts trouvent immédiatement leurs limites, puisque la moindre transparence, pour le moindre phénomène, révélerait immédiatement que ce monde est le contraire de ce qu'il prétend être. Toute transparence serait scandale, et en tant que tel nécessairement étouffé, voire officiellement amnistié. Par exemple le journal *Le Monde* (18/09/91) s'étonne que les citoyens ne puissent même pas savoir quels sont les revenus des élus, quelles sont leurs diverses activités rémunérées, et estime que *"ces gens là ne supportent pas la lumière. Contre une vraie transparence, c'est l'union sacrée."* Ce qui est vrai d'un sujet aussi modeste l'est de tout.

Quand l'opacité paraît un produit naturel, les lois qui gèrent les rapports capitalistes et l'engendrent paraissant naturelles, correspondant à des hommes égoïstes, individualistes et "non communicants" par nature, alors il faut bien chercher ailleurs que dans cette réalité, dite naturelle, une percée, une transparence, vers un sens sans lequel l'homme ne peut plus avoir de projet vital, de vie. Cet au delà de la réalité, ce sont les gourous, curés, et autres médecins de l'âme et de l'inconscient en tous genres, qui se multiplient pour l'offrir. Cet ailleurs est le domaine des rêves, de l'inconscient, des forces obscures des fétiches et des dieux. Il faut bien tenter de communiquer avec l'inconnu quand le connu semble n'offrir qu'un mur de prison pour tout horizon.

MARX compare souvent, à juste titre, le monde fétichisé capitaliste à un monde religieux. Parce que tout comme la religion (du latin religare = relier), les hommes ne s'y construisent pas collectivement dans l'échange direct et transparent de leurs activités, ne sont donc pas "reliés" directement par ce qu'ils font, expression de ce qu'ils sont. Mais ils sont au contraire construits, reliés, par le moyen d'une médiation abstraite, la valeur d'échange et ses formes autonomisées, fétiches créés inconsciemment par eux-mêmes.

Cette médiation de la valeur et de ses diverses formes, qui est du domaine de la production et des échanges, a ses reflets dans d'autres médiations institutionnelles (l'Etat etc...) et idéologiques (les arts, l'éducation etc...) qui en sont, en quelque sorte, l'aspect visible, le bras armé. Toutes ces médiations nouent ensemble un écran opaque entre les hommes et leurs travaux, et entre toutes leurs relations sociales. Elles s'imposent aux individus comme puissances contraignantes et étrangères à leur vie. La critique essentielle de MARX au capitalisme est là, dans la dénonciation de ces métamorphoses qui transforment les puissances personnelles en puissances proprement ennemies de l'homme.

Dans certaines de leurs formes les plus apparentes, comme la police, l'école, la famille, ces médiations sont effectivement perçues comme contraintes opposées à la personne. On les conteste. Mais on ne s'attaque là qu'à des phénomènes superficiels. Et, ne les touchant pas à la racine, on n'obtient guère de résultat, se posant toujours la question : quelle voie suivre pour y échapper ?

Plus la réalité superficielle du vécu quotidien que ces médiations fétiches façonnent devient triste, sordide, médiocre, et plus on voit d'individus qui, faute d'en comprendre les origines profondes dans des rapports sociaux de séparation déterminés historiquement, ne peuvent choisir que de s'isoler dans une séparation encore plus grande : le repli sur soi, quand ce n'est pas le désespoir, la dépression, la fuite dans la recherche de "sensations", d'ailleurs, voire le suicide. On s'imagine aussi que la personne peut se construire en s'explorant elle-même. Son inconscient, ses rêves, ses désirs, c'est à dire soi-même, seraient des sources d'enrichissement. Ou encore la relation avec un dieu donnerait sens et but, dans l'espoir d'un au delà où on existerait comme homme débarrassé de toutes ses qualités inhumaines. Bref la solution serait toujours dans l'ailleurs,

dans l'opium, dans le spectacle, dans la consommation, mais pas dans le faire, dans l'être. Ce qui n'est en définitive que prétendre remplacer le fétiche argent par d'autres qui, parce qu'ils apparaissent choisis, réaliseraient la personnalité.

Celle-ci reste pourtant tout aussi niée dans cet ailleurs parce que tout aussi incluse dans des rapports capitalistes bien réels. On voit bien le phénomène non seulement dans ce choix de fétiches personnalisés, mais encore, par exemple, dans l'art contemporain : plus les formes de la valeur, dans leur mouvement d'autonomisation, se vident de tout contenu vivant, et plus, parallèlement se répandent les formes artistiques vides, l'art pour l'art, le "look", la façade. Peu importe l'ivresse pourvu qu'on ait le flacon.

Le problème des villes a fourni récemment l'exemple d'un débat exemplaire à ce propos. On a pu y entendre cette absurdité que l'architecture serait la cause du "mal des banlieues", et pourrait donc en être le remède. Mais les "grands ensembles" ne sont que l'expression, dans l'organisation de l'espace, des séparations de classes, des exclusions que sont le prolétariat, le chômage, la misère physique et intellectuelle, auxquels ces sinistres barres et tours ne font que donner forme. L'urbanisme sépare ce que le capitalisme sépare dans l'activité des hommes : là on loge les bourgeois et là-bas les couches exploitées, ici la zone industrielle, ailleurs on pose le centre commercial comme une grosse boîte entourée du bitume des parkings, plus loin les quartiers des bureaux derrière leurs vitres, opaques comme si elles contribuaient à cacher ceux qui décident, le centre-ville pour les palais des princes et leurs monuments somptueux. Et des kilomètres d'autoroutes pour relier tout ça, où les hommes s'embouteillent et s'emboutissent, enfermés dans l'acier, chacun à part mais tous piégés.

L'architecture ne fait que mettre en forme des rapports sociaux. Elle contribue certes ainsi à les faire vivre, mais elle ne les crée pas. Changer la ville, ce n'est pas repeindre la façade ou réparer l'ascenseur, c'est changer ces rapports en profondeur, et jusqu'à la séparation villes/campagnes, première dépossession historique des hommes.

Il n'entre pas dans le cadre d'un court article de développer plus concrètement les conditions et les moyens de la solution : la transparence, ce qui veut dire directement visible, sans médiation extérieure aux actes concrets, des rapports directs entre personnes dans l'accomplissement et l'échange de leur activité appropriée (dont elles sont maîtres).

La transparence, c'est être en situation de pouvoir se représenter la vie (ses rapports avec la nature et avec les autres) pour ce qu'elle est réellement. C'est que cette représentation, excluant les médiations mystificatrices, reflète alors au plus près la vérité (celle-ci restant évidemment toujours relative, la représentation ne pouvant jamais se confondre avec la réalité). Et la vérité est ce qui fonde la liberté puisqu'elle permet à l'activité humaine de s'exercer dans l'intelligence de la nécessité.

La transparence a pour condition nécessaire l'appropriation réelle par tous des conditions et moyens de la production. Ce qui est tout autre chose que de nationaliser la propriété privée (transformation purement juridique), et qui exige la suppression des divisions sociales du travail, notamment intellectuels/manuels. Ce qui, à son tour, nécessite la diminution drastique du temps de travail pour que tous puissent accéder aux connaissances, puissent exercer les tâches de direction et de création, développer une activité libre. Sur ces bases seules peut se développer une unité réelle des individus décidant ensemble quoi et comment produire. Et aussi se développer pour chacun la possibilité d'exercer une activité riche et volontaire, qui, dès lors, n'a pas à revêtir la forme valeur d'échange, expression de la nécessité de contraindre et donc de mesurer.

Cette domination progressive de l'activité riche et libre sur l'activité pauvre et contrainte, c'est le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté (24). Alors les individus expriment et construisent pleinement leur vie, dans des rapports transparents parce que directement personnels et dont MARX parlait ainsi dans un texte de jeunesse :

*"Supposons que nous produisions comme des êtres humains : chacun de nous s'affirmerait doublement dans sa production, soi-même et l'autre. 1°) Dans ma production, je réaliserais mon individualité, ma particularité; j'éprouverais, en travaillant, la jouissance*

*d'une manifestation individuelle de ma vie, et, dans la contemplation de l'objet, j'aurais la joie individuelle de reconnaître ma personnalité comme une puissance réelle, concrètement saisissable et échappant à tout doute. 2°) Dans ta jouissance ou ton emploi de mon produit, j'aurais la joie spirituelle immédiate de satisfaire par mon travail un besoin humain, de réaliser la nature humaine et de fournir au besoin d'un autre l'objet de sa nécessité. 3°) J'aurais conscience de servir de médiateur entre toi et le genre humain, d'être reconnu et ressenti par toi comme un complément à ton propre être et comme une partie nécessaire de toi-même, d'être accepté dans ton esprit comme ton amour. 4°) J'aurais, dans mes manifestations individuelles, la joie de créer la manifestation de ta vie, c'est à dire de réaliser et d'affirmer dans mon activité individuelle ma vraie nature, ma sociabilité humaine.*

*Nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre." (47).*

Une précision paraît nécessaire pour conclure. Dire que l'opacité, ou fétichisme du Monde Enchanté, masque la solution qui permettrait aux individus de vivre comme des humains pourrait sembler indiquer que seule une conscience fautive, de fausses représentations, des préjugés, seraient l'obstacle. Et il ne manque pas d'intellectuels ou artistes, se considérant bien sûr comme "d'avant-garde", pour se donner la mission d'ouvrir les yeux du monde, se considérant aisément comme créateurs libres face à des contemporains abêtis.

Mais d'où proviennent leurs idées, leur art ? Ils croient choisir ceci ou cela, déterminer ce qui est eux-mêmes et ce qu'ils rejettent comme ne leur appartenant pas. Mais cette apparence de liberté ne change rien. Non seulement parce que tout éducateur doit lui-même être éduqué. Mais aussi parce que le "moi" est en fait totalement déterminé s'il ne s'applique pas à détruire ce qui l'a fait, en plongeant, au prix d'efforts difficiles et austères, dans les profondeurs de la réalité du processus de production de leur vie par les hommes. La pensée et l'art ne peuvent rien par eux-mêmes. On ne vaincra pas la religion en professant l'athéisme, ni le fétichisme en professant la réalité.

Car, comme a voulu le rappeler cet article, la religion, le fétichisme, la conscience fautive, ont leurs racines dans des rapports



sociaux concrets. Ce sont eux qui doivent être changés pour que disparaissent les représentations qu'ils déterminent tous les jours et à chaque instant. C'est pourquoi seule la construction d'une pratique révolutionnaire peut venir à bout de l'opacité.

Militer, s'organiser, construire une discipline de combat, cela est certes bien dénigré aujourd'hui, et cela comporte sa part d'aliénation. Mais sans tendre vers cet objectif, et bien des conditions sont à réunir pour l'atteindre, il ne sert certainement à rien de prétendre à la transparence, à l'expression de sa personnalité, à une vie humaine.

## NOTES

1) Publié dans le journal LES ECHOS 7.9.88

2) Voir Tom Thomas, "DU CAPITALISME AU COMMUNISME, Tome II : "A PROPOS DES REVOLUTIONS DU XX.ième. SCIECLE OU LE DETOUR IRLANDAIS." Disponible aux éditions ALBATROZ. (B.P. 404-75969 Paris Cedex 20)

3) C'est une thèse implicite parfois, explicite souvent, chez les écologistes. Ainsi lors d'un Conseil National des Verts, le philosophe B. Charbonneau déclare que *"l'homme n'est jamais qu'un minable facteur perturbant, un "rajoutis" provisoire dans la nature terrestre."* (Le Monde 12.1.92)

4) Edgard Morin. Le Monde Diplomatique Mai 1990 p. 92

5) Ce sous-chapitre est essentiellement tiré de l'intéressant ouvrage de J.P. Deleage "HISTOIRE DE L'ÉCOLOGIE, une science de l'homme et de la nature", éditions La Découverte. 1991.

6) Engels, lettre à Lavrov, dans Marx-Engels, LETTRES SUR LE CAPITAL, Editions Sociales p. 277

7) K.Marx, FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

8) Voir aussi sur ce sujet Tom Thomas, DU CAPITALISME AU COMMUNISME Tome I : LE CAPITALISME DES DEUX MONDES . Disponible aux éditions ALBATROZ (B.P. 404 - 75969, Paris Cedex 20).

9) Cf. J.P. Deleagè, op. cité

10) Gerard Megie, professeur à l'université P. et M. Curie, dans la revue PROJETS n° 226 (été 1991)

- 11) *Le Monde Diplomatique*. Aout 1991, à propos du livre d'A.Jacquard "Voici le temps du monde fini" Seuil 1991
- 12) Et notamment celle des pays "sous-développés"
- 13) Cf. "Nourrir 10 milliards d'hommes" P.U.F. 1975
- 14) "La synthèse écologique" 1980
- 15) Lors de l'indépendance, 50% de la surface agricole utile du Sénégal est travaillée pour les huiles Lesieur et ses concurrents. De 50 à 80% des terres étaient réservées aux cultures pour l'exportation. D'où les famines et la malnutrition, qui perdurent actuellement dans le même cadre néo-colonialiste.
- 16) Dans son excellent petit livre "Le sucre et la faim" (éditions de Minuit), R.Linhart a montré combien, aujourd'hui encore, le sucre répand la misère et tue au Brésil.
- 17) Cité dans *Le Monde Diplomatique*. Septembre 1991.
- 18) Histoire de l'écologie, op. cité.
- 19) Albert Jacquard, op. cité.
- 20) Ignacy Sachs. *Le Monde Diplomatique*. Décembre 1991.
- 21) E. Galeano. *Le Monde Diplomatique*. Octobre 1991.
- 22) Sur ce thème des besoins, voir Agnès Heller, "LA THEORIE DES BESOINS CHEZ MARX". 10/18 U.G.E. 1978.
- 23) Marx, MANUSCRITS DE 1844.
- 24) Voir Tom Thomas, DU CAPITALISME AU COMMUNISME, Tome III "CRISE, TECHNIQUE ET TEMPS DE TRAVAIL". Disponible aux éditions ALBATROZ.
- 25) A. Lipietz "CHOISIR L'AUDACE", Ed. La Découverte.p.76.
- 26) Voir K.Marx, LE CAPITAL, E.S. T. 3,L. 1, p.126-127.

- 27) Voir le journal "Usine Nouvelle" n° 2223, 08.06.89, sous le titre évocateur : "Le pactole de l'anti-pollution".
- 28) Selon le numéro consacré à l'écologie de la revue Dynasteurs (Les Echos) d'avril 1990.
- 29) On peut rappeler l'exemple célèbre de l'avion Concorde que les U.S.A. ont contribué à couler en masquant leur hostilité à un produit que n'avait pas leurs firmes derrière des raisons écologiques.
- 30) Comme si ce n'était pas le capitalisme en lui même qui est "productiviste" et comme si on pouvait, par la simple volonté politique, concilier ses rapports sociaux avec un freinage de l'accumulation. Seule une crise, non voulue, peut arriver à un tel résultat. Sur cette question, voir note 24.
- 31) Selon une étude de l'Environmental Protection Agency, citée dans Le Monde du 22.11.91.
- 32) Prévisions annuelles du groupe Shell, citées dans La Tribune de l'Expansion 18.12.91.
- 33) Le Cepremap, organe du C.N.R.S. de recherche économique lié au Plan, avoue ne pas pouvoir établir si la protection de l'environnement peut avoir des effets positifs sur la croissance (cf. Dynasteurs, avril 1990, p.105).
- 34) Les petites entreprises ne peuvent pas supporter ces surcoûts, comme le montre, par exemple, la situation du secteur très polluant du traitement des surfaces : 4000 P.M.I. en France n'y peuvent même pas appliquer la réglementation de 1972 sur les rejets (du cadmium, du chrome, du cuivre etc...).
- 35) La revue "Dynasteurs" publie en janvier 1992 un dossier très intéressant : "Menaces sur le capitalisme". Toute une kyrielle de politiciens, une palette complète, y expriment l'idée que, pour survivre, le capitalisme doit modérer ses "excès" afin de conserver l'essentiel, "l'économie de marché", défendue jusque par le chef économiste des Verts, A.Lipietz, ou par le "rénovateur" communiste, Fiterman, qui, il y a peu, se réclamaient du marxisme.

36) Christian Brodhag, dans *Dynasteurs*, janvier 1992, p.27.

37) K.Marx, *Idéologie Allemande*.

38) *"Comment se fait-il que, malgré les personnes, les intérêts particuliers deviennent toujours des intérêts de classe, des intérêts communs qui se rendent indépendants vis à vis des personnes individuelles et, sous cette forme, prennent la figure d'intérêts généraux, s'opposent comme tels aux individus réels et, dans cette opposition par quoi ils sont déterminés comme intérêts généraux, peuvent être représentés par la conscience comme des intérêts idéaux...? Comment se fait-il que, dans cette opération par laquelle les intérêts personnels s'autonomisent et deviennent des intérêts de classe, le rapport personnel de l'individu doit se réifier, s'extérioriser et qu'il existe en même temps sans lui, en tant que puissance indépendante de lui, produite par les relations, comment se fait-il qu'il se change en conditions sociales, en une série de puissances qui le déterminent, le subordonnent...?"* (Marx, *Idéologie Allemande*, E.S. p.278).

39) K.Marx, *Idéologie Allemande*, discussion avec Stimer.

40) *Revue Projet* n°226, numéro spécial sur l'écologie, été 1991 p.55, A.Kiss, Directeur au C.N.R.S.

41) *Le Monde*, 18.12.91.

42) *Etude du Time* du 11.11.91., citée dans *Le Monde Diplomatique* de décembre 1991, "Le marché et l'homme".

43) Texte tiré d'un article de la revue "La guerre sociale", n°6, p.13, ainsi que certains des arguments du commentaire qui suit.

44) *Le Monde*, 30.03.90.

45) Nous avons examiné ce point dans "Du capitalisme au communisme", Tome II, "A propos des révolutions du XX ème siècle, ou le détour irlandais". C'est une des bases du "succès" de la "voie capitaliste" sur la "voie socialiste" dans la lutte qui les opposait en Russie, après 1917, ou en Chine, après 1949 et lors du paroxysme de la Révolution Culturelle.

46) Revue Terminal n°57, mars 1992.

47) K.Marx, Manuscrits de 1844, Pléiade, Oeuvres Economiques, Tome II,p.33

48) Jean Gimpel, LA FIN DE L'AVENIR, Ed. Le Seuil, Avril 1992.

49) Ainsi la Tennessee Valley Authority a acheté pour 2,5 millions de dollars le droit, pour une douzaine de ses centrales électriques au charbon, de rejeter 10.000 tonnes de dioxyne de sulfure dans l'atmosphère. Ce droit lui a été cédé par un concurrent, la Wisconsin Power Light, qui ne pollue pas jusqu'au niveau légal (Le Monde, 14.05.92). Cela fait 250 dollars la tonne de cette dioxyne qui est responsable des pluies acides destructrices des forêts. Quand l'activité humaine n'est qu'un prix, la nature n'est aussi qu'un prix, une chose, et l'écologie par le moyen des prix une escroquerie (cf. chapitre V).

## **SOMMAIRE.**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 1. HOMMES ET NATURE</b>	<b>17</b>
1.1 EXTERIORITE DES RAPPORTS HOMMES NATURE	17
1.2 L'ÉCOLOGIE COMME SCIENCE	21
1.3 LA NATURE A UNE HISTOIRE	25
1.3.1. Le changement est perpétuel	25
1.3.2. Les hommes et la nature	28
1.4 LE CONSTAT DES RAVAGES	35
1.5 LE PROBLEME, C'EST LA SOLUTION	38
<b>CHAPITRE 2. LES LIMITES DE L'ANALYSE     DES ÉCOLOGISTES</b>	<b>41</b>
2.1. DE LA DEMOGRAPHIE	42
2.2. DU PRODUCTIVISME	48
2.2.1. Des limites des ressources naturelles	49
2.2.2. La production capitaliste et ses déterminismes	52
<b>CHAPITRE 3. UN CAPITALISME VERT ?</b>	<b>61</b>
3.1. CRISE ET ÉCOLOGIE	61

3.2. L'ÉCOLOGIE DU SAPEUR CAMEMBER	64
3.3. LE CAPITALISME VERT	68
3.4. CAPITALISME VERT ET NOUVELLE CROISSANCE	71
<b>CHAPITRE 4. UN REFORMISME VERT</b>	<b>79</b>
4.1. DU ROSE AU VERT	79
4.2. CRITIQUE DE L'INTERET GENERAL	82
4.3. ÉCOLOGIE DE DROITE A GAUCHE	87
<b>CHAPITRE 5. LA SOLUTION AGGRAVE LE PROBLEME</b>	<b>93</b>
<b>CHAPITRE 6. SAUVER LA NATURE, C'EST CONSTRUIRE UN AUTRE HOMME</b>	<b>105</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>115</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>123</b>
<b>NOTES</b>	<b>139</b>



## L'ÉCOLOGIE DU SAPEUR CAMEMBER

Le constat des désastres écologiques est suffisamment troublant pour que chacun admette qu'il y a lieu de se soucier sérieusement des moyens d'y parer. C'est alors que se posent les vraies questions : quelles sont les causes de ces effets constatés ?

Les "Verts" les imaginent dans la nature humaine, prédatrice et égoïste, dans un monde "fini", peuplé et exploité au maximum de ses ressources sous l'effet d'une idéologie "productiviste". Cet ouvrage veut montrer que tous ces termes n'indiquent pas des causes, mais des conséquences.

Les hommes ne sont pas extérieurs à la nature. Leur spécificité est que, parce que leurs activités sont créatrices, elles transforment sans cesse la nature, eux inclus.

Leurs activités sont collectives. Des rapports sociaux dans lesquels elles s'organisent dépendent la façon dont ils produisent, eux et la nature. C'est donc là qu'il faut rechercher l'origine des comportements qui, aujourd'hui, mettent en danger la vie sur la planète.

Au fond l'activité productive des individus, par le moyen d'outils et organisée dans certaines formes sociales historiques, est la médiation qui les relie au reste de la nature. S'il y a conflits hommes/nature, c'est que cette médiation est gravement altérée, ce dont on trouvera la cause dans les formes sociales que revêt cette activité aujourd'hui.

Toute autre façon de poser les problèmes écologiques confond les effets avec les causes, et les propositions qui en découlent sont soit une escroquerie, soit une utopie.

ISBN 2-909560-23-6 ISSN 1159-540X

Dépôt légal, 3ème trimestre 1992

Prix : 90F